

Pierre-Yves Gomez

L'esprit malin du capitalisme

Pierre-Yves Gomez

L'ESPRIT MALIN
DU CAPITALISME

Pierre-Yves Gomez

DESCLÉE DE BROUWER

DESCLÉE DE BROUWER

2019

Du même auteur

En français :

Qualité et théorie des conventions, Economica, 1991.

Le Gouvernement de l'entreprise. Modèles économiques de l'entreprise et pratiques de gestion, InterÉditions, 1996. *La République des actionnaires*, Syros, 2001.

L'Entreprise dans la démocratie. Une théorie politique du gouvernement des entreprises, avec Harry Korine, De Boeck, 2009.

Le Travail invisible. Enquête sur une disparition, François

Bourin Éditeur, 2013. Nouvelle édition en poche : Desclée de Brouwer, 2019.

Penser le travail avec Karl Marx, Nouvelle Cité, 2016. *Intelligence du travail*, Desclée de Brouwer, 2016.

La Gouvernance d'entreprise, PUF, « Que sais-je ? », 2018.

En anglais :

The Leap to Globalization : Creating New Value from

Business Without Borders, avec Harry Korine, John Wiley & Sons, 2002.

Entrepreneurs and Democracy : A Political Theory of Corporate

Governance, Cambridge University Press, 2011. *Strong Managers, Strong Owners : Corporate Governance and*

Strategy, avec Harry Korine, Cambridge University Press, 2013.

Prologue

Pour comprendre l'intention de ce livre

Il y a quelques mois, lors d'une réunion entre amis, la conversation est venue sur l'avenir de notre planète. Ce sujet est devenu banal désormais. L'avenir de la terre est sombre en effet, les oiseaux disparaissent, rien ne pourra empêcher le réchauffement climatique; les appétits des nations s'affichent clairement de nouveau. Menaces de crise, menaces de guerre, rien ne va plus.

Ce n'est pas ce thème désormais conventionnel qui m'a surpris. C'est plutôt le diagnostic que partageaient les convives. Et ce diagnostic était le suivant : l'homme est un être nuisible, le plus dangereux qui soit. De par sa nature nuisible, il a dévasté la planète. Il est la cause de sa perte. Il est une erreur de cette nature qu'il dévore. La meilleure manière de sauver la nature, c'est que l'homme disparaisse.

Bien sûr les choses n'étaient pas dites de manière aussi systématique. Mais la phrase : « Depuis toujours, l'homme est un prédateur qui détruit la planète » avait été prononcée, partagée, considérée comme évidente. L'homme n'est donc pas seulement un loup pour l'homme, il est aussi un loup pour le loup, pour l'agneau et pour l'hirondelle. Il est pire qu'un loup puisqu'il est un homme. Voilà qui ne souleva aucune objection.

Sauf la mienne.

Je fis remarquer que cette anthropologie de fin de repas faisait l'impasse sur le fonctionnement économique *actuel* de notre société. Et qu'avant de dresser un réquisitoire définitif sur la « nature humaine » et sur son penchant supposé à la dévastation du monde, il fallait s'interroger sur les conditions matérielles dans lesquelles sont placés les êtres humains *contemporains* pour agir et pour travailler. Ce sont peut-être ces conditions et non leur « nature » qui conduisent les hommes à piller. Trouver dans l'être humain des péchés constitutifs, c'est s'épargner la peine (ou le devoir) de critiquer la consommation, la production et les interactions dans le monde social concret dans lequel il vit *ici et maintenant*.

C'est ainsi que l'anti-humanisme devient le double efficace du fatalisme économique ambiant : on préfère expliquer par le destin de l'homme incorrigible les désastres que le système économique produit, plutôt que de remettre en question le confort qu'il nous offre. On dit : « Il ne peut en être autrement », « Il n'y a pas d'alternative » et, finalement, « *Depuis toujours*, l'homme est un prédateur qui détruit la planète ». *Depuis toujours*, donc pas plus aujourd'hui qu'hier. On reporte sur l'être humain la critique à l'encontre du système qui liquide les humains. La victime devient le bourreau. L'anti-humanisme et le fatalisme économique marchent ainsi main dans la main.

Imaginons des bâtisseurs sans architecte, appelés à construire un édifice. Ils

posent des pierres, créent des ouvertures, délimitent des couloirs et des pièces. Pour orienter leurs efforts, ils se fient à l'intuition qu'ils vont finalement découvrir un architecte invisible, mais inspirant, qui donnera sens à leurs efforts. Ils spéculent sur les prouesses de cet esprit supérieur, qui effaceront leurs tâtonnements laborieux pour bâtir l'édifice. Mais mur après mur, ils se rendent compte qu'ils construisent un labyrinthe dans lequel ils se perdent. Ils ouvrent de nouvelles portes, créent des corridors pour s'en sortir, mais ils ne font que s'enfermer davantage dans une architecture inextricable. Et ils prennent finalement conscience que l'Esprit insaisissable n'a pas plus qu'eux le plan des issues et qu'il n'existe que les dédales sans fin du labyrinthe. Il ne leur reste qu'à poursuivre la construction en présageant confusément que seule leur propre disparition empêchera son expansion absurde.

Telle est la manière dont on peut se figurer le système économique et social contemporain et le trouble qu'il produit. Criblés de dettes irrécouvrables, mais continuant de spéculer frénétiquement en prétendant qu'il n'y a pas d'autre alternative que de poursuivre un avenir évanescent qui pourrait seul les éteindre, nous pressentons que les dettes ne s'effaceront pas... sans que ne s'effacent aussi les endettés.

J'ai eu le besoin d'écrire au sujet et contre ce fatalisme morbide. Non par une soudaine poussée d'optimisme ou de révolte. Mais parce que je ne crois pas que le destin des hommes soit de mourir dans un labyrinthe. Mieux : parce que je crois que leur destin est de ne pas s'y perdre. Les êtres humains ne sont pas « depuis toujours » des prédateurs imbéciles. Ils ne le sont que depuis peu de temps, il est vrai avec persévérance. Ils le sont parce qu'un système économique et social *particulier* les y encourage. Mais l'encouragement est doux, malin, apparemment sans exigences claires sinon celle de continuer à bâtir ce monde déraisonnable.

Ce système, je l'appelle le *capitalisme spéculatif*. Il importe de savoir comment il fonctionne, comment nous y contribuons, comment nous y succombons; de donner un plan pour connaître son extension et sa puissance. Et finalement, de comprendre pourquoi le fatalisme anti-humaniste contemporain qui sévit partout, même dans une réunion entre amis, est si nécessaire à son déploiement.

Tel est le but que je me suis fixé, d'abord pour faire la lumière en moi-même et, je l'espère, pour la partager avec des lecteurs.

Ce livre commence comme l'enquête que j'avais proposée dans *Le Travail invisible*¹. À dessein, il prend comme point de départ le même événement (la réforme des fonds de pensions aux États-Unis, en 1974) et il poursuit les recherches jusqu'à la période actuelle. Mon intention, dans *Le Travail invisible*, était de montrer comment la financiarisation a occulté la question du travail et pourquoi il fallait reconsidérer celui-ci. Dans le présent ouvrage, j'élargis le propos en montrant que la financiarisation puis la digitalisation n'ont été que des phases successives du même capitalisme spéculatif. Je décris ses caractéristiques et les mécanismes qui assurent la croissance et l'innovation. Je montre comment la financiarisation et la digitalisation ont offert, à tour de rôle, des « relais de croyance » indispensables pour que prospère la spéculation érigée en système.

Dans cette nouvelle enquête, les détails m'intéressent moins que le récit général, qui met en relation les éléments apparemment contradictoires d'un puzzle, et qui débouche sur le constat que le fatalisme et l'anti-humanisme appartiennent au même *esprit du temps*. Loin de témoigner de contradictions ou d'une crise dépressive de notre société, ils sont paradoxalement exigés par *l'entrain spéculatif* qui la tire en avant.

De la manière la plus objective qu'il m'a été possible, j'ai tenté de raconter les promesses, les réussites et les envoûtements de cette nouvelle forme du capitalisme. J'ai voulu finalement donner à comprendre en quoi nous croyons quand nous croyons qu'il se réalise. L'épilogue donne la clé de l'enquête. Face à un déploiement apparemment implacable, notre conscience insatisfaite résiste. *En réalité*, l'unique recours de l'Homme contemporain n'est pas de souscrire au fatalisme antihumaniste et de se soumettre aux séductions du capitalisme spéculatif. La vie réelle, le travail, le bon sens empêchent déjà la liquidation des humains dans le grand récit économique. C'est ce que j'esquisserai au terme de l'enquête, pour inviter au réalisme.

1. Pierre-Yves Gomez, *Le Travail invisible, enquête sur une disparition*, François Bourin, 2013; réédition poche, Desclée de Brouwer, 2018.

Au commencement

Par où commencer l'enquête sur le capitalisme contemporain ? Nous sommes inscrits depuis des siècles dans un ordre économique qui s'affirme et s'étend au monde entier. Selon la focale qu'on utilise pour l'observer, on voit différentes logiques à l'œuvre, soit inscrites dans l'idéologie moderne libérale, soit incluses dans une histoire longue des représentations en Occident, ou encore tributaires des nécessités de la production, de la vie sociale ou même de la génétique des hominidés, etc. On peut ainsi remonter au Déluge, car tout est dans tout, tout hérite et s'alimente de tout.

Néanmoins, aucune loi universelle ne saurait affirmer que la société particulière que nous avons sous les yeux devait advenir et qu'il ne pouvait en être autrement. En particulier, il n'est pas possible de saisir l'économie et la société contemporaines par des notions générales telles que le capitalisme, ou le capitalisme post-industriel, le libéralisme ou le néolibéralisme, la révolution technologique ou d'autres notions de ce type. Elles aident, bien sûr, à trier dans les événements. Elles permettent de mesurer le poids de tel choix politique, de telle option économique à tel moment, de tel événement, de les mettre en relation, de leur trouver une cohérence. Bref, ces notions générales sont nécessaires, mais elles ne sont pas suffisantes.

Pour comprendre un peu mieux le monde dans lequel nous sommes plongés ici et maintenant, il faut identifier les ajustements et les synchronisations, ce qui a construit ce monde-ci et pas un autre. Et donc l'enchaînement des événements qui ont produit des trajectoires, des bifurcations, des conditions pour les calculs particuliers, des hasards, des choix qui auraient pu être différents mais qui, en étant ce qu'ils furent, ont verrouillé un certain système. Le nôtre.

Faire donc l'histoire *effective* de ce système économique, social, culturel et politique. Mais comment choisir le point de départ de ce récit puisque tout interagit sur tout ?

Au sens propre, c'est une affaire de point de vue, c'est-à-dire de choix d'un emplacement particulier dans le mouvement général. Emplacement arbi-traire qui permet de saisir des faits décisifs dès leur origine. Puis de dérouler le fil des conséquences qu'ils ont produit de manière plus ou moins chaotique, jusqu'à ce que se forme un ordre économique et social.

Considérons donc, comme point de départ, que le bouleversement décisif de notre système a eu lieu au milieu des années 1970. Bouleversement est un mot trop dramatique; on pourrait s'attendre à une rupture béante, un cataclysme. Certes, il y avait alors une crise mais elle ne fut – comme toutes les crises d'ailleurs – que l'écume de transformations profondes, fines et invisibles. Ce qui est déterminant est

souvent enfoui et les événements les plus inaperçus sont parfois les plus décisifs (du fait justement qu'ils sont inaperçus).

Or quelque chose est advenu. Tandis que, dans les années 1970, le monde bruissait d'émancipation sociale et de libération sexuelle, de la crise du pétrole et du chômage croissant, que les débats tournaient autour du communisme, « avenir radieux » et « horizon indépassable », que l'on ne se demandait pas si la révolution socialiste aurait lieu, mais quand elle aurait lieu – une décision politique d'apparence secondaire (on ne l'enseigne toujours pas dans les manuels scolaires) a participé à la transformation durable de notre appareil productif et de nos espérances sociales.

Explosion à New York

Le 2 septembre 1974, le président Ford promulga la loi ERISA (*Employee Retirement Income Security Act*). Un texte d'apparence technique, qui ne fut l'objet ni de manifestations populaires ni de débats intellectuels relevés. Une loi d'organisation générale, comme en promet une administration, celle du républicain Gerald Ford, un homme réputé sans génie, mais de bon sens, qui ne fut d'ailleurs jamais élu, disparu de l'Histoire dès 1976 quand il fut battu par Jimmy Carter et qui mourut dans l'indifférence publique en 2006.

ERISA stipulait deux choses : 1) que les caisses de retraites des entreprises devenaient des organismes financiers autonomes et 2) qu'elles devaient désormais diversifier leurs placements¹. Jusqu'alors, l'essentiel des cotisations des salariés américains était placé dans le capital de l'entreprise qui les employait. Ce système de redistribution sociale, développé dans les années 1930, permettait aux entreprises de bénéficier de ces fonds, de les faire fructifier par leur activité de manière à verser des rentes à leurs propres salariés lorsque l'âge les rendait incapables de travailler.

Mais cette *promesse de rente*, faite dans le contexte de crise des années 1930, devait être tenue sur la longue durée, alors que la population des retraités s'accrut du fait de la diminution de l'âge de la retraite et de l'augmentation de la durée de vie. Placer l'épargne des salariés dans le capital des entreprises qui les employaient leur faisait courir un double risque : d'une part, si l'entreprise faisait faillite, ils perdaient à la fois leur emploi et leur future retraite; d'autre part, ils n'obtenaient pas une retraite décente si la croissance de l'entreprise n'avait pas été suffisante pour faire fructifier les cotisations collectées.

Arrêtons-nous un instant sur ce second risque, car il est décisif pour comprendre les suites inattendues de cette réforme : pour que la promesse de rente élargie à des millions de retraités soit pérenne, encore faut-il que l'économie productive dégage suffisamment de revenus non seulement pour les salariés, mais aussi pour les retraités présents ou futurs. La production de richesse doit donc croître sans interruption. Tant que le capital n'est investi et géré que par une seule entreprise (celle du salarié épargnant pour sa retraite), la promesse de rente est limitée par la richesse créée par cette entreprise. L'économie réelle et l'économie financière se

confondent et s'autolimitent.

ERISA a voulu rompre cette dépendance pour éviter les risques que j'ai évoqués : en cas de faillite, le salarié perd tout, et en cas de faible performance de son entreprise, il ne gagne pas grand-chose.

D'où une idée de bon sens : séparer les fonds de pensions des entreprises, pour en faire des organismes financiers *autonomes*; exiger d'eux qu'ils diversifient leurs placements, selon le principe simple : ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Une solution s'impose alors pour les fonds de pensions rendus autonomes : placer les cotisations perçues dans le capital d'entreprises *cotées*. La Bourse permet en effet d'acheter ou de vendre facilement les titres en cas de besoin, de crise, ou de doute sur leurs rendements, qualité que les économistes appellent la *liquidité* de ce marché.

Conséquence : à partir du milieu des années 1970, une part énorme de l'épargne des ménages américains a été placée sur le marché boursier. Retraités et futurs retraités sont devenus des capitalistes, microscopiques certes, mais innombrables, puisque leurs retraites se sont mises à dépendre du *rendement* du capital des entreprises cotées. Ils sont des millions, depuis, à placer leur confiance dans les indices boursiers et à scruter chaque jour les austères tableaux des journaux financiers pour y trouver matière à espérer une meilleure retraite.

Je ne dis pas que la loi ERISA a déterminé à elle seule la transformation de nos économies et de nos sociétés. Elle ne *détermine* rien du tout. Ce fut un événement qui, combiné à d'autres, a conduit, souterrainement, à un tremblement de terre. Il a fait écho à d'autres événements, à des représentations politiques et des promesses sociales qui se sont mises en synchronie comme je le montrerai. C'est pourquoi je prends cet événement comme point de départ de notre enquête.

Synchronisation des places boursières

À partir de 1975, on assiste au *big bang* de la place de New York, à l'explosion des transactions sur les titres et à la libéralisation des opérateurs de marchés². La réforme de Ford n'aurait dû regarder que les États-Unis et leur système de financement très particulier de retraite par capitalisation. C'est ce qu'ont cru les observateurs de l'époque, pour lesquels la loi ERISA n'était qu'une réponse technique de l'Administration américaine à un problème spécifiquement américain. Les pays où la retraite était financée par répartition ne semblaient donc pas concernés par une telle réforme, puisque les pensions des retraités sont payées par les cotisations des salariés en activité. La réforme du système financier américain passa inaperçue dans l'innocente effervescence des années 1970.

Mais c'était ignorer que, dans certaines conditions, un petit mouvement tellurique sous-terrain provoque un effet cosmique. Il suffit que ce mouvement renforce l'alignement entre des planètes qui semblaient isolées et les rendent solidaires du même système.

Or le système de retraite par capitalisation existait dans d'autres pays européens

(comme la GrandeBretagne, les Pays scandinaves ou la Suisse) ou asiatiques (comme le Japon). Les mêmes questions ont produit la même réponse : orienter l'épargne des ménages vers les marchés boursiers nationaux et provoquer, à tour de rôle, un *big bang* à Londres, à Stockholm ou à Tokyo. L'onde américaine se propagea. Pourquoi ?

Partout, les entreprises sont en compétition économique et elles ont besoin de ressources, notamment financières pour soutenir leur guerre commerciale. Cela est d'autant plus vrai quand, dans l'ambiance de crise des années 1970, pour encourager les entreprises nationales à exporter, les gouvernants ont promu le libre-échange généralisé : par contrecoup, des normes qui protégeaient les producteurs nationaux contre la concurrence des sociétés étrangères ont été démantelées.

Dans un contexte de « libéralisation » et d'« ouverture des marchés », les concurrents qui bénéficient de ressources financières plus importantes sur leurs marchés boursiers investissent et innovent davantage. Ils obtiennent des avantages concurrentiels sur les autres. La compétition économique sur les produits se double d'une compétition pour la captation des moyens financiers. Les pays qui ne permettent pas à leurs entreprises de soutenir cette dernière les mettent en difficulté. D'où une nouvelle série de *big bangs* qui n'eut rien à voir avec le financement des retraites et s'étendit même à Paris, sous la présidence socialiste de François Mitterrand : libéralisation des marchés, création de nouveaux produits financiers comme les Sicav, orientation de l'épargne populaire vers la Bourse pour offrir de nouvelles ressources de financement aux entreprises nationales. Ainsi, la capitalisation de la Bourse de Paris représentait 15 % du PIB français de 1970 e 110 % du PIB de 2018.

Au terme de ce processus, les masses d'épargne nationale des ménages captées furent énormes. Elles rendaient difficile de trouver dans chaque bourse nationale suffisamment de titres sûrs pour garantir des placements pas trop risqués. Les possibilités d'investissement du capital sont limitées par le faible nombre d'entreprises cotées³. Aussi les investisseurs ont-ils besoin de chercher des placements sur d'autres places. Les *big bangs* se répondent de place en place pour homogénéiser les règles d'investissement en capital, ce qui produit finalement une intégration mondiale de la finance. L'épargne des ménages, collectée dans chaque espace national, est versée dans le système de financement qui, lui, est devenu global. Ainsi, 45 % du capital des plus grandes entreprises françaises sont détenus par des capitaux étrangers.

Dans ce globe, une puissance liquide et indifférenciée se met donc à couler de place en place. Plusieurs milliers de milliards de dollars sont échangés chaque jour dans un casino où les joueurs misent un argent qui ne leur appartient pas, mais font rêver les épargnants et les autres investisseurs de *jackpots* mirifiques. Reste à leur assurer que ce jeu n'est pas illusoire.

1.Certains s'obstinent à utiliser en français le terme « fonds de pensions », une

traduction littérale de l'anglais *pensions funds*. Or, ce sont bien de *caisses de retraites* dont il s'agit; elles captent les cotisations des salariés afin de leur verser à terme des retraites. La question discutée est celle de savoir ce que, dans un système de retraite par capitalisation, les caisses font des capitaux perçus et accumulés entre la collecte des cotisations et le versement des retraites.

2. Remarquons au passage que ce *big bang* fut antérieur à l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir qui n'intervint qu'en 1980. Les néolibéraux ont amplifié une secousse qui était déjà donnée.

3. Selon la Fédération internationale des places boursières, il existait en 2015 200 places dans le monde qui cotaient environ 10 000 entreprises sur le continent américain (dont 4 500 aux États-Unis et 3 600 au Canada), 27 000 en Asie-Pacifique (5 000 sur les trois Bourses chinoises, 3 500 au Japon et 2 000 en Corée), 9 500 en Europe et 3 000 dans le reste du monde. Sur les dizaines de millions d'entreprises dans le monde, seules 50 000 environ sont cotées, dont à peine 40 % font l'objet de transactions régulières (World Federation Of Exchanges Membership, 2018, *Full Year Highlights report*).

Métamorphose de l'entreprise en tableur

La finance ne s'agite pas dans un milieu *à part* comme on le laisse croire quand on oppose l'économie réelle à l'économie financière. La promesse que les investisseurs font à ceux qui leur confient leur épargne, promesse de gains, ils doivent l'honorer année après année. C'est pourquoi ils placent l'épargne qu'ils gèrent dans le capital des entreprises qui leur paraissent elles-mêmes *prometteuses*, c'est-à-dire susceptibles de dégager des profits ou de valoriser leur capital. Les promesses aux épargnants se reportent de cette manière sur l'activité des entreprises.

La transmission des promesses

Pour contrôler l'activité des entreprises cotées, les places financières ont généralisé, au milieu des années 1980, la cotation des titres en continu : le prix de l'action varie à tout moment et sans interruption selon les offres et les demandes, et donc les paris sur les profits que font les investisseurs.

Les variations du prix d'une action peuvent donc prendre de grandes amplitudes, au cours d'un mois, d'une semaine et même d'une seule journée. Le public considère, avec bon sens, que des cotations aussi erratiques ne devraient avoir aucune conséquence sur l'économie réelle et sur le travail qui se réalise dans les entreprises. Des joueurs de casino anticipent, s'inquiètent, se trompent, se corrigent au jour le jour... Certes. Et alors ? Si le cours d'une action varie trop dans une direction, il suffit d'attendre que les investisseurs « reviennent à la réalité » et changent d'avis pour que le cours varie dans l'autre sens. Pourquoi se soucier à court terme de leurs évaluations capricieuses ?

Le bon sens est parfois trompeur. D'abord, on l'a compris, parce que les spéculateurs n'ont aucune intention de regarder « la réalité » : ils s'intéressent à la promesse faite, aux indices qui permettent de s'attendre à sa réalisation, et surtout à la manière dont les autres spéculateurs interprètent ces indices.

Ce qui leur importe, c'est la compétition entre les promesses de gain (celle qui a le plus de chance de se réaliser) et les espoirs que ce concours fait naître.

Certes, la réalité les rattrape tôt ou tard, car la promesse de rendement est ou n'est pas effectivement tenue. Mais en attendant, la sphère spéculative a une incidence directe sur les entreprises. Pourquoi ?

En économie capitaliste, la valeur du capital d'une entreprise est corrélée à sa dette bancaire. Comme un particulier, une entreprise ne peut s'endetter parce qu'elle s'engage à rembourser le prêteur, mais aussi parce qu'elle lui assure que cet engagement est raisonnable – c'est-à-dire qu'elle possède un patrimoine suffisant qui

donne une caution indubitable en cas de manque de résultats (et donc de défaut de remboursement). La formule « On ne prête qu'aux riches » n'est pas réservée aux particuliers.

Le patrimoine d'une entreprise, c'est son capital. Logiquement, si celui-ci est coté en Bourse, il varie, et la capacité de remboursement de l'entreprise varie avec lui. S'il monte, l'entreprise semble plus riche, sa dette est mieux garantie. Mais si la valeur des actions baisse, son patrimoine fond et l'entreprise apparaît mécaniquement comme surendettée, c'est-à-dire potentiellement incapable de rembourser sa dette.

Elle doit donc éviter que cette baisse se confirme durablement et que le doute sur sa pérennité assaille non seulement les investisseurs du casino global mais aussi ses banquiers, ses fournisseurs et toutes ses parties prenantes. Il lui faut donc donner des gages aux détenteurs de titres et montrer qu'ils se trompent, que la valeur des actions est sous-estimée. Concrètement, l'entreprise doit assurer qu'elle sera bien profitable et qu'elle leur versera des dividendes – ce qui devrait faire remonter le cours de Bourse.

C'est ainsi qu'une entreprise cotée est tenue par la valeur de son action. Elle est dépendante des opinions que se font les investisseurs et qu'il faut alimenter par des indices positifs pour éviter un affolement durable.

Le lecteur me pardonnera de rappeler ici ce mécanisme élémentaire, mais il est nécessaire de le faire parce qu'il est justement si élémentaire qu'on ne voit plus sa puissance contraignante. Même si une part mineure de son capital est soumise aux caprices des marchés, part très justement appelée « le flottant », cette part détermine le prix de toutes les actions de l'entreprise, et, en selon le mécanisme que j'ai décrit, sa solidité financière. En d'autres termes, dès lors que l'entreprise accepte qu'une partie, même modeste, de son capital soit cotée, la valeur de tout son capital lui échappe et elle doit ajuster ses résultats aux représentations et aux attentes du monde financier pour maintenir sa confiance. Et c'est ainsi que, bon gré mal gré, les entreprises cotées ont été amenées à se synchroniser sur la sphère financière.

Faire aussi des promesses pour attirer les ressources

Mais la contrainte a aussi ses avantages : l'entreprise y souscrit d'autant plus volontiers qu'elle lui permet de lever des fonds et d'obtenir des financements pour se développer. C'est un moyen de surclasser la concurrence. D'où une deuxième raison de se synchroniser avec les marchés financiers, non plus en réagissant à leurs attentes, mais en les séduisant par des *promesses* de rendement afin d'attirer les flux de finance.

Faire de meilleures promesses de résultats que la concurrence : à la spéculation des uns, répond la spéculation des autres; les entreprises cotées anticipent de nouveaux produits, des marchés, des innovations et les font miroiter aux yeux des investisseurs. Ceux-ci peuvent y croire ou pas. S'ils y croient, ils financent. S'ils financent, l'entreprise obtient des ressources, elle a le moyen de s'endetter

davantage, de se développer et la promesse a des chances d'être tenue. La prophétie s'autoréalise. Ainsi se dévoile le propre de la spéculation : espérer un futur tel que les dépenses du présent seront rendues insignifiantes par la richesse à venir.

La possibilité de gains comme attracteur

Comment faire des promesses de rendements aux investisseurs pour attirer les fonds qui permettent justement... de tenir les promesses ?

Trois réponses possibles : la première, c'est de réaliser plus de résultats que ses concurrents en offrant des produits meilleurs ou une organisation plus efficace. Réponse classique.

Une deuxième réponse est plus rusée : se servir de la manne financière pour racheter ses concurrents et promettre aux investisseurs les bénéfices qui s'ensuivront. Ce que les stratèges appellent la *consolidation* d'un secteur. L'entreprise qui réalise les offres publiques d'achat (OPA) prend une position dominante sur son marché et, en anticipant des « synergies » avec les activités des entreprises rachetées, promet une organisation plus rentable – et donc les profits qui en résultent.

Pour l'investisseur en capital, une double spéculation est envisageable et donc des paris prometteurs : 1) sur la réussite ou l'échec de l'OPA, 2) sur le niveau de résultats du nouveau groupe en cas de réussite. D'où l'explosion des OPA : le nombre de fusions-acquisitions annuel dans le monde est passé de 2 676 opérations pour un montant total de 347 milliards de dollars en 1985 à 50 000 opérations pour 3 900 milliards en 2017 ¹.

Conséquence : l'aspiration des moyens financiers pour « consolider » les secteurs économiques a fait émerger des géants de taille mondiale. La concentration générale de la production est sans doute le caractère le plus spectaculaire du capitalisme contemporain. En effet, si le nombre d'entreprises cotées a fortement diminué, la fusion ou l'absorption des entreprises en est la cause majeure; aux États-Unis, on est passé de 7 000 entreprises cotées en 1996 à 4 000 en 2016; de 720 à 465 en France ². En même temps, la capitalisation boursière des 100 premières entreprises mondiales cotées est 7 000 fois plus élevée que celle des 2 000 dernières alors qu'elle n'était que de 31 fois en 1995. Les profits liés à la taille et la position dominante des entreprises géantes ont augmenté de 40 % entre 2009 et 2015 ³. En France, entre 1992 et 2015, à peine 84 grandes entreprises ont absorbé 90 % de la totalité des augmentations de capital ⁴ : l'épargne a permis, ici comme ailleurs dans le monde, un accroissement de la taille des très grandes entreprises.

Il n'est pas exagéré de dire qu'on n'a sans doute jamais connu une telle accumulation de capitaux et une telle concentration de puissance privée dans l'histoire humaine. Dans tous les secteurs, des « *leaders* » ont émergé, avec une « taille critique » pour affronter la « compétition globale ». Mots-clés pour rationaliser les stratégies de regroupement; sésames de l'économie nouvelle devenue une économie de géants planétaires dominant des millions d'entreprises locales et avec lesquels les entreprises de tailles moyennes et petites doivent composer. La

mondialisation de la production contrôlée par des oligopoles a été une conséquence inattendue de la globalisation financière.

Innovation spéculative

Enfin, une troisième possibilité s'offre aux entreprises pour attirer à elles les capitaux : c'est d'innover sans cesse. Lorsqu'on ne sait pas fabriquer mieux que ses concurrents ou lorsqu'il n'y a pas de compétiteurs à racheter, innover autorise à faire une promesse au casino financier en le faisant rêver d'une possibilité de profits *nouveaux* parce qu'inédits. Ce qui encourage les investisseurs à flairer, avant les autres, la bonne affaire.

D'où les vagues d'innovations techniques et de changements organisationnels qui se succèdent depuis les années 1990. Vagues si fréquentes qu'on finit par vivre dans un tourbillon qui fait désormais partie de la culture d'entreprise : obsolescence accélérée des technologies, remplacées par de nouvelles technologies et « réorganisations » incessantes. Il n'est pas dans mon propos d'étudier la dynamique ou le contenu de cette culture de la transformation permanente, il me suffit ici de souligner la synchronisation entre l'innovation à outrance des quarante dernières années et la compétition spéculative pour attirer les ressources financières.

L'innovation technologique intensive n'est qu'une des formes de la spéculation sur les profits. Une autre consiste à modifier son modèle d'affaire et ses produits plus vite que la concurrence, à se mettre en compétition *avec soi-même* pour modifier son projet, transformer ses structures, changer son organisation, se laisser aspirer par un futur séduisant que l'on invente en brûlant ses propres vaisseaux, pour « *disrupter* », comme l'on dit désormais ⁵.

Le mouvement brownien qui agite les entreprises, oblige à une modification permanente des structures, baptisée désormais « agilité », et il inspire les stratégies. Il laisse promettre une meilleure efficacité et des valorisations potentielles par le simple fait que les organisations « changent ». On ne sait pas toujours pourquoi, bien sûr, ce qui autorise précisément paris et spéculations, et donc ce qui séduit les investisseurs. Il faut que ça change pour que quelque chose de plus profitable ait une chance d'apparaître. Nombre d'innovations, qu'elles soient technologiques ou organisationnelles, échouent certes, mais suffisamment réussissent pour que le mouvement ne faiblisse pas. Le pari est alors gagné, confortant la spéculation sur l'innovation. Une nouvelle promesse de changement est formulée pour poursuivre les paris et les espérances de croissance et c'est ainsi que la spéculation se poursuit dans l'entreprise même.

Financiarisation

Résumons : le système qui synchronise les entreprises cotées et les financements produit un double mouvement : 1) une concentration de la puissance économique qui se réduit à quelques places financières (une dizaine sont significatives dans le

monde) et quelques entreprises géantes (un millier à peine en 2020) : il s'agit d'un mouvement d'accumulation et de concentration des moyens de production; 2) une spéculation généralisée qui empêche de fixer les acteurs dans des routines stables : mouvement continu d'agitation et de métamorphose des entreprises et des relations économiques.

Cette nouvelle dynamique, appelons-la *financiarisation*. Son mécanisme tient à une inversion de la logique financière. Au lieu que la finance soit au service de la production des entreprises, c'est l'inverse qui se produit : l'activité de l'entreprise est tirée par les attentes de la finance. L'accès aux immenses ressources financières détermine les stratégies des producteurs. On assiste ainsi à une inversion de la flèche du temps : le profit à *venir* est encore inconnu parce qu'il est attendu d'une transformation radicale des technologies ou des organisations; perspective ouverte qui stimule les anticipations présentes des investisseurs; ce qui fait croître la valeur des entreprises qui se livrent à leurs spéculations; des investissements sont ainsi obtenus aujourd'hui grâce à des paris sur la possibilité de profits à venir. Jeu de miroirs spéculatif.

Néanmoins, pour que ce jeu de la confiance perdure, les promesses faites sur l'avenir doivent déboucher sur quelques résultats tangibles et visibles, sans quoi le doute puis la panique menace-raient le monde de la spéculation.

Synchronisation de la production et du travail dans les entreprises

C'est pourquoi les investisseurs en capital demandent que soient régulièrement communiquées des informations sur la performance de l'entreprise. N'est-ce pas de leur devoir s'ils veulent protéger l'épargne qui leur est confiée ? N'ont-ils pas pour mission de s'assurer que cette épargne sera rémunérée comme cela a été promis ? D'où l'exigence de publier les anticipations de résultat des entreprises cotées d'abord tous les semestres, puis tous les trimestres et désormais en temps continu : toute information est susceptible d'être interprétée par les spéculateurs dans des transactions sur les titres qui ont lieu elles-mêmes en continu. Tout devient alors motif à interprétations pour en tirer avantage, que ce soient des supputations de tactiques ou des informations décryptées avant les autres investisseurs.

Pour procurer des informations fiables, encore faut-il que les entreprises mettent en place des systèmes d'extraction de ces informations. Systèmes de gestion et systèmes d'information définissent, capturent et agrègent les données qui repèrent ce qui se produit dans l'entreprise et en quoi cela laisse espérer un profit. À partir des années 1980, une génération d'experts a eu pour mission de transformer en données chiffrées la matérialité du travail : temps, cadences, poids, durée, montant, nombre de clients, de patients, taux, ratios L'entreprise réelle s'est doublée d'une entreprise abstraite, chiffrée, qui est comme un immense tableur.

L'entreprise-tableur assure que les promesses de rendements aux investisseurs seront tenues, donc que la performance sera suffisante, et par conséquent, que les objectifs intermédiaires seront atteints par ceux qui travaillent. Les systèmes

d'information ne se contentent pas d'extraire des données. Ils deviennent inévitablement des systèmes de paramétrage, de prescription d'objectifs et de contrôle des activités. Ils fixent des résultats attendus, calculent des écarts, déduisent des gains et des coûts et créent des systèmes d'alertes en cas de dérive.

Ceux qui gèrent doivent, en conséquence, rendre des comptes (les innombrables *reportings*), coordonner leurs objectifs (les réunions), s'assurer des réalisations (les évaluations) et alimenter le système d'information. Les managers passent un temps croissant non à encourager ou à orienter les collaborateurs dans leur travail concret, mais à remplir les données nécessaires au fonctionnement de l'entreprise-tableur⁶. C'est à partir d'elles que la plupart des décisions se prennent, que les stratégies s'élaborent et que les spéculations sur les résultats se nourrissent. Plutôt que le travail réel, ce sont les données chiffrées qui prétendent décrire l'entreprise.

Le travail au service du chiffre

De fait, le travailleur lui-même est vu à travers les innombrables écrans, ratios, chiffres et courbes de l'entreprise-tableur qui prescrit son effort et donne le sens de son activité. Plus exactement, il n'est *pas* vu. Son travail proprement dit est invisible, parce qu'au fond, il n'intéresse que lui-même et ses collègues ou clients immédiats. Mais chacun est relié à chacun par un réseau de chiffres qui fixe sa place, ses actes et sa performance. L'entreprise-tableur s'intéresse au résultat, un résultat coordonné aux milliers d'autres résultats qui constituent une série de résultats intermédiaires et enfin, un résultat final – celui qui témoigne que la promesse de profit sera tenue (ou non). Le tout constitue ce qu'on appelle la *performance*.

Écrans de lecture et de contrôle partout où l'on travaille : on reçoit son évaluation annuelle, son budget, ses objectifs; on sait, en « temps réel », le nombre de pièces que l'on fabrique, de clients que l'on a appelés ou les heures consacrées à tel projet; et jusque dans les toilettes d'une entreprise, on connaît le nombre et la date des passages de ceux qui ont nettoyé. Pourtant, il est possible de travailler sans avoir jamais rencontré un client, un décideur, un fournisseur ou un agent de nettoyage. Les chiffres des uns et des autres sont agrégés, mis en liens, comparés à des normes et à des objectifs. Le tout produit la valeur attendue. En haut de la pyramide hiérarchique, on parcourt les *reportings*, on observe les données-clés du tableur, on compare, on tranche, on modifie les objectifs, on proclame les résultats. En bas, dans la case du tableur où l'on est fixé, on réalise la part de performance demandée. Ceux qui échappent à cet agencement par les chiffres et les ratios disparaissent désormais comme les artisans d'un temps révolu.

Bien sûr, je brosse là une représentation stylisée de l'entreprise financiarisée. Dans la réalité vécue, le travail dans les entreprises ne se réduit pas à cela. Il reste fondé sur la matérialité des relations et des contacts, sur les corps qui peinent, les amitiés et les inimitiés, sur le temps réel de l'effort. La vraie vie. Mais tel n'est pas la logique qui préside à la financiarisation des entreprises. Le travail y est idéalement soumis à la contrainte rationnelle de l'abstraction, du chiffrage et de la

performance globale qui échappe à chaque travailleur. Dans l'organisation contemporaine du travail, l'entreprise-tableur est un labyrinthe d'informations, transparent, performant, implacable.

De cette manière, une nouvelle synchronisation s'est effectuée à l'insu de ceux qui travaillent et, parfois, de ceux qui la gèrent : elle touche, cette fois, à l'intérieur des entreprises. La gestion est à son tour devenue *spéculative*. Le résultat d'aujourd'hui n'est pas ajusté au résultat d'hier, selon une progression maîtrisée. Il est aligné sur le résultat de *demain*, celui qui a été promis dans la compétition pour les ressources, qu'il faut coûte que coûte atteindre et qui dépend des performances des concurrents, des opinions versatiles des investisseurs; et parfois de l'inspiration des dirigeants comme le montre l'exemple suivant.

Une entreprise dans laquelle j'intervenais, en 2018, avait défini ainsi son « objectif stratégique » pour 2022 de la manière suivante : « 2 milliards pour 2022 »; il s'agissait d'atteindre 2 milliards de chiffre d'affaires en quatre ans, ce qui supposait une croissance des ventes de près de 30 %. En rencontrant les équipes, je me rendis compte que, non seulement le chiffre ne serait pas atteint, mais que tout le monde savait que c'était impossible. Pourtant, les recrutements et les licenciements, la réduction des coûts, les contrôles et les évaluations étaient définis par rapport au fameux objectif. Et chacun donnait le maximum de ce qu'il pouvait pour réaliser ce qu'il savait hors de portée. Lorsque je rapportais cela au dirigeant et que je lui demandais : « Pourquoi 2 milliards ? », il me fit l'une des réponses les plus fascinantes de candeur assassine que j'ai pu entendre durant ma carrière de chercheur : « C'est parce que c'est un chiffre rond qui va bien avec 22. » C'était donc l'esthétique du chiffre rond qui bouleversait la vie de centaines de salariés acharnés à l'atteindre en vain. Puis il ajouta : « Il fallait bien donner un chiffre aux actionnaires pour avancer. » À vrai dire, je ne suis pas sûr que les actionnaires aient demandé un tel chiffre. Mais ils l'ont obtenu, la promesse a été faite. Il fallait que d'autres la tiennent. Il fallait *avancer*. Et peut-être que, dans des entreprises concurrentes, d'autres travailleurs s'épuisaient aussi, dans leur tour, à avancer vers un autre chiffre rond.

La synchronisation entre les entreprises

J'ai parlé d'une série de synchronisations des entreprises par rapport aux marchés de capitaux, puis à l'intérieur des entreprises cotées. En quoi ces mécanismes concerneraient-ils l'immense masse des entreprises qui ne sont pas cotées ? N'avons-nous pas vu qu'à peine 50 000 entreprises sont cotées dans le monde et 20 000 réellement dépendantes des marchés, alors que des dizaines de millions ne le sont pas ? Le bon sens voudrait que celles-ci échappent à la logique de la spéculation financière, des promesses de profits et des « chiffres ronds ».

Le bon sens se trompe ici. Les entreprises non cotées se sont, à leur tour, synchronisées avec la logique spéculative. Je vois au moins trois raisons à cette adaptation inattendue : 1) De très nombreuses entreprises sont filiales, sous-traitantes

ou clientes des plus grandes entreprises cotées; celles-ci reportent sur elles leurs objectifs de résultats et elles exigent qu'elles souscrivent à des standards, qu'elles déploient des processus et qu'elles utilisent des outils de gestion compatibles avec les leurs : d'où une normalisation des pratiques de gestion. 2) Quand elles sont indépendantes, ces entreprises entrent en concurrence avec des entreprises (cotées) ou leurs filiales qui investissent davantage qu'elles du fait qu'elles sont mieux financées; elles sont contraintes à leur tour de s'aligner sur leurs prix, leurs offres et leurs résultats. 3) Quand elles sont financées, même partiellement, par des fonds privés (les *private equity*), ceux-ci calculent leurs bénéfices par rapport à ce qu'ils gagneraient s'ils investissaient dans des entreprises plus profitables; elles sont donc contraintes de s'aligner sur les résultats les plus prometteurs : d'où une diffusion de la spéculation.

Dans les organisations publiques, les hôpitaux, les écoles, le financement a aussi fait défaut et, faute de pouvoir attribuer de moyens supplémentaires, l'État a encouragé des participations complémentaires privées. La pression de ces dernières s'est fait sentir sur les résultats. L'État lui-même a demandé des niveaux de rentabilité chiffrés pour limiter ses propres subventions; parallèlement, les systèmes de gestion développés pour les entreprises cotées ont été adaptés et vendus aux autres entreprises et aux organisations privées ou publiques; par imitation, celles-ci sont devenues à leur tour et à leur manière, des organisations-tableurs.

La spéculation se fonde sur la comparaison généralisée : on s'ajuste sur le plus mobile, le plus profitable et, toujours, sur le plus prometteur. Dans une société matérielle dont le ciment est la multiplication de biens et de services, tous les lieux de production tendent à se conformer aux mêmes représentations, à se synchroniser et à se métamorphoser en conséquence pour une « modernisation » toujours à venir. Le classement et la comparaison sont les moyens de standardiser les « bonnes » pratiques et ils abondent désormais dans tous les domaines qu'ils soient sociaux, économiques ou culturels. C'est pourquoi la gestion du travail, réduit à quelques résultats abstraits et à quelques objectifs en forme de « chiffres ronds » présentés comme des cibles, s'est étendue au-delà des entreprises cotées, à la plupart des entreprises, aux administrations publiques, aux hôpitaux, aux écoles et aux universités, aux sociétés de presse et même aux armées.

1. THE INSTITUTE FOR MERGERS, *Acquisitions and Alliances, Annual report*, <https://imaa-institute.org/mergers-and-acquisitions-statistics/>

2. Source : WORLD FEDERATION OF EXCHANGES MEMBERSHIP, *op. cit.*

3. UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT, *Trade and development report 2017*, p. 125.

4. Source : Pierre-Yves gomez et Simon ROSSI, « Les grandes entreprises sont-elles (encore) françaises ? », *Preuves à l'appui*, IFGE, 2018.

5. Car même les mots qualifiant le changement doivent régulièrement changer pour

maintenir l'attention sur l'impermanence spéculative : dans les organisations, on parle de « changement » depuis les années 1980 déjà, quand émerge le « management du changement » (*change management*) avec ses gourous, ses experts et ses consultants. Le « changement organisationnel » est une manière de gouverner typique de la société contemporaine, aussi bien dans les entreprises que dans le domaine public, animé lui aussi depuis des décennies par d'incessantes « politiques de réformes » qui font office de projet national.

6. Les managers passent près de la moitié de leur temps de travail sur des écrans pour alimenter le système d'information; voir les travaux cités dans *Le Travail invisible*, p. 194.

Marchands et technocrates

De proche en proche, tout commence donc à se mettre au diapason de la spéculation financière. Mais pas par magie. Une société ne se produit pas toute seule ou par le génie de quelques idéologues inspirés. Des individus réels ont œuvré, chacun à sa place et cela a produit notre économie contemporaine, financiarisée et spéculative. Ils y ont trouvé du goût ou de l'intérêt ou encore le sentiment de bien faire. Ils n'ont pas planifié un monde nouveau à partir d'une conception claire, connue d'avance, qu'ils auraient mise méthodiquement en œuvre. Ils n'ont pas comploté dans on ne sait quelle alcôve afin de transformer le monde. Cela s'est fait par petites touches et par des causes secondes. Mais aussi parce qu'il y a des *organiseurs patentés*, des acteurs qui ont le pouvoir légitime d'organiser les processus économiques au nom des autres. C'est sur eux qu'il faut porter maintenant notre regard.

Lumière sur les acteurs

L'une des superstitions les mieux ancrées dans les esprits modernes, est que nous vivons dans une « économie de marché ». On entend par là, en général, que la régulation de la société et ses transformations sont le fait de divers marchés et finalement d'un grand Marché, spontané, autorégulé, sans auteur et sans maître, qui organise, tout seul, les relations entre les acteurs de la société. Comme le grand économiste des institutions Karl Polanyi l'a montré, la croyance que le « Marché » oriente miraculeusement les affaires humaines se heurte aux évidences contraires de l'analyse historique et scientifique. Elle est le fruit d'une idéologie et elle sert des intérêts.

Mais j'en reste au récit de la société contemporaine et à la matérialité des faits tels qu'on peut les observer. Dans le déploiement historique que j'ai esquissé jusqu'à présent, on n'a pas assisté au prodige de la fameuse « main invisible » : des fonctionnaires américains ont préparé la loi ERISA; des parlementaires l'ont votée un Président l'a promulguée; des gestionnaires de fonds, des analystes financiers ont œuvré pour créer, vendre et gérer des produits financiers; des enseignants dans des universités les ont formés aux techniques de la finance; des chercheurs ont théorisé la détermination des prix; des législateurs ont libéralisé les échanges; des dirigeants et des administrateurs d'entreprises ont introduit leurs sociétés en bourse; d'autres ont accepté de souscrire aux attentes des financeurs; d'autres encore leur ont fait des promesses de profit; des contrôleurs de gestion et des experts en systèmes d'information ont construit les indicateurs et les matrices de l'entreprise-tableur; des

ingénieurs ont inventé des systèmes de gestion sophistiqués pour mettre en évidence « la valeur pour l'actionnaire »; des économistes ou des journalistes ont célébré dans des livres et des articles ces nouvelles organisations, et la nouvelle économie, etc.

Je conjecture donc une série de synchronisations par petites touches opportunistes données par des acteurs concrets. Qu'ils aient été soumis à la recherche d'intérêts opportunistes ou mus par des idéaux, peu importe. Profitant du branchement de l'épargne des ménages sur le capital des entreprises cotées, certains ont trouvé un moyen de contrôler le financement et d'en tirer profit; d'autres, de gagner leur vie en développant des outils de contrôle des performances dans les entreprises; d'autres encore se sont spécialisés dans les technologies de l'information pour alimenter le système; des universitaires ont publié des articles en théorisant ces transformations, etc. Le lien entre eux ne fut pas le « Marché », mais l'esprit spéculatif, l'anticipation de profits à venir, qu'ils ont servis peut-être inconsciemment, mais d'une manière consciencieuse.

Puissance des marchands

Les historiens, les économistes institutionnalistes et ceux qui observent les faits concrets sans donner plus crédit qu'il n'en faut à la primauté des idéologies, montrent de manière convaincante que l'économie de marché, c'est essentiellement une économie *de marchands*¹.

Pendant des siècles, dans l'économie précapitaliste, la production était autoconsommée dans des communautés fermées (villages, cités); le juste prix des choses était établi selon les relations entre les personnes, les hiérarchies sociales, les valeurs morales et le sentiment commun de l'ordre juste : on donnait, on troquait ou on vendait, par exemple, moins cher à la veuve et à l'orphelin, plus cher au riche propriétaire ou à l'étranger. Chaque communauté avait ses valeurs, ses traditions et ses normes.

Les objets échangés ont commencé à échapper à de telles communautés lorsqu'ils ont été apportés de l'extérieur. Par exemple, les marchands médiévaux allaient chercher sur des foires lointaines des produits que ne fabriquaient pas leurs communautés d'origine. En les introduisant, ils ont acquis du pouvoir pour déterminer leurs prix. Selon eux, ce prix devait intégrer davantage que les valeurs et les coutumes de la communauté à laquelle ils les proposaient; ils devaient aussi tenir compte du coût et de la peine du transport, de la rareté relative, et aussi du monopole relatif ou absolu du marchand, de la séduction de ses arguments, etc. Ainsi s'est dégagée la classe des *marchands* : ceux qui transforment des objets en *marchandises*.

Les marchands ont ainsi acquis le pouvoir de fixer non pas la valeur des choses (ce serait un pouvoir exorbitant sur la communauté), mais comment on doit *rationnellement* établir la valeur des choses, selon quels critères, en intégrant quelles contraintes et sur quels lieux d'échange. Ce pouvoir leur vient du fait qu'ils contrôlent *les flux*, les déplacements et les stockages de ce qui devient, de ce fait,

des marchandises. Nul besoin d'introduire un mytique « Marché » régulateur surplombant la société, tel un *deus ex machina*. L'existence de flux contrôlés par des marchands suffit pour comprendre que la juste valeur des choses n'est plus définie au sein de la communauté qui les produit et de celle qui les utilise (et qui n'est plus la même), selon les besoins ou les situations sociales de ses membres. Plus les communautés perdent de leur force, plus les règles déterminant la *valeur* économique leur échappent. C'est ainsi que les marchands et les économistes ont fini par remplacer les théologiens et les moralistes pour déterminer la valeur des choses, le prix de la viande, du lait ou des immeubles². À la limite, quand il n'y a plus de communautés de producteurs ou d'utilisateurs, mais seulement des individus isolés, un pouvoir devient irrésistible : on peut l'appeler le pouvoir du marché, mais c'est bien du pouvoir des marchands qu'il s'agit. On le voit aujourd'hui dans l'agriculture ou dans certaines industries contrôlées par les distributeurs.

Les marchands de finance

Je reviens à mon enquête sur le capitalisme contemporain. Les flux de financement de l'économie ont été bouleversés par l'orientation de l'épargne des ménages vers les entreprises. Mais ces flux ne se sont ni créés ni dirigés tout seuls. Des politiciens ont modifié la régulation des fonds de pensions, puis les règles régissant les places financières (ce fut la suite de *big bangs*); des gestionnaires de produits financiers se sont placés en intermédiaires entre l'épargne collectée et le financement des entreprises : ils ont inventé de nouveaux véhicules techniques pour permettre le transfert de l'épargne vers le capital; ils ont guidé ce mouvement vers les places financières où les entreprises étaient cotées; ils se sont emparés ainsi du contrôle d'énormes masses de financement en les drainant.

Forts de ce contrôle matériel des flux, les « marchands de finance » ont pu imposer la manière de définir *raisonnablement* le prix du financement. Ils ont établi que la valeur d'une entreprise dépend de l'évaluation qu'ils en feraient; et que cette valeur devait tenir compte de leur propre travail d'évaluateurs, de leur frais, de la relative rareté des actions, des profits attendus, etc.

Les critères mis en avant pour s'emparer du pouvoir légitime de rationaliser le prix du financement furent : 1) la nécessité de protéger et de rémunérer l'épargne des ménages en vertu de la promesse de rente faite à ces derniers; 2) la nécessité d'obliger les entreprises à contribuer à cette promesse en échange de financements obtenus; 3) la mise en concurrence des promesses de profits futurs assurant que les marchands de finance choisissent les « meilleurs » bénéficiaires de financements; 4) le profit comme indicateur de la crédibilité des promesses des entreprises; 5) le cours de l'action comme indicateur ultime car il synthétise comment eux, les « marchands de finance », anticipent des promesses et des profits futurs des entreprises.

Ainsi, de leur point de vue, on établit le « juste prix » des entreprises popularisé sous le terme de « valeur pour l'actionnaire³ ». Des économistes ont justifié ce

raisonnement par des théories financières qui ont apporté le vernis de scientificité nécessaire pour emporter la conviction.

J'y reviendrai au chapitre 6. La création de « valeur pour l'actionnaire » n'est évidemment pas une nécessité inscrite dans les lois d'airain de l'économie. Le « juste prix » de l'entreprise pourrait être déterminé par ceux qui y travaillent, par les clients, par l'État ou la société qui bénéficient de leurs services, par les détenteurs de parts de capital ou tous autres moyens imaginables définis par une communauté (de salariés, de clients, communauté publique ou communauté d'actionnaires). Un autre capitalisme (pour ne rien dire d'un autre système économique) aurait donc pu être possible.

Mais il se trouve que par le phénomène de financiarisation, la fixation de ce prix a été accaparée par les « marchands de finance » au nom du supposé « marché financier ». Ce terme masque la réalité sociale et empirique qui a permis de transformer le capital, naguère apporté par des actionnaires, en une *marchandise* gérée par des investisseurs; dès lors, sa valorisation a fait l'objet d'une spéculation impliquant les marchands de finances et les dirigeants d'entreprises cotées – et, de proche en proche, elle a embarqué tous les autres acteurs de l'économie. Pour poursuivre l'enquête, il nous faut donc regarder de plus près qui sont ces puissants de « marchands de finance ». Mais un détour s'impose d'abord pour comprendre comment une telle puissance peut se construire.

Burnham et la technocratie des organisateurs

Politologue et essayiste américain mort en 1987, James Burnham n'est plus lu, pas même réédité en français depuis 1969, me semble-t-il. Ses ouvrages ont pourtant eu un retentissement considérable dans les années 1940. Ils montraient qu'une même *classe des organisateurs* avait pris le pouvoir dans l'Allemagne nazie, en Union soviétique et aux États-Unis. Cette classe était composée, selon ses termes, de « technocrates » et il retrouvait les mêmes caractéristiques technocratiques dans les contextes politiques différents et apparemment opposés des pays totalitaires, socialistes ou démocratiques. Les « organisateurs ⁴ » se sont emparés des rouages de l'appareil d'État et des grandes entreprises pour orienter toute la société selon une planification et une rationalité managériale dont ils étaient les dépositaires.

La thèse fut considérée comme géniale par certains et scandaleuse par d'autres; elle fut âprement discutée comme telle ⁵. Elle mettait en équivalence le capitalisme et le socialisme, et elle anticipait que l'un disparaîtrait sans que l'autre ne le remplace (contrairement aux espérances de beaucoup à l'époque) parce que le pouvoir *des organisateurs* devait s'imposer partout, inexorablement. Burnham prophétisait le rôle des nouveaux maîtres avec un réalisme qui se réclamait de Machiavel ⁶. La suite de l'Histoire lui a donné en partie raison.

En partie seulement, car son intuition était, certes, géniale, mais elle fut desservie par son obsession anti-communiste (trotskyste repent, il devint un chef de file du conservatisme américain) et par l'amalgame qu'il a fait entre deux dimensions du

phénomène qu'il décrit : 1) l'existence d'une *technocratie d'organiseurs* qui détient le véritable pouvoir d'orienter économiquement et idéologiquement une société (quelle qu'elle soit) en établissant les normes de la performance, de la rationalisation et du contrôle des résultats; 2) le fait que, à partir des années 1930, dans différents endroits du monde, une technocratie de ce type s'est emparée de l'appareil d'État (lois, entreprises nationales, plans), puis des grandes entreprises pour exercer son pouvoir. En confondant le principe général (même le capitalisme et la supposée « économie de marché » sont, en fait, gouvernés par une technocratie) et son expression particulière à un moment de l'Histoire (la forme prise par cette technocratie en 1930), il a réduit sa théorie à la description d'une « bureaucratie collectiviste » supposée triompher partout. Il a manqué de ce fait la possibilité de fonder une théorie plus générale de la « classe des organisateurs », qui fut la technocratie du Plan à son époque, mais qui a pris d'autres formes à d'autres époques. Et en particulier la nôtre.

Reste que le grand apport de Burnham est d'avoir fait comprendre que l'analyse de nos sociétés ne doit pas en rester à l'opposition tirée d'une lecture trop courte de Marx, entre ceux qui possèdent les moyens de production (les capitalistes) et ceux qui, ne les possédant pas, n'ont que leur travail à offrir (les prolétaires). La question décisive n'est pas celle de la propriété, mais de *la valeur* de cette propriété, de la capacité de la faire fructifier en la contrôlant et en la déplaçant : la gestion des flux dont nous parlions précédemment. Burnham montrait ainsi que les directeurs des entreprises détenaient bien plus de pouvoir que les actionnaires, parce que ce sont eux qui, étant aux commandes de l'appareil productif, déterminaient les investissements, c'est-à-dire l'utilisation du capital selon leurs décisions et leurs stratégies; d'où son idée que les actionnaires capitalistes (et le capitalisme avec eux) pouvaient disparaître au profit d'une propriété publique ou toute autre forme de propriété, sans que cela change quoi que ce soit au gouvernement technocratique de l'économie⁷.

Si, en usant de cette intuition, nous éclairons le fonctionnement de l'économie contemporaine, nous verrons apparaître ce que les notions de « marchés financiers » et plus encore d'« économie de marché » obscurcissent : l'existence d'une *technocratie* qui fait fonctionner le système.

J'ai donc parlé jusqu'à présent de l'*économie de marchands* en termes trop vagues; ces marchands sont des gestionnaires de flux; mais leur pouvoir n'est possible que parce qu'il se décline en une technocratie particulière dans laquelle chacun joue un rôle pour assurer une certaine détermination « rationnelle » de la valeur des choses. C'est ce que l'on peut à présent examiner de plus près.

1. Voir l'œuvre majeure déjà évoquée de Karl Polanyi sur la construction politique des « marchés » durant le XIX^e siècle, *La Grande Transformation*, Gallimard, 1983 (édition originale : 1944). Parmi d'autres médiévistes, Sylvain Piron a présenté récemment une étude éclairante sur l'origine théologique des débats sur le juste prix,

dans son livre *Occupation du monde, Zones Sensibles*, 2018. Il poursuit les analyses qu'il avait abordées dans l'avant-propos de son édition du *Traité des contrats* de Pierre de Jean Olivi, Belles Lettres, 2012.

2. Cf. Sylvain Piron, *Occupation du monde, op. cit.* Sur les questions du processus de valorisation en économie, voir la petite mais riche synthèse de Gilles Marion, *Le Consommateur coproducteur de valeur. L'axiologie de la consommation*, EMS, 2016. On y trouve discutées la plupart des théories contemporaines en sciences sociales.

3. Le terme est équivoque, car la « valeur » dont il est question est moins pour l'« actionnaire », propriétaire à long terme des parts d'une entreprise, que pour l'« investisseur ». Ce dernier est une forme nouvelle et particulière de détenteurs de capitaux, ceux, précisément, qui sont mus par une logique spéculative et qui voient dans le titre une simple marchandise. Voir Pierre-Yves Gomez et Harry Korine, *L'Entreprise dans la démocratie*, De Boeck, 2009. En particulier le chapitre 6 sur la distinction récente entre actionnaires et investisseurs.

4. Les expressions varient pour qualifier cette classe : classe des directeurs, des managers, des organisateurs. James Burnham, *L'Ère des Organiseurs*, Calmann-Lévy, 1947 (édition originale : 1940, avec le titre *The Managerial Revolution*). On parle parfois de managérialisme. Je l'appelle, dans cet ouvrage, la technocratie du Plan, car elle fonde sa légitimité et son pouvoir sur la capacité à *planifier* l'économie et les organisations pour assurer leur prospérité.

5. Voir la préface de Léon Blum à l'édition de *L'Ère des Organiseurs* et les discussions du séminaire du Centre d'études sociologiques, rassemblées in Georges Gurvitch, *Industrialisation et Technocratie*, Armand Colin, 1949, notamment la contribution de Gurvitch, *La Technocratie est-elle inévitable ?*, p. 179-199.

6. Le réalisme politique de *Managerial Revolution* cherchant à échapper aux idéologies pour observer les faits est explicité et systématisé dans James Burnham, *The Machiavellians : Defenders of Freedom*, Gateway Books, 1987 (édition originale : 1943).

7. La distinction entre le pouvoir des dirigeants non actionnaires et celui des actionnaires avec un avantage aux premiers devenait patente aux États-Unis dans les années 1930 quand les grandes entreprises sont devenues dominantes. Le célèbre ouvrage de Berle et Means l'avait clairement établi (Adolf Berle et Gardiner Means *The Modern Corporate and Private Property*, Brace World, 1932). Mais Burnham va plus loin en énonçant, dans cette configuration, l'inutilité des actionnaires et donc l'inévitable disparition du capitalisme au profit de ce qu'il nomme « la société directoriale » (cf. en particulier le chapitre 7 de *L'Ère des Organiseurs*). Plus tard, à partir des années 1950, l'analyse de la technocratie managériale a été omniprésente en économie, en sociologie et en sciences politiques. Parmi les classiques : John Kenneth Galbraith, *The New Industrial State*, Houghton Mifflin, 1967; Alfred Chandler, *The Visible Hand : The Managerial Revolution in*

American Business, Harvard University Press, 1977; Michel Crozier, *Le Phénomène bureaucratique*, Seuil, 1964. C'est aussi l'esprit des travaux de Sauvy : voir Alfred Sauvy, *La Bureaucratie*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1956.

Technocratie spéculative

Commençons par une définition générale : ce que j'appelle (après Burnham, mais dans un sens plus général) « technocratie » est un système d'acteurs utilisant des outils techniques et qui exercent le monopole de la rationalisation légitime de la valeur des choses. En conséquence, la technocratie normalise l'appareil productif selon ce que Michel Callon appelle des agencements socio-techniques ¹.

Comme système, elle se déploie en niveaux successifs selon la capacité de définir, à son plus haut niveau, les modalités qui rendent « rationnelle » la façon dont on établit la « juste valeur » des choses, et aux autres niveaux la manière d'atteindre la « performance » nécessaire pour réaliser cette fameuse « juste valeur ». Un système social et économique peut toujours être appréhendé à partir de la technocratie qui constitue son armature. Il a existé dans l'Histoire une succession de telles technocraties marchandes ou bureaucratiques, publiques ou privées, dont les récits restent à faire ². Je m'occupe, dans cette enquête, de la technocratie associée au capitalisme contemporain.

J'appelle *technocratie spéculative* la forme particulière prise par la technocratie depuis près d'un demi-siècle. Elle est donc formée par un ensemble de professionnels solidaires, d'une manière ou d'une autre, de la logique économique spéculative dans laquelle ils jouent leur partition et qu'ils contribuent, de ce fait, à réaliser collectivement. Elle a été le résultat de synchronisations successives et d'alignement entre des professions, des activités, des outils et des compétences qui ont fini, de proche en proche, par constituer un ordre hiérarchique. Cet ordre se décompose grossièrement en trois niveaux : l'élite, les paramétreurs, les bureaucrates.

L'élite spéculative

Au sommet, l'élite des « grands », qu'on peut appeler l'oligarchie spéculative. Elle est composée par les acteurs qui ont le pouvoir effectif de décider ce que doivent financer les grands flux qu'ils contrôlent, industrie chimique ou agriculture biologique, voyage dans l'espace ou voiture autonome : 1) ceux qui définissent les stratégies de placement dans les organismes financiers et les plus grands fonds d'investissement : les responsables de salles de marchés, les stratèges de banques d'affaires, les traders les plus influents; 2) ceux qui, du côté des entreprises, font la promesse de profits aux « marchands de finance », qui inscrivent de ce fait leur entreprise dans la logique spéculative : les dirigeants, les directeurs financiers d'entreprises importantes; 3) les traducteurs et interprètes des « attentes du marché »

: les leaders d'opinion, les analystes influents; 4) ceux qui, dans l'administration publique, contribuent à la financiarisation : les très hauts fonctionnaires des finances en particulier, qui orientent la politique fiscale, l'engagement ou le désengagement de l'État ou les normes juridiques et comptables.

L'élite détient donc le pouvoir de dire comment *raisonnablement* fixer le prix des investissements et la valeur du capital. C'est au plus haut niveau de l'oligarchie que les flux d'épargne sont orientés et que sont négociés les grands investissements en capital, les OPA majeures, les coups gagnants ou perdants du jeu d'échecs stratégique. Les « grands » parmi l'élite évoluent dans une sphère où les flux de financement se connectent à des niveaux inouïs : en 2019, la capita-lisation boursière mondiale (de moins de 10 000 entreprises cotées) atteint 92 412 milliards de dollars, soit 120 % du PIB mondial; les transactions sur les produits dérivés sont estimées à 800 000 milliards de dollars, soit 11 fois le PIB mondial. Cette classe supérieure bénéficie de rémunérations très élevées dues aux bénéfices qu'elle retire des transactions, et d'un immense prestige social.

Les agents du paramétrage

Au niveau intermédiaire de la technocratie spéculative, les paramétreurs façonnent le système de contrôle de la production. Entre les promesses faites au niveau de l'élite et la production concrète qui devra atteindre la performance déterminée selon la logique spéculative, il faut organiser la production pour en assurer l'efficacité.

Construire l'économie du chiffre est le travail des paramétreurs. Ils mettent au point les produits financiers, les systèmes d'évaluation, les normes, les algorithmes permettant d'anticiper les cours sur les marchés, les systèmes d'information et les techniques de transfert d'information, autant sur les places financières quand dans les fonds d'investissement et, bien sûr, dans les entreprises financiarisées. Ils inventent aussi les classements et les comparaisons nécessaires pour normaliser les comportements considérés comme les plus « rationnels » et les plus « performants »³. Ils construisent le labyrinthe des paramètres et des normes, définissent les ratios et les règles et ils prescrivent le travail en conséquence. Ils traduisent la spéculation sur la valeur en processus d'information et en objectifs. Ils inventent pour les organisations des capteurs, des normes et des indicateurs, assurant que l'on va atteindre le résultat promis – sur lequel l'élite a fait ses paris.

On trouve à ce niveau les concepteurs de systèmes d'information, les spécialistes de produits financiers, les gestionnaires de fonds, les analystes et toutes sortes d'influenceurs, de cabinets de consultants spécialisés, et de producteurs d'équation et de réseaux, et bien sûr les directeurs et les développeurs du contrôle de gestion. Leur pouvoir consiste à décider quelle information sur l'entreprise, le travail ou la production doit être utilisée et laquelle doit être négligée : pouvoir de rendre visible ou invisible.

Les bureaucrates du chiffre

En bas de la hiérarchie spéculative, la masse des bureaucrates du chiffre. Les contrôleurs, les évaluateurs, ceux qui appliquent, documentent ou comparent les données nécessaires pour alimenter le système d'information, remplissent les tableaux, cherchent de l'information; ceux qui gèrent, ordonnent, managent au regard des ratios à atteindre et des chiffres à produire (définis par les para-mètres); l'armée des comptables, des auditeurs, des contrôleurs ou des consultants en organisations, qui entretiennent les systèmes d'information conçus par le niveau supérieur et qui assurent que le travail de production se conforme bien aux outils de contrôle.

Leur pouvoir consiste à piloter les travailleurs en fonction des objectifs paramétrés. Ils traduisent le travail réel en performance chiffrée; il le synchronise avec les attentes spéculatives; de cette façon, l'entreprise réelle ne s'éloigne pas des prescriptions de ceux qui ont paramétré l'entreprisetableur et, au-delà, de la promesse de profits faite à l'élite spéculative.

Interdépendances dans la technocratie spéculative

On repère désormais la technocratie spéculative à l'œuvre dans toutes les organisations, publiques ou privées, cotées ou non. Elle forme un tout cohérent bien que chaque niveau (élite, paramètres, bureaucrates) soit relativement étanche. On se hisse rarement, même au prix d'un travail acharné, au statut de *trader* dans une grande banque internationale, lorsqu'on commence son activité professionnelle comme contrôleur de gestion dans une usine; en sens inverse, un « grand patron » ne devient jamais simple responsable de la qualité dans une filiale. À l'évidence, il existe peu de mobilité verticale entre les niveaux de la technocratie car les compétences, les formations et les réseaux d'appartenance et de pouvoir sont spécifiques. Néanmoins, à l'intérieur de chaque niveau, il y a une compétition pour le prestige, le pouvoir d'agir et les préséances, et en particulier pour les rémunérations.

En revanche : chaque niveau est en synchronie avec les deux autres. On y existe et on y exerce son pouvoir et tout simplement sa fonction que parce que d'autres assurent les leurs aux autres échelons : telle opération de fusion négociée au niveau de l'élite promet des bénéfices dans la mesure où l'armée des bureaucrates mettra en œuvre la gestion adaptée pour réaliser ces bénéfices; en sens inverse, le travail d'un contrôleur de gestion n'est efficace que si le résultat qu'il met au jour participe à la performance financière globale de l'entreprise qui, elle-même, détermine sa valeur spéculative définie par l'élite. Tous se tiennent donc.

Construire le labyrinthe

Repérer la technocratie spéculative, c'est mettre de la chair (humaine) dans l'économie. Car entre les concepts techniques et le travail concret réalisé à l'intérieur de l'entreprise-tableur, il n'y a pas un vide social et encore moins un

ajustement spontané.

Le capitalisme spéculatif n'a pas été le produit d'une puissance magique qui aurait fixé spontanément la valeur des choses (le dieu « Marché »); ce sont d'innombrables normes, contrôles, calcul, radars, outils de gestion, indicateurs manipulés par autant de technocrates qui ont fait éclore cette nouvelle forme du capitalisme en mettant méthodiquement au point la financiarisation.

N'imaginons pas pour autant cette technocratie à la manière d'un ectoplasme qui flotterait au-dessus de la « réalité économique » : elle en fait pleinement partie. Elle emploie une partie non négligeable de la population active dans les entreprises ou dans les administrations. On y trouve, là comme ailleurs, des « travailleurs ». Ces travailleurs-là ont formulé des promesses, des équations ou des idées, ils ont tissé entre eux des liens personnels et des réseaux d'intérêts, ils ont géré, ordonné, évalué en ce sens. Chacun a cru bien faire, a cru être « moderne » et performant, suivre la tendance, répondre aux classements, et il n'est pas nécessaire de prêter à qui-conque des desseins tortueux ni même des calculs idéologiques de haut vol.

Ils ont agi à leur niveau, de manière banale, au temps où ils croyaient devoir agir, parce qu'il ne semblait pas qu'on pouvait faire autrement, et, de proche en proche, cela a produit la financiarisation spéculative de la société. Acteurs infimes et aveugles au projet d'ensemble, ils ont participé à la réalisation de ce projet d'autant plus efficacement qu'ils n'avaient justement pas de vision d'ensemble : chacun tient à présent la place qui lui est assignée dans l'armature technocratique d'une économie spéculative – qui leur échappe.

1. Michel Callon *et al.*, *Sociologie des agencements marchands*, Presses des Mines, 2013.

2. On trouve dans la théorie de la sociogenèse de Norbert Elias une inspiration pour une telle histoire parce qu'elle relie, comme j'essaie modestement de le faire ici, les transformations matérielles aux contraintes intégrées par les individus dans leurs représentations et leurs comportements sociaux et culturels. Voir Norbert Elias, *La Civilisation des mœurs et La Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1975 (première édition en un seul ouvrage : 1939). Bien sûr, mes analyses font écho à celles de Max Weber sur la domination rationnelle (Max Weber, *Économie et société*, Plon, 1971 [1921]), mais il s'agit, dans cette enquête, d'observer le processus social permettant de « rationaliser » la valeur économique produite par le travail humain. Plutôt qu'au monopole de la violence physique qui est, selon Weber, le propre de l'État moderne, je m'intéresse donc *au monopole de la rationalisation de la valeur des choses* produites et échangées, monopole exercé par une « technocratie ». Je renvoie à mes propres travaux sur la théorie des conventions articulant discours et dispositifs matériels, et rassemblés dans Pierre-Yves Gomez, *Sur la théorie des conventions*, recueil de textes, IFGE, 2015.

3. Voir les travaux de Julie Bouchard sur la rhétorique déjà ancienne du « retard » comme manière de stimuler les imitations et les ajustements entre les organisations

ou entre les pays : il y a toujours un « retard » à rattraper qui motive un « changement » nécessaire. Julie bouchard, *Comment le retard vient aux Français. Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité. 1940-1970*, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Information et communication », 2008.

Le capitalisme spéculatif, première approche

Résumons. Au commencement de cette enquête, une nécessité sociale : sauvegarder le niveau de la rente de millions d'épargnants, retraités et autres infimes détenteurs de capital. Un phénomène en résulte, la financiarisation : le capital devient une marchandise, sa valorisation oriente les investissements, le profit est promu comme l'indicateur absolu de performance. Des synchronisations s'effectuent entre les entreprises et les investisseurs; une nouvelle manière de diriger l'activité des entreprises et des administrations s'impose par petites étapes, grâce à la connexion d'acteurs et de techniques qui compose la technocratie spéculative.

Mais la financiarisation ne raconte qu'une partie de l'histoire. Elle n'a été qu'une modalité dans une dynamique plus large qui a vu naître une forme économique et sociale nouvelle, que j'appelle le *capitalisme spéculatif*. J'en présente dans ce chapitre les principales caractéristiques.

Qu'est-ce que la spéculation ?

La spéculation se généralise comme moyen de conduire l'économie lorsque : 1) les choix économiques sont orientés par les *promesses* de résultats futurs; 2) ces promesses affirment qu'on fabrique un avenir *révolutionnaire* qui rompt avec le passé : apparition d'un marché encore inconnu, d'une façon de produire résolument originale, de nouveaux services qui changeront radicalement la manière de consommer, etc.; selon cette attente, la création de la richesse future souscrira à des lois résolument nouvelles qu'on ne connaît pas encore aujourd'hui; 3) une telle métamorphose économique conduira à une prospérité qui absorbera les dettes consenties pour la réaliser.

La spéculation suppose une rupture à venir; elle tire de cette rupture la possibilité de parier sur la valeur du capital que l'on investit. Elle oriente les flux de financements vers un futur où l'inattendu peut devenir possible. J'appelle ce futur idéalisé l'« Avenir supérieur ¹ ».

On ne comprendra pas la suite de cette enquête et, à mon sens, la dynamique de l'économie contemporaine, si on entend le terme « spéculation » dans l'acception plutôt négative courante, c'est-à-dire comme un simple pari risqué et cupide sur le futur. J'emploie ici « spéculation » sans jugement de valeur implicite. Le terme traduit une façon originale de propulser l'économie qui suppose une transformation future suffisamment puissante (l'Avenir) pour effacer les dettes présentes. Cette dialectique de la dette (présente) et de sa liquidation (future) par une augmentation prodigieuse de la valeur attribuée aux choses, est essentielle à la compréhension du

capitalisme spéculatif et il faut s'arrêter sur ce point.

Un exemple permettra de fixer le principe : supposons que, sans avoir le moindre argent, je veuille construire un immeuble, ce qui coûterait un million d'euros; je m'endette et j'affirme à mon créancier que les loyers que me procurera l'immeuble rembourseront une partie de la dette; mais cela n'est pas l'essentiel, car l'autre partie sera couverte par l'augmentation que j'anticipe du prix de l'immeuble; il vaudra sans doute, à terme, 10 millions d'euros parce que le quartier va totalement se transformer. Ma dette (un million) ne représentera alors plus grand-chose, elle sera comme *absorbée* par la valorisation future de l'immeuble; d'ailleurs, plutôt que de me prêter le million nécessaire, mon créancier, s'il croit en ma prévision, aura intérêt à prendre lui-même une partie du capital pour bénéficier, lui aussi, de la plus-value espérée.

Telle est la logique de la spéculation : attendre de l'Avenir des conditions économiques si différentes du présent qu'elles changeront radicalement la valeur des choses. Elles permettront alors d'absorber des dettes consenties pour produire un tel futur. J'emploie le terme « *absorber* » pour signifier que la dette ne sera pas éteinte, mais qu'elle deviendra négligeable dans la réalité nouvelle. Tout le mécanisme spéculatif tient dans ce mouvement d'absorption : plus la valeur anticipée (dans mon exemple, celle de l'immeuble) est élevée, plus la dette souscrite est réduite.

Bien entendu, pour que le mécanisme fonctionne, il faut que les espérances soient suffisamment partagées pour être plausibles. Chaque spéculateur pense que les autres pensent que les promesses de valorisation seront tenues (même si lui-même est dubitatif). La réalisation de quelques résultats intermédiaires encourage la confiance. Le mécanisme spéculatif est un jeu de miroirs (*speculum* en latin) tel que : 1) le présent regarde le futur espéré (et non le passé qu'il s'agirait de poursuivre); 2) ceux qui ont la capacité d'orienter les financements et ceux qui cherchent à l'obtenir reflètent dans leurs yeux les mêmes promesses; 3) à l'intérieur de ces deux groupes, chacun cherche à anticiper l'opinion des autres membres de son groupe sur les promesses pour surenchérir sur lui : le trader pour « battre le marché », c'est-à-dire faire mieux que tous les autres traders; l'entreprise pour innover ou « disrupter » son modèle d'affaire avant les autres, etc. Gagner sur le compétiteur de promesses, c'est affirmer qu'on est mieux à même que lui de fabriquer un avenir supérieur, un avenir qui changera radicalement la valeur des choses, et des dettes.

Du capitalisme accumulatif au capitalisme spéculatif

Cette manière de concevoir le moteur du progrès est une nouveauté dans notre histoire. Jusque dans les années 1980, la croissance capitaliste était supposée saine quand elle était fondée sur l'*accumulation* de capital : la preuve des profits et du travail *passés* permettait d'obtenir des financements *présents* afin d'accroître les profits *futurs*. Le capitalisme était certes vu comme un moteur de croissance et de progrès et les entrepreneurs pariaient sur le futur – mais leurs paris exigeaient de solides garanties. Le futur était donc considéré comme le résultat d'un pro-jet, c'est-

à-dire d'un saut en avant, plus ou moins risqué, mais raisonnablement fondé sur l'expérience passée et sur une convention soulignée par John Maynard Keynes : « L'état actuel des affaires continuera indéfiniment ². »

Dans une autre thèse célèbre bien que discutée, Max Weber avait montré que ce capitalisme était étroitement lié à l'éthique puritaine ³. Dans le monde sans théologie unifiée qu'a inauguré la Réforme au

xvie siècle, les sectes protestantes ont trouvé dans la réussite matérielle la preuve de leur justification par Dieu. La vie économique, l'engagement au travail, l'épargne et l'efficacité ont pris une dimension morale jusqu'alors inconnue qui établissait l'accumulation comme une bénédiction. L'éthique protestante n'explique pas à elle seule le triomphe du capitalisme, mais elle est entrée en congruence avec d'autres dimensions matérielles et politiques, et elle lui a procuré son « esprit » particulier.

Cette représentation d'un capitalisme linéaire, fondé sur la puissance d'accumulation et que j'appelle, pour cette raison, *capitalisme accumulatif*, considérait le progrès des sociétés comme une amélioration nécessaire et continue du passé. Le crédit bancaire était le bras séculier d'une telle économie, les banques ne pouvant financer que dans les limites comptables de leurs actifs qui garantissaient le remboursement des dettes qu'elles consentaient : pas (trop) de spéculation possible donc. Le taux d'intérêt était supposé rémunérer l'usage du capital prêté, dont se privait le créancier : l'intérêt était vu comme rien d'autre que la rémunération de la « vente » du temps ⁴.

Tout cela change au tournant des années 1970. Le capitalisme spéculatif, en modifiant les modalités du financement, a transformé la manière de valoriser le capital investi, donc les dettes, et, en conséquence, la manière dont la société contemporaine perçoit le *progrès*. Nous allons voir comment.

Trois caractéristiques du capitalisme spéculatif

La première caractéristique du capitalisme contemporain tient à la transformation des « marchands » de financement, c'est-à-dire, nous l'avons vu, ceux qui ont le pouvoir de définir « rationnellement » la valeur et l'orientation des investissements et des dettes : à partir des années 1970, les gestionnaires de l'épargne placée sur les marchés n'ont pas accumulé eux-mêmes des capitaux; les financements potentiels existaient massivement grâce à l'énorme épargne des ménages, notamment en vue de la retraite. Le travail de l'élite spéculative a consisté à capter et à gérer ces capitaux; elle n'a plus été responsable que de leur valorisation.

Or cette valorisation ne se réduit pas à la « vente » du temps durant lequel les épargnants se privent de leurs capitaux. Il y a plus à faire espérer : ce que l'élite spéculative promet aux épargnants, c'est une augmentation de la valeur de leur épargne grâce aux perspectives ouvertes par l'Avenir. De même que, dans mon exemple précédent, c'est l'augmentation du prix de l'immeuble sur le marché immobilier et non pas les loyers versés qui rend le placement attractif, de même

l'augmentation de l'indice boursier ou de la valeur des actions promet d'accroître celle du patrimoine de l'épargnant. De fait, depuis des décennies, les taux d'intérêt sont très faibles et on ne compte que sur la valorisation des indices boursiers (ou du capital immobilier) pour accroître les patrimoines, fussent-ils de modestes Plans d'épargne retraite.

Encore faut-il donner confiance aux épargnants dans un futur que, par construction, on ne peut pas connaître. Le propre du capitalisme spéculatif est de considérer que l'on va changer les conditions mêmes de la production, ce qui modifiera tous les critères d'évaluation fondés sur l'expérience du passé. Les promesses *de nouveautés et de ruptures économiques* suffisent à suggérer des valorisations futures élevées. La convention évoquée par Keynes est renversée : « L'état actuel des affaires ne continuera pas », parce que quelque chose *de différent et de meilleur* va advenir.

Le deuxième trait essentiel du capitalisme spéculatif est le suivant : la concurrence entre les promesses fait office de « sélecteur du meilleur avenir ». Il n'y a pas de Grand Spéculateur qui aurait la clé du futur. Ce qui rend crédibles les promesses sur l'Avenir, c'est qu'elles sont attestées par la compétition entre des milliers de petits spéculateurs. Chacun promet de faire fructifier les ressources pour servir un retour sur investissement *plus élevé que celui*

des concurrents. Ainsi s'établit une compétition sur les promesses dont le gagnant est celui qui prétend, de manière plus assurée et plus crédible que les autres, savoir mieux comment *fabriquer l'Avenir*.

Un exemple pour illustrer : en 2017, Renault dont le chiffre d'affaires était de 190 milliards d'euros, vendait 10 millions de véhicules par an et dégagait un bénéfice de 7 milliards d'euros; vingt fois plus petite, Tesla, avec 8,5 milliards de ventes, écoulait à peine 100 000 voitures et faisait 2 milliards de pertes. Malgré ces différences objectives de taille et de résultat, le cours de Bourse valorisait Renault pour 100 milliards d'euros et Tesla pour 50 milliards. Je demandais à des financiers sérieux qu'elle était la rationalité d'une différence étrangement faible entre deux sociétés aux réalités passées et présentes sans commune mesure; ils répondaient invariablement : « Mais Tesla, c'est *l'avenir* de la voiture électrique ! » Promesse qui se suffisait pour considérer que, contre toutes apparences, la valeur élevée des actions de Tesla était « rationnelle ».

Troisième trait du capitalisme spéculatif : on n'est pas censé faire un effort pour rembourser le financement qui permet de réaliser les promesses. Dans le modèle accumulatif du capitalisme, le remboursement des dettes bancaires arrimait l'économie financière à l'économie réelle : il fallait bien, *chaque année*, dégager suffisamment de marge pour payer les échéances de la dette. C'était la garantie de sa reconduction. Tel n'est plus le cas lorsque l'entreprise est financée par un capital qui n'est pas remboursable mais qui est lui-même objet de spéculation; la valorisation marchande de ce capital assure l'équivalent automatique d'un « remboursement » pour l'investisseur. Comme dans l'exemple de l'immeuble que je donnais, il suffit que le prix monte pour que le capital prêté soit rémunéré et même remboursé sans

effort. Plus il monte, plus il sera facilement remboursé, ce qui donne l'illusion que la dette est, comme je l'ai dit, *absorbée* par la valorisation du patrimoine.

L'exemple actuel le plus spectaculaire de ce phénomène est celui des « licornes », jeunes entreprises de moins de 5 ans dont la capitalisation boursière dépasse déjà le milliard d'euros : aux États-Unis, 83 % des entrées en bourse durant l'année 2018 ont été réalisées par des licornes qui étaient en perte; cela n'a pas empêché le prix de leurs titres d'augmenter de 36 % en moyenne, contre 32 % pour les sociétés qui faisaient des bénéfices, et 9 % pour les 500 plus grandes entreprises⁵. Cela peut sembler absurde mais demeure rationnel aux yeux du capitaliste spéculatif : lui considère que les licornes vont produire une « nouvelle économie » et qu'elles seront valorisées à des niveaux tels qu'elles rembourseront sans problème les investissements apparemment absurdes consentis aujourd'hui. Tout se tient par les promesses de l'Avenir.

Bien sûr, celui qui achète au spéculateur les parts de capital, spéculé aussi et il croit à son tour qu'elles peuvent augmenter (sans quoi il n'achèterait pas). Et si une telle valorisation du capital demande, elle, des efforts considérables aux salariés pour des profits qui, finalement, épuisent les entreprises, peu importe au spéculateur puisqu'il ira faire ailleurs ses paris. La valeur à produire doit croître indéfiniment de manière à entretenir les croyances sur l'Avenir. Sans quoi, la machine à spéculer s'arrêterait. Mais tant qu'elle est alimentée par la confiance, les promesses faites au présent permettent la fabrication d'un futur miraculeux.

Pour ses tenants, c'est exactement là que se situent la « rationalité » et l'efficacité du capitalisme spéculatif : la prospérité est toujours renouvelée par des sauts de croissance qui nous libèrent du passé en nous ouvrant aux possibilités inconnues de l'Avenir. D'où un changement permanent, mais aussi un indispensable optimisme sur les innovations récurrentes, sur les ruptures positives, sur les révolutions technologiques qui permettent d'alimenter la confiance et d'espérer de nouvelles affaires.

Au temps du capitalisme accumulatif, le progrès poursuivait linéairement l'héritage du passé pour l'améliorer. Le capitalisme spéculatif est *non linéaire*, au sens mathématique du terme. Il renverse ainsi la flèche du temps : le progrès n'est plus un passé qui se poursuit et s'enrichit; l'Avenir nous tend un miroir dans lequel nous nous espérons *déjà différents*. Il aspire le présent, et le passé n'a plus d'importance. Pire, il est dévalué comme un ancien monde avec ses inerties, ses résistances, ses lourdes dettes et son inadaptation aux « nouvelles règles ». Il est considéré comme « conservateur » puisqu'il s'oppose, par nature, à la dynamique optimiste misant sur le futur et ses « disruptions », qu'aucune « leçon du passé » ne peut saisir. Dans cette jubilation spéculative, le progrès n'est pas une amélioration du passé mais sa négation, sa liquidation. Jamais sans doute l'expression fameuse « Du passé faisons table rase » n'aura été plus actuelle⁶.

Pourquoi la spéculation peut se poursuivre longtemps

Ce serait dénigrer trop vite un tel système que de considérer la spéculation comme dans une espèce d'ivresse imbécile ou cupide – ce serait la regarder avec les yeux de l'ancien capitalisme accumulatif et linéaire. Ceux qui spéculent sont des gens raisonnables et souvent fort graves, qui font leur travail de spéculateurs avec application et sérieux : anticiper de nouveaux « gisements de valeur », repérer de nouvelles « pépites », flairer les bonnes opérations

Bien sûr, il leur arrive de s'emballer; ils croient intensément en une nouvelle source de valeur; mais la crainte les prend soudain que les nouveaux marchés ou les gains espérés ne se réalisent pas; les mauvais résultats financiers les rappellent à la réalité. Pour ramener la confiance, la correction doit avoir lieu : d'abord en exigeant des entreprises de meilleurs résultats; puis, si cela s'avère impossible, en concédant que les anticipations spéculatives étaient erronées. Les bulles financières éclatent, comme ce fut le cas en 1987, 2001 et 2008. Puis la machine repart. Car la spéculation ne s'interrompt pas sans dommage pour tous. Pourquoi ?

D'abord parce qu'une grande promesse de rente a été faite à des millions de retraités, d'épargnants et autres rentiers investisseurs en capital, qui seront de plus en plus nombreux avec le vieillissement de la population. Il faut bien que tout le monde partage la croyance optimiste en l'Avenir, sans quoi l'évidence apparaîtrait toute nue : s'il n'y a ni remboursement possible des dettes, ni valorisation compensatoire toujours croissante des actions détenues, c'est la ruine des épargnants.

Ensuite, comme je l'ai dit précédemment, parce que les membres de l'élite spéculative ne placent pas leur propre capital patiemment accumulé, mais celui des épargnants. Si l'investissement est gagnant, ils récupèrent des bénéfices personnels sous forme de *bonus*; mais s'il est perdant, ils ne sont pas personnellement appauvris : ils annoncent aux épargnants une année mauvaise, aux salariés les conséquences de résultats décevants et ce sont eux, épargnants ou salariés, qui assument la perte réelle de leur placement ou de leur emploi. Le casino spéculatif est rempli de joueurs qui misent l'argent des autres, récupèrent une petite part des gains mais pas les pertes. En revanche, les perdants sont obligés de croire les nouvelles promesses de l'élite s'ils ne veulent pas *tout* perdre et il leur faut espérer se refaire à la partie suivante. D'où un consentement implicite à poursuivre la spéculation généralisée.

Ainsi, la spéculation produit mécaniquement un effet bien connu en psychologie économique, l'escalade d'engagement⁷. Exemple classique : il est difficile d'arrêter de jouer à une machine à sous, même, et surtout après une série de pertes. On a tendance à se dire que, statistiquement, la chance doit sourire au moins une fois, et on remet des pièces dans l'appareil. C'est ainsi que, paradoxalement, plus on perd, plus on pense se rapprocher d'un possible jackpot. De manière générale, la psychologie montre que l'on a tendance à rationaliser la poursuite des engagements, même quand on a des informations qui pourraient les mettre en doute. Ainsi, quand bien même les premières incertitudes apparaissent, un spéculateur qui a misé sur une nouvelle technologie révolutionnaire préfère assumer son choix et poursuivre son investissement coûte que coûte, de peur de perdre les montants qu'il a déjà investis.

Ce phénomène a été bien observé sur les marchés financiers et il explique que les

engouements parfois incompréhensibles pour le public, se poursuivent malgré des signaux négatifs, jusqu'à ce qu'une réalité matérielle massive vienne crever la bulle qui s'est trop enflée⁸. En attendant, la spéculation auto-entretient son escalade.

Un nouveau capitalisme

L'extension du domaine de la spéculation n'est pas une pathologie d'un capitalisme (accumulatif) vertueux soudain dévoyé par des gens avides et des excès. La spéculation va au-delà de simples emballements cupides. C'est une nouvelle manière de « rationaliser » la création de valeur économique. L'économie reste, certes, fondée sur la concentration de capital dans l'économie, notamment dans de très grandes entreprises. Mais la nouvelle gestion des financements a opéré une séparation décisive entre l'accumulation par les uns et l'utilisation par les autres. Les acteurs qui accumulent sagement et *préalablement* le capital ne sont pas ceux qui les investissent « rationnellement » dans des entreprises. C'est une technocratie spécifique qui assure la gestion des flux et des choix qui sont spéculatifs. La « rationalité » consiste à créer les conditions de ruptures et de miser sur l'explosion de valeur qu'elles produiront. D'où le mouvement brownien, les innovations incessantes, le changement comme art de gouverner et la course au résultat.

Le capitalisme spéculatif a modifié la manière dont notre société définit la « performance » et se régule : chaotique, dynamique, non linéaire, non planifiée mais supposée apporter une prospérité sans fin à mesure que le financement permet l'invention de l'Avenir. Chacun, petit ou gros spéculateur, y prend sa part de travail. Tous rêvent de s'enrichir mais à des échelles et dans des proportions fort différentes. Et c'est donc un nouveau capitalisme qui s'est mis en place, il y a près de cinquante ans.

1. Dans la suite de cette enquête, le mot « avenir » prendra une majuscule dès lors qu'il signifiera la représentation du futur extraordinaire supposé par l'esprit de spéculation.

2. « Cette convention réside essentiellement – encore que, bien entendu, elle ne joue pas toujours sous une forme aussi simple – dans l'hypothèse que l'état actuel des affaires continuera indéfiniment à moins qu'on ait des raisons définies d'attendre un changement. Ceci ne signifie pas que nous pensions réellement que l'état des affaires continuera indéfiniment. L'expérience constante nous enseigne qu'une telle hypothèse est des plus improbables. [] Néanmoins la méthode conventionnelle de calcul indiquée ci-dessus est compatible avec un haut degré de continuité et de stabilité dans les affaires, *tant que l'on peut compter sur le maintien de la convention* » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, chapitre 12).

3. Max WEBER, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1964 (édition originale : 1904-1905).

4. Dans la fameuse polémique de 1848-1849 au sujet de la moralité du crédit, entre le socialiste Pierre-Joseph Proudhon et l'économiste libéral Frédéric Bastiat, celui-ci s'emporte : « Liberté des banques ! Liberté du crédit ! Oh ! Pourquoi, monsieur Proudhon, votre brûlante propagande n'a-t-elle pas pris cette direction ? Est-ce qu'à tous autres égards, vous ne réclamez pas ce qui est pour tous les hommes un droit, un attribut, un enseignement : la liberté ? Est-ce que vous ne demandez pas la liberté des achats et des ventes ? Et qu'est-ce, après tout, que le prêt, si ce n'est la vente d'un usage; *la vente du temps?* » (Frédéric Bastiat, *œuvres complètes*, tome V, « Gratuité du crédit », 14^e lettre, 1863, p. 312-335. Je souligne).

5. Voir les données de Jay R. Ritter, professeur à l'University of Florida sur <https://site.warrington.ufl.edu/ritter/ipo-data>.

6. C'est pourquoi l'accélération de la société qu'a si bien décrite Hartmut Rosa n'est pas, à mon avis, la cause, mais la conséquence de ce renversement. Rosa met le doigt sur un phénomène que chacun de nous constate, la compression du temps dans la vie quotidienne et le sentiment d'accélération généralisée. Mais il se trompe en faisant de l'accélération une conséquence « naturelle » de la compétition capitaliste accumulative quand il écrit par exemple : « Pour produire plus dans une unité de temps, il n'y a qu'une solution, aller plus vite » (*Remède à l'accélération*, Philosophie Magazine éditeur, p. 75). Non, car les machines permettent de produire plus sans que le travailleur doive nécessairement « aller plus vite ». Si son travail s'intensifie, effectivement, ce n'est pas dû à la compétition nécessitant de produire plus. Selon moi, la spéculation est la cause véritable. Il s'agit non de produire plus mais de *détruire* plus, c'est-à-dire de changer sans cesse sa manière de produire pour inventer un avenir nouveau. La compétition capitaliste ne se fait plus seulement sur les produits, mais sur les promesses de transformer l'avenir (et donc ses produits) avant ses concurrents. L'accélération apparente est la conséquence de la destruction continue de richesses présentes qu'il faut consentir pour inventer un Avenir supérieur, inouï et indispensable pour éteindre nos dettes. Voir Hartmut Rosa, *Accélération, une critique sociale du temps*, La Découverte, 2010 et *Aliénation et accélération*, La Découverte, 2012.

7. En anglais, on parle de *sunk costs*, autrement dit de coûts irrécupérables. Voir l'article fondateur de Hal Arkes et Catherine Blumer, « The Psychology of Sunk Costs », *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, 35 (1), 124-140, 1985.

8. Voir les travaux des prix Nobel Kahneman et Tversky. Par exemple, Daniel Kahneman et Amos Tversky, « Prospect Theory : An Analysis of Decision under Risk », *Econometrica*, vol. 47, no 2 (mars 1979), p. 263-291.

À quoi sert le néolibéralisme ?

Voici donc un demi-siècle que le capitalisme spéculatif s'est déployé, par étapes, jusqu'à triompher avec les années 1990 et pénétrer pratiquement tous les espaces géographiques¹. Je n'ai pas encore parlé du néolibéralisme. Je n'ai pas décrit le cadre idéologique qui alimente l'extension de la technocratie spéculative. J'essaie en effet de faire percevoir la matérialité économique et sociale qui a produit notre société plutôt qu'une autre, en mettant en relation les événements, les situations concrètes, les outils et les positions des acteurs. Certes, le capitalisme spéculatif a été aussi servi par une idéologie d'ordre économique, politique et implicitement philosophique qualifiée de *néolibérale*. Je ne néglige pas ce fait, mais je ne lui donne pas, comme d'autres, une importance déterminante. Ce ne sont pas les idées qui, à elles seules, modifient le cours de l'Histoire. C'est l'usage qu'en font ceux qui les emploient pour légitimer leurs actions dans le monde. Tel fut le rôle de l'idéologie néolibérale, rôle non déterminant mais facilitant.

Cadrage idéologique

Dans les années 1970, les théoriciens de l'École de Chicago étaient marginaux et assez largement méprisés du fait de l'indigence de leur conception de la vie en société. Ils prônaient un retour à une anthropologie élémentaire : l'être humain considéré comme un individu rationnel et maximisateur; prémisses débouchant sur une science politique basique : la société peut se lire comme le produit des comportements et des ajustements individuels. Les efforts intellectuels des sciences humaines et sociales pour comprendre les institutions et leurs rôles, les mouvements sociaux ou les phénomènes communautaires étaient écartés au profit d'un retour critique à un libéralisme individualiste idéal de stricte obédience : d'où le terme néolibéralisme².

L'accent mis sur la liberté absolue de l'individu a d'abord trouvé une oreille attentive chez les intellectuels critiques des années post-68, en rupture avec les grandes technocraties du Plan et les idéologies de masse. Le néolibéralisme, dans sa radicalité même, proposait un discours alternatif, corrosif et stimulant. Michel Foucault n'y fut pas insensible³ et ses épigones influents dans les années 1980-1990 ont été ambigus sur le sujet. Une large part de la postmodernité est une reformulation enrichie des hypothèses néolibérales individualistes les plus basiques. De ce côté, la résistance intellectuelle a donc été plutôt molle.

Néanmoins, la posture intellectuelle assez faible du néolibéralisme n'aurait pas trouvé un énorme écho si elle n'était entrée en résonance avec les transformations

économiques, politiques et sociales que j'ai déjà décrites. J'en reste aux travaux des économistes de ce courant, car ce sont eux qui ont le mieux systématisé le néolibéralisme pour le rendre pratique, c'est-à-dire influent. Ils ont forgé les outils conceptuels grâce auxquels la nouvelle technocratie a assis son pouvoir sur un substrat rationnel. Ils ont accrédité intellectuellement quatre principes décisifs pour le fonctionnement du capitalisme spéculatif et dont le public partage aujourd'hui bien souvent l'évidence, signe que cette idéologie a triomphé dans les esprits : 1) l'existence d'une « économie de marché »; 2) la vertu idéale de la « transparence » des informations; 3) le dogme de l'« efficacité » des marchés; 4) une théorie de la lutte pour le pouvoir qui se résout par l'« alignement des intérêts ».

Le grand retour de l'« économie de marché »

Les économistes de ce courant promeuvent l'existence d'une économie de marché alternative à l'économie de type planifié qui dominait, tant à l'Ouest qu'à l'Est, dans les années 1950-1970. J'ai déjà dit que l'économie de marché est un mythe politique. Il n'existe qu'une économie de marchands, régulée par une technocratie qui exerce le monopole de la rationalisation légitime de la valeur des choses. Or, le mythe a été réactivé dans les années 1980.

En fondant la liberté sur la libre accession individuelle au « marché », le néolibéralisme a voulu fonder une alternative révolutionnaire à la technocratie du Plan : marché contre bureaucratie. Au point d'assimiler cette dernière avec l'essence même de toute technocratie qui serait l'envers du « libre » marché (libre donc de toute technocratie). Non sans succès car l'opinion commune, depuis lors, semble trouver naturel que marché et technocratie *s'opposent*. De fait, l'usage vague du terme « marché » fait disparaître la technocratie qui est la réalité matérielle derrière les transactions économiques. Malgré la révolution néolibérale, c'est pourtant bien une nouvelle technocratie qui a remplacé l'ancienne technocratie du Plan – et, comme je l'ai montré, c'est elle qui s'est imposée dans les organisations avec ses pouvoirs, ses techniques et ses outils de contrôle. Supposée n'être que l'expression nécessaire et docile du « marché » dont la main est, comme on le sait, « invisible », la technocratie spéculative est devenue elle-même invisible, et ce fut la première contribution des économistes néolibéraux.

Le gouvernement par la transparence

L'escamotage de ce qui pourtant crève les yeux a été servi par une deuxième contribution majeure des économistes néolibéraux, bientôt relayée, par les politiques et, là encore, par le public : la vertu de la « transparence » de l'information. On a vu que l'extraction, l'affichage et la gestion des informations sont indispensables pour contrôler le travail et l'orienter vers la réalisation du résultat financier, lui-même au service des promesses spéculatives⁴.

Avec le néolibéralisme, la transparence a été promue comme une nécessité

d'abord économique, puis sociale, civique et finalement morale. Le bon fonctionnement des « marchés » exige de dévoiler toutes informations en sa possession qui pourraient intéresser le comportement des autres. Procurer de l'information est supposé établir des relations de qualité et une participation claire de chacun aux objectifs communs. Le partage de l'information produit une société « ouverte ». Comme les organisations, celle-ci se conçoit comme un panoptisme généralisé grâce auquel tout le monde est censé pouvoir savoir ce que les autres savent et, de cette manière, le monde se régule en s'entre-contrôlant.

En revanche, la rétention ou la dissimulation d'informations sont vues, au mieux comme une faute, au pire comme les prémices d'un mauvais coup, voire comme un délit. En effet, elle prive les autres de la possibilité d'anticiper le futur ou d'avoir confiance dans les anticipations que le « marché » fait de l'Avenir. Là encore, le principe est entré dans l'esprit du temps, au point qu'il nous est devenu difficile de ne pas assimiler l'économie, la vie sociale, mais aussi la démocratie contemporaine à l'exigence de transparence des informations. Il faut désormais, en toute chose, être « transparent ».

L'idéologie néolibérale fait l'hypothèse que l'information est une masse de données neutre, qu'elle existe en soi, indépendamment de ceux qui l'échangent, et qu'il faut donc la partager le plus possible afin que chacun en ait libre usage. Ainsi définie, la transparence d'une telle information paraît effectivement vertueuse. Cette approche ne considère pas l'hypothèse inverse : l'information est un construit social, élaboré en fonction des techniques d'extraction et de contrôle, mais aussi des choix visant à valoriser telle ou telle de ces données. Par exemple, telle information financière est regardée comme importante, telle donnée sociale l'est moins et telle donnée culturelle est considérée comme insignifiante. Or, une telle hiérarchisation des informations, qui est, en réalité, le travail de la technocratie spéculative, est opportunément obscurcie par l'exigence de transparence : plus on procure les informations valorisées, plus on ignore celles qui ne le sont pas, et donc plus on contribue à normaliser la hiérarchie de l'information importante ou négligeable établie par le capitalisme spéculatif.

Efficiences des marchés

Mais la puissance ordonnatrice du capitalisme spéculatif n'est crédible que si on suppose que les spéculateurs ne se trompent pas systématiquement. Sans cela, le doute serait inhibant. Aussi, le cœur de l'idéologie néolibérale consiste à affirmer l'omniscience des « marchés » (quoi qu'on mette derrière ce terme). En langage économique, on parle de leur *efficience*. Dire que les marchés sont efficaces, c'est considérer que tout se passe comme si les acteurs qui échangent sont aptes à intégrer, dans leurs calculs, toutes les informations disponibles sur le passé, le présent et surtout l'avenir. En fonction de leurs anticipations, la valeur présente de ce qu'ils échangent tient compte des profits futurs qu'ils pourraient en tirer. Les promesses de l'avenir sont *déjà incluses* dans leur choix.

Or, plus l'information est partagée, plus les spéculateurs sont en possession de toutes les données disponibles pour faire les choix exacts. D'où l'importance de la transparence : tout se tient. En termes plus empiriques, on dira que l'élite spéculative, celle qui fait les choix décisifs d'allocation des ressources financières au nom de la collectivité, ne peut pas se tromper durablement parce qu'elle sait utiliser les informations qui intègrent tout ce que l'on peut raisonnablement savoir sur le futur, et notamment sur les potentiels profits des entreprises.

Affirmer l'efficacité des marchés est, certes, ni prouvable ni réfutable. C'est un dogme auquel il faut croire, et si l'on y croit, l'efficacité s'autoréalise car : 1) soit les décisions d'investissement prises par l'élite produisent des résultats positifs et du profit; 2) soit ce n'est pas le cas, et il faut incriminer un défaut d'information (un manque de transparence) ou un égarement irrationnel provisoire (une mauvaise analyse). Mais les erreurs d'appréciation constituent une nouvelle information qui est intégrée par les spéculateurs et qui permet de relancer les calculs de manière plus précise. À terme, tout revient donc dans l'ordre de l'efficacité.

Le dogme de l'efficacité des marchés est essentiel pour rassurer le capitalisme spéculatif sur sa pérennité : il n'est pas soumis aux comportements chaotiques et aux calculs douteux de spéculateurs inconscients puisque quoi qu'il arrive, tôt ou tard, les « marchés » assimilent leurs erreurs : ils auront donc toujours raison.

Conflits des intérêts au sommet

Enfin, les économistes néolibéraux ont proposé une habile théorie du pouvoir dans le but d'autoréguler l'élite technocratique sans faire appel à des normes politiques ou morales. Elle se fonde sur l'hypothèse que les conflits d'intérêts entre ceux qui sont chargés d'orienter les grandes décisions économiques, sont inévitables; selon l'hypothèse néolibérale, du fait de la nature individualiste de l'être humain, chacun pri-vilégie, en effet, son espérance de profit, y compris au détriment des autres. Par exemple, un dirigeant qui veut maximiser sa rémunération prend les décisions économiques en ce sens et elles peuvent aller à l'encontre des intérêts des investisseurs (obtenir les dividendes les plus élevés possibles).

Pour dépasser de tels conflits d'intérêts, la solution tient dans l'*alignement* des intérêts : il faut faire en sorte que la maximisation des gains des décideurs maximise aussi les gains de ceux qui leur ont confié le pouvoir de décider. Dès lors, si la rémunération du dirigeant est indexée sur les résultats et les profits de l'entreprise, il aura *intérêt* à gérer l'organisation de manière à maximiser le profit pour l'investisseur puisqu'il maximise en même temps son propre gain : d'où l'explosion des primes, des bonus et des stock-options liés aux résultats et justifiées, dans l'esprit néolibéral, par le fait que les dirigeants font gagner de l'argent aux investisseurs. L'alignement des intérêts exprime finalement la solidarité dans l'obtention des profits qui anime l'élite spéculative et, par effet de ruissellement, l'ensemble des travailleurs qui obtiennent des primes de résultats.

Idéologie et société matérielle

Il n'est pas dans le propos de cette enquête de détailler davantage les principes fondateurs de la conception néolibérale de l'économie⁵. Il m'importe seulement de montrer que les grands débats philosophiques autour du néolibéralisme, aussi intéressants qu'ils puissent être, ne doivent pas masquer l'essentiel : ce corpus théorique n'a pris de l'importance que dans la mesure où il a légitimé le gouvernement par la technocratie spéculative. Il permet en effet : 1) d'établir que sa raison d'être est de servir le « Marché » à la fois insaisissable et omnipotent; 2) de justifier le gouvernement des individus par le contrôle chiffré au nom de la « transparence » de l'information; 3) d'alléguer que le « Marché » est efficient, et que donc l'élite qui l'anime ne peut pas se tromper durablement; 4) d'encourager la synchronisation des intérêts entre les grands dirigeants d'entreprises et les gestionnaires de flux de capitaux formant l'élite spéculative.

Les travaux issus du néolibéralisme, même s'ils furent marginaux à leur début, se sont synchronisés avec l'économie de la rente financière, avec le rôle nouveau que prenaient les échanges de titres sur les marchés financiers, mais aussi avec les idéaux et les intérêts des dirigeants et des gestionnaires spéculatifs. Ils ont permis de limiter les doutes sur l'économie spéculative en lui procurant un cadrage rationnel, apportant ce que Marcuse appelait la « contrepartie académique du comportement socialement requis⁶ ».

Le cœur anthropologique de ce cadrage rationnel, c'est la dissolution du sujet concret. Elle s'opère de deux manières : d'une part les êtres humains sont réduits à leurs calculs; peu importe, pour les théoriciens néolibéraux leur réalité singulière; il suffit de les considérer comme des individus *calculateurs* (des ordinateurs vivants, en quelque sorte) et de les repérer uniquement par les traces que leurs intérêts laissent dans la société : achats et ventes; spéculations, anticipations, etc. D'autre part, les êtres humains n'appartiennent pas à des communautés dans lesquelles ils pourraient valoriser de manières différentes le prix des choses et leur donner une « juste valeur » particulière. Ils sont inclus dans « le Marché », c'est-à-dire dans un système d'évaluation globale supposé s'imposer de la même façon partout et à tous, et à partir duquel ils sont supposés calculer leurs situations et leurs intérêts propres.

En conséquence, l'individu est appréhendé comme un paramètre quelconque dans des équations qui l'enferment avec les autres individus identiques à lui. On observe comment les comportements s'imitent et spéculent pour s'ajuster les uns sur les autres. La singularité de chacun d'eux (et donc les raisons de leurs préférences et de leurs choix) relève de la sphère privée. Dans la sphère publique et donc économique, elle est effacée car les individus sont réduits à leurs décisions anonymes et interchangeables.

Les critiques de cette manière de comprendre non seulement l'économie, mais, au-delà, la société, voire l'humanité, ont été nombreuses. Elles furent néanmoins sans grands effets. Au contraire : le mode de pensée néolibéral s'est installé, dans la plupart des domaines, comme le support non seulement des affaires mais, plus

largement, comme celui du politiquement correct : marché, transparence, interchangeabilité des positions, rapports de force fondés sur l'intérêt individuel, alignements de ces intérêts par la réalisation du profit, etc. Seuls les idéalistes s'en émeuvent car ils croient que les idées existent en dehors de tout contexte social. Les autres savent qu'elles ne sont rien sans leur inscription matérielle dans une réalité économique et sociale qui les rend *crédibles* donc efficaces; mieux (et c'est alors qu'elles triomphent), elles deviennent utiles à la poursuite des affaires dans lesquelles sont impliqués les acteurs, même les plus ignorants de leur existence. Les transformations des sociétés ont des causes matérielles auxquelles on donne du sens après coup en puisant dans les ressources intellectuelles qui se présentent opportunément.

Les penseurs néolibéraux (et avec eux la grande majorité des « économistes ») se sont mis au service du système politique, économique, social nouveau avec l'enthousiasme qu'avaient déployé, un demi-siècle plus tôt, les penseurs marxistes au service de la technocratie du Plan. Les uns et les autres ont eu le sentiment de révolutionner la société non pas au nom d'une utopie, mais pour permettre une transformation réelle et efficace. Les penseurs néolibéraux et leurs épigones ont donné aux fonctions et aux pouvoirs du capitalisme spéculatif le prestige d'une rationalité « scientifique » qui les rend incontestables. Ils ont atténué de cette manière les doutes et les critiques.

Rien d'étonnant que leur « science » économique domine dans les écoles de management et les universités, et que les pays en développement s'y convertissent. Elle est le cadre de référence aussi bien des futures élites que des humbles bureaucrates du chiffre. L'idée que l'économie de marchés efficaces, fondée sur la transparence des informations et l'alignement des intérêts individuels, soit la meilleure façon de gouverner le monde est devenue une *doxa* quasi universelle. Comme une fidèle servante, elle a accompagné l'expansion du capitalisme spéculatif. Bien entendu, cela n'aurait pas pu se faire si la technocratie spéculative s'était heurtée à la résistance massive de communautés ou des individus organisés. Or il n'en a pas été ainsi. Au contraire, la société entière s'est transformée en un humus favorable au capitalisme spéculatif. Il nous faut examiner pourquoi.

1. Dont la Chine. C'est un constat que l'on ne relève pas assez me semble-t-il : avec son 1,3 milliard d'habitants, ce pays est entré directement dans le capitalisme spéculatif, sans passer, comme l'Occident, par le capitalisme accumulatif ou linéaire.

2. L'article à prétention philosophique sur la « nature de l'homme » de deux économistes majeurs de ce courant, Jensen et Meckling, est l'archétype du réductionnisme intellectuel qu'opère le néolibéralisme. Voir Michael Jensen et William meckKling, « The Nature of Man », *The Journal of Applied Corporate Finance*, summer 1994, p. 4-19. En vingt pages, on découvre que l'être humain est doté de ressources (*Resourceful*), capable de choisir (*Evaluative*) et maximisateur

(*Maximizing*), ce qui permet d'expliquer tous ses comportements, bien mieux que ne le font, selon les auteurs, les modèles économiques, psychologiques, sociologiques et politiques.

3. Voir ses cours au collège de France de 1978-1979, notamment les quatre leçons de mars et avril 1979 où il dissèque la nouvelle pensée libérale avec finesse et une espèce de fascination pour les promesses d'émancipation individuelle qu'elle recèle.

4. Cf. chapitre 2.

5. Cf. mon ouvrage *Le Gouvernement de l'entreprise*, InterÉditions, 1996.

6. Herbert MARCUSE, *L'Homme unidimensionnel*, Éditions de Minuit, 1968 [édition originale, 1964], p. 38. L'économie théorique n'échappe pas à ce constat. Comme le notent Mackenzie et Millo : « La théorie de l'évaluation des options – un monument de l'économie [néolibérale] – a connu un succès empirique, non pas parce qu'elle a découvert des modèles de détermination des prix préexistants, mais parce que les places marchandes ont évolué dans un sens rendant ses hypothèses plus pertinentes et parce que la théorie a été utilisée dans l'activité d'arbitrage » (DONALD macKenzie et Yuval millo, « Construction d'un marché et performance théorique. Sociologie historique d'une bourse de produits dérivés financiers », *Réseaux*, 2003/6 (no 122), pages 15-61. Sur la performativité de la « science économique » : Michel CALLON, « What Does it Mean to Say that Economics is Performative ? », in D. MACKENZIE, F. MUNIESA et L. siu (coord.), *Do Economists Make Markets ? On the Performativity of Economics*, Princeton University Press, 2007, p. 311-357.

Narcisse en son miroir

Nous avons vu que la première promesse de profits, la promesse-mère, a été faite à une large population de ménages, retraités ou futurs retraités appartenant notamment à la classe moyenne; pour la tenir, les entreprises et les administrations, ont déployé une technocratie du chiffre, du contrôle des résultats, des *reportings*, des ratios et des évaluations. Il serait naïf d'imaginer que des transformations aussi profondes de la manière d'apprécier le travail puissent se confiner aux organisations, à la sphère économique et au monde des affaires.

Partons d'un symptôme : la diffusion de la notion de « capital », à partir des années 1980, dans la culture quotidienne occidentale. On s'est mis à parler de capital financier, certes, mais aussi de capital technique, de capital humain, puis de capital santé, de capital génétique, de capital relationnel, social, culturel, symbolique et même de capital transformationnel, ou de capital innovation; depuis lors, on invente chaque jour de nouvelles traductions en « capital », et la notion s'est étendue à toutes sortes de propriétés ou de pratiques que les revues populaires et scientifiques diffusent à leur manière : capital émotionnel, capital sommeil, capital bronzage...

Le capital en miettes

Je vois la prolifération du terme « capital » comme la manifestation de l'esprit du capitalisme spéculatif envahissant la société tout entière. Ce que nous possédons ou que nous échangeons nous apparaît comme un patrimoine qui a de la valeur et qu'il faut gérer en conséquence. Que se passe-t-il au tournant des années 1980, pour que s'impose une telle représentation de la manière de valoriser les choses, même les plus courantes de notre vie ?

Nous avons vu qu'avec le déploiement du capitalisme spéculatif, les indicateurs se sont multipliés dans les organisations, tant pour repérer les activités et leurs performances, que pour évaluer les produits ou la qualité des relations. Or le chiffrage normatif ne pouvait que déborder des entreprises pour s'étendre tout naturellement à leurs marchés; c'est, en effet, là aussi que la formation des profits doit être repérée et que les promesses de gain peuvent être entretenues. C'est pourquoi, dans tous les domaines de la vie sociale, les ratios, les notations et les classements se sont mis à proliférer à leur tour : sont désormais notés et classés, les hôpitaux et les écoles, les performances amoureuses et les restaurants, les émissions de divertissement et le personnel politique, etc. La fièvre du chiffre qui a transformé l'entreprise en tableur a gagné la société.

De fait, les *indicateurs* de performance sont devenus indispensables pour se

situer dans une telle société. Ils ont transformé nos représentations en procurant, consciemment ou non, des *normes communes* pour exprimer la valeur des choses : l'immobilier, les actions, les compétences mais aussi, on l'a dit, le corps, la santé, le bronzage ou le sommeil. En usant d'indicateurs, chaque individu a le moyen de définir une sorte de « prix » des choses (l'immobilier comme le bronzage) et, en conséquence, il peut choisir les meilleures *valorisations* : ainsi peut-il en être d'un appartement (par sa situation), d'un capital santé (par un régime approprié) ou d'un capital émotionnel (par des techniques de méditation)...

Comme Georges Friedmann parla jadis du travail en miettes, on peut dire que l'explosion des notations, des classements et des indicateurs a produit, finalement, un capitalisme en miettes ¹.

Notre société se voit comme la composition d'une multiplicité de microcapitalistes (idéalement, tous les individus le sont) censés valoriser leurs patrimoines, même quand il se réduit à leur santé, à leur corps ou à leurs relations. D'où la culture de l'autoévaluation permanente que proposent, dans les médias, les innombrables tests, quiz et autres comparatifs; d'où aussi l'éloge du souci de soi et l'obsession contemporaine d'être toujours « *valorisé* ».

Valorisation capitaliste de soi-même

L'individu microcapitaliste qui émerge dans les années 1980 est un enfant du capitalisme spéculatif. Il en reproduit inévitablement les traits. Comme lui, il se prêle au mieux-promettant, il mise sur une augmentation de son « employabilité », il est menacé d'obsolescence rapide et il parie sur l'innovation, il préserve son capital santé en fuyant les espaces toxiques et il investit dans des pratiques régénérantes, il gère son capital relationnel et ses réseaux pour créer des opportunités de rencontres, etc. De la même manière que l'entreprise doit changer et innover pour survivre et faire des paris sur le futur, de même l'individu microcapitaliste doit se tenir prêt au changement permanent, aux ruptures de vie et aux espérances de l'Avenir. Il calcule pour bouger, spéculer et se valoriser au mieux. Il est lui-même le produit des anticipations sur les multiples microcapitaux qu'il détient. Mais il est lucide et il se sait confronté à ses limites et à la médiocrité de ses avoirs; c'est pourquoi tout le pousse à espérer dans l'Avenir. Quel que soit son « patrimoine » actuel, il ne s'agit pas d'accumuler mais de se préparer au coup de chance, c'est-à-dire à la survenue de quelque chose de nouveau qui donnera à son « patrimoine » une valeur décuplée. Ainsi les microcapitalistes ne désespèrent pas et l'ordre social spéculatif se maintient.

Car ici encore, la flèche du temps est inversée au point de modifier les hiérarchies traditionnelles : les jeunes en savent davantage que les anciens, parce que dans l'imaginaire commun, leur capital a une valeur *dans le futur* tandis que les aînés traînent le leur comme un boulet; l'expérience acquise est dévalorisée au profit de la souplesse d'adaptation aux circonstances; épargner traduit une aversion au risque, tandis que s'endetter c'est être confiant dans le futur; la fidélité rigide

empêche l'opportunisme habile; le genre n'est pas une dette envers la nature et peut être modifié; en 1994, on prend acte qu'une sexagénaire donne naissance à un enfant, premier exploit inaugurant les nouvelles frontières de la bioéthique², etc.

Ne pas changer d'opinion, d'entreprise, de sexualité ou de smartphone fait courir le risque de déprécier son capital individuel en limitant ses possibles et les chances que l'Avenir promet. Slogans : il faut bouger; il faut changer; être flexible; oser; rompre avec le passé... Le bouleversement revendiqué des valeurs et des représentations, la mise en scène de la transgression des codes et des normes établies qui est devenu une nouvelle norme établie de la culture contemporaine. Cette transformation des valeurs et des mœurs me semble incompréhensible si on ne voit pas qu'elle s'inscrit, depuis quatre décennies, dans le déploiement du capitalisme spéculatif. L'Avenir promet une valorisation inattendue, une liquidation des dettes par une augmentation inouïe, même du microcapital que l'on détient. Est donc accueilli avec bienveillance ce qui laisse croire qu'un tel Avenir est possible, ce qui manifeste une libération des limites du présent et du passé. D'où une culture de la provocation et du dérèglement comme signes du changement qui vient.

Dans cette société aimantée par l'Avenir, la détention d'un capital individuel est, plus que jamais, la clé de l'autonomie et du pouvoir d'agir. Celui qui n'en détient aucun, ni financier, ni social, ni culturel ne peut pas *évoluer*, c'est-à-dire être saisi par l'Avenir et ses promesses de gains. Il est condamné à rester sur place, à être englouti par le monde qui avance. Il n'est pas vraiment un prolétaire, car dans le capitalisme en miettes, il ne semble plus y avoir *que des capitalistes*, fussent-ils microscopiques³. Ceux qui ne possèdent rien sur quoi spéculer ne sont donc plus rien eux-mêmes, sinon des déchets potentiels. On ne peut que leur conseiller : 1) de se « recycler » en se formant; la formation est devenue, depuis quatre décennies, la solution providentielle à tous les problèmes sociaux; elle offre la possibilité de devenir entrepreneurs de soi-même, et de se (re)valoriser. 2) À ceux qui n'y arrivent pas, il ne reste plus qu'à se soigner : l'explosion des troubles psychiques est à la fois un symptôme et une conséquence de la course à la valorisation des microcapitalistes, et de l'incapacité pour certains, de plus en plus nombreux, à croire en leur valeur spéculative⁴.

Vers la violence généralisée ?

L'individualisme radical est donc le corollaire du capitalisme spéculatif, lui-même fondé sur la multiplication des indicateurs de performance : telle est la logique que je vois à l'œuvre dans les transformations sociétales des dernières décennies. L'évolution des mentalités n'est pas due à l'émergence soudaine et, d'ailleurs, jamais bien expliquée, d'une supposée « postmodernité » qui aurait modifié les esprits par on ne sait quelle puissance de conviction. Ce sont là des illusions d'intellectuels. Dans les faits, les conditions matérielles de la vie en société me paraissent avoir été davantage déterminantes : quand tout se chiffre autour de soi, on finit par se valoriser selon ces mêmes chiffres. On devient du capital.

Mais si le capitalisme en miettes invite chacun à espérer la valeur la plus élevée possible de son capital, comment sait-on qu'on se valorise *assez* ? En toute cohérence, la réponse est la même que celle que l'on donne sur les marchés spéculatifs : en comparant les promesses et en choisissant les plus élevées parmi celles qui sont crédibles. C'est ainsi qu'à son modeste niveau, le microcapitaliste imite et reproduit, dans sa vie quotidienne, la dynamique de la spéculation que j'ai décrite précédemment. Il lui faut la plus forte prime, mais aussi la meilleure place; le service le plus rapide, acheté au prix le plus bas; la reconnaissance la plus grande. S'il ne veut pas être dépassé, il lui est interdit de se contenter de ce qu'il obtient par une médiocre accumulation. Il se repère sur ce qu'attendent *les autres*. La surenchère semble infinie, car le désir peut être indéfiniment excité par de nouvelles envies qui s'excitent autour de soi.

René Girard a commenté le dixième commandement biblique dont la précision fait sourire ⁵ : « Tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain, tu ne désireras ni sa maison, ni son champ, ni son serviteur ou sa servante, ni son bœuf ou son âne : rien de ce qui est à ton prochain. » Selon Girard, cette minutie dans le détail est précieuse pour la vie sociale; car sitôt que nous entrons dans la logique de l'envie, fût-ce de manière infime, le désir mimétique menace de s'installer entre les membres de la société : la mesure du désir n'est plus l'objet lui-même, mais le désir que l'autre a du même objet. Au terme du processus, ce n'est pas l'objet que l'on désire, mais d'être à la place de l'autre qui le désire et qui semble nous interdire l'assouvissement de notre désir. L'envie produit ainsi des surenchères, des emballements et finalement la violence sociale. C'est pourquoi, selon Girard, il faut être prudent à l'égard de l'envie, même quand elle se porte sur le bœuf ou l'âne du voisin – car elle débouche toujours, à un moment donné, sur le désir meurtrier d'*être le voisin*.

La spéculation généralisée non seulement viole le dixième commandement, mais elle fait de ce viol assumé l'art de vivre au temps de la spéculation : tu convoiteras le profit de ton prochain, tu désireras ses investissements, ses innovations, ses performances, ses réussites, ses jouissances, ses talents, tu voudras être à sa place, *dans le futur*, tu saisisiras plus vite que lui les opportunités qui t'attendent. Tu tâcheras de faire mieux que lui, qui tâchera de faire mieux que toi, et que tous les autres. Tu consommeras davantage que lui, qui consommera davantage que toi. Une telle société peut-elle durer ? L'emballement spéculatif a toute chance de déboucher sur la violence sociale, sur « la guerre de tous contre tous », sur l'étripement généralisé des microcapitalistes en quête de valorisation. Or, il n'en est rien (ou pas encore). Pourquoi ? Je vois à cela deux raisons.

La violence confinée

Première raison : la violence potentielle est canalisée par la technocratie spéculative, ses promesses, ses contrôles et ses ratios, à laquelle chacun participe *en se valorisant soi-même*. Elle encourage l'individu microcapitaliste en le

récompensant comme tel. Il obtient des primes, des bonus, des avantages de toutes sortes et il est invité à s'enrichir de cette manière. La poursuite de ces rétributions individuelles produit une énergie sociale inouïe, qui intensifie les efforts et accélèrent les innovations. Je ne reviens pas sur ce que j'ai décrit précédemment.

Je note simplement là que, en conformité avec la logique repérée par René Girard, le sacrifice joue un rôle important dans le contrôle de la violence par la technocratie spéculative. Régulièrement sont mis en scène des scandales et, parfois, le sacrifice de leurs auteurs : un des plus récurrents concerne la dénonciation des rémunérations élevées des dirigeants; parfois l'un d'eux est désigné à la vindicte publique, il est chassé de son poste, souvent de manière symbolique – ce qui permet que se perpétue par ailleurs l'accroissement des rémunérations des autres dirigeants⁶. Selon le même processus sacrificiel, dans les médias, les polémiques et les indignations se polarisent régulièrement sur un personnage mis au ban parce qu'il a mal parlé ou mal agi. Il cristallise subitement le ressentiment de tous; il est exclu de l'espace public, ce qui éteint, momentanément, la violence sociale latente; jusqu'au prochain sacrifice.

Une deuxième raison me paraît plus décisive encore pour expliquer pourquoi la violence sociale est contenue en régime spéculatif. Je constate que l'objet de l'envie c'est d'abord *soi-même*. Pourquoi ? L'individu est, certes, devenu un microcapitaliste spéculateur, mais il n'a pas besoin d'être en concurrence avec d'autres pour se savoir envieux. Les promesses de l'Avenir lui suffisent pour attendre, *pour lui seul*, l'incroyable : un coup de chance, une rencontre extraordinaire, une transformation inouïe de son environnement. Christopher Lasch a publié dès 1979 une des thèses les plus éclairantes pour comprendre l'individu au temps de la spéculation généralisée⁷. Comme une métaphore de la condition de l'homme contemporain, il montre que le culte de l'individu relève du narcissisme. Narcisse est celui qui ne regarde que lui, même dans le regard des autres, « qui voit l'univers comme un miroir de lui-même et ne s'intéresse aux événements extérieurs que dans la mesure où il reflète sa propre image⁸ ». Le narcissisme n'exclut pas la générosité ou l'engagement bien compris; ce n'est pas une déviance psychiatrique; c'est la forme radicale qu'a prise l'individualisme à partir des années 1980 : la valorisation de soi-même comme projet de vie. Nous y sommes désormais pleinement.

Selon le mythe antique, Narcisse se regarde *dans le miroir* d'un cours d'eau, pour s'y trouver beau. Aujourd'hui ce miroir, ce *speculum*, c'est celui que lui tend l'Avenir; Narcisse spéculé donc sur son capital destin; c'est lui-même *au futur* qu'il admire, non pas pour se voir beau mais *différent*, amélioré, augmenté, tiré, en tout cas, de ce présent fait de contraintes et de dettes. D'où l'importance symbolique que prend, durant ces années, la possibilité de « changer de vie », de métier ou de sexe. Tel est l'espoir entretenu d'échapper aux dettes. Bien sûr, il peut paraître absurde, mais ni plus ni moins que, dans les étapes précédentes de notre enquête, ne pouvaient sembler absurdes le prix des « licornes » ou les capitalisations extravagantes ou d'autres spéculations étonnantes. C'est l'ensemble du système spéculatif qui est

absurde dès lors qu'on ne croit pas que les promesses de l'Avenir viendront absorber les dettes du présent. On ne peut reprocher au modeste microcapitaliste ce qu'on encourage chez le fringant trader.

Tel est l'individu au temps de la spéculation généralisée. Il semble immature parce que, telle une start-up, il se sent encore *en devenir*. Tant qu'il espère en l'Avenir, la violence collective que le désir mimétique pourrait engendrer est bloquée : le narcissisme généralisé entretient chacun dans une excitante escalade individuelle. On n'a pas envie d'être *le voisin*, quand on est trop occupé à tenter *de devenir soi-même*. Ambition qui assure, tant qu'elle sera alimentée, une certaine paix sociale. L'individualisme narcissique n'est donc pas une pathologie, c'est un art de vivre ensemble, pour éviter l'explosion des envies réciproques.

Ultime synchronisation

Les rapides réflexions qui précèdent ne dressent pas un réquisitoire, et elles ne témoignent pas d'un assentiment. Elles se contentent de relever que ce qu'on appelle, un peu pompeusement, les « évolutions sociétales » font écho à la logique du capitalisme spéculatif. C'est pourquoi il me semble vain de les évaluer et de les discuter d'un strict point de vue éthique ou moral, que ce soit pour s'en féliciter ou s'en désoler. Tout se tient et se synchronise encore. Pour que l'économie productive du capitalisme spéculatif puisse prospérer durablement, pour que les innovations perpétuelles des entreprises débouchent sur des promesses crédibles, pour que les profits soient au rendez-vous des « marchés », encore faut-il qu'à l'autre bout de la chaîne, les microcapitalistes soient agités du même mouvement spéculatif. Il est nécessaire qu'ils désirent l'Avenir selon le même processus qui inspire la production et, au-delà, l'orientation du financement; que, minuscules Narcisses, la valorisation de leur capital social, culturel, de compétence ou de jouissance échappe à la dette et attende, elle aussi, les promesses du futur.

On se trompe donc quand on oppose, de manière manichéenne, la classe des technocrates et, à sa tête, l'élite, au reste de la société qui lui serait soumise. On sous-estime une mécanique bien plus subtile : l'inversion de la flèche du temps s'est étendue à *tous* les membres de la société qui, conscients ou non, se sont ajustés dans le capitalisme spéculatif. D'où son déploiement sans heurts sérieux depuis un demi-siècle.

Bien sûr, l'esprit spéculatif partagé n'efface pas l'inégalité des situations : le petit spéculateur qui mise quelques dizaines d'euros sur des *bitcoins* n'est qu'une parodie du trader qui parie des millions sur des actions. Les tensions sociales viendront sans doute de cette incommensurable disproportion dans l'appropriation de l'Avenir (si l'Avenir il y a).

Reste que tout se relie, l'accélération des cycles de consommation répond à la transformation continue de la production. Les engrenages s'accouplent. L'obsolescence programmée est dénoncée, mais elle est aussi secrètement attendue par le consommateur avide de promesses pour renouveler son désir; le

néolibéralisme sert opportunément de référence aux émancipations individuelles les plus radicales comme aux spéculations économiques les plus inventives; les entreprises se mettent en concurrence avec elles-mêmes pour innover sans cesse – comme le font les particuliers dans leurs modestes expériences. Le même individualisme narcissique anime le trader et le contrôleur de gestion, la star mondiale et le client de supermarché. Dans ce milieu effervescent s’agitent des particules élémentaires qui en ignorent le plus souvent la physique et qui ne peuvent donc voir venir une possible catastrophe...

1. Georges Friedmann, *Le Travail en miettes*. Gallimard, 1964.

2. Le 18 juillet 1994, Rosanna della Corte, âgée de 62 ans, donne naissance à un petit garçon, grâce à des dons d’ovules fécondés et au suivi de Severino Antinori, le « gynécologue des records ». En novembre 2018, en utilisant la technique génétique du CRISPR (*Clustered Regularly Interspaced Short Palindromic Repeats*), le généticien chinois He Jiankui annonce la naissance de jumelles dont le génome a été modifié.

3. Voir l’ouvrage favorable à cette transformation : François-Xavier oliveau, *Microcapitalisme, vers un nouveau pacte social*. Presses universitaires de France, 2017. Voir aussi Denis pennel, *Travailler pour soi*. Seuil, 2013. Je discuterai sur ce point au chapitre 12.

4. Le Rapport annuel des statistiques sanitaires mondiales 2017 de l’Organisation mondiale de la Santé estime à 25 % la population mondiale concernée à un moment ou un autre de sa vie par un trouble mental. Quelle que soit la validité de tels chiffres, ils montrent que la maladie mentale est socialement exclusive, d’autant que l’OMS définit la santé mentale comme « un état de bien-être qui permet à chacun de *réaliser son potentiel*, de faire face aux difficultés normales de la vie, de *travailler avec succès et de manière productive* et d’être en mesure d’apporter une contribution à la communauté » (je souligne). Selon l’étude de 2018 de la Fondation Pierre Deniker, *Santé mentale des actifs en France*, 22 % des Français souffrent de détresse orientant vers un trouble mental. Le déséquilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle, d’une part, et l’inquiétude pour l’avenir professionnel, d’autre part, sont les deux premiers facteurs déterminant les troubles.

5. René girard, *Je vois Satan tomber comme l’éclair*, Grasset, 1999.

6. Je renvoie ici à la thèse de doctorat de Benjamin chapas, *La Justification du « prix » des dirigeants dans l’idéologie libérale. Une interprétation girardienne de la controverse publique sur la rémunération des dirigeants (1989-2008)*, Université Lyon-II, 2010.

7. Christopher lasch, *La Culture du narcissisme*, Seuil, coll. « Champs essais », 2010 avec une Préface de Jean-Claude Michéa (édition originale : 1979; première édition française : 1981, sous le titre *Le Complexe de Narcisse*).

8.*Ibid.*, p. 79.

La spéculation tombe en panne

Un jour, les spéculateurs doutent. Les profits des entreprises ne viennent pas corroborer les prévisions. On prend conscience que les énormes dettes accumulées pourraient ne pas être absorbées... Chacun tente de se tirer du piège en vendant les titres qu'il possède. Les cours chutent. C'est la panique et le krach. De proche en proche l'activité manque de ressources financières et tout se bloque.

La crise comme correction

Les crises peuvent être *locales* : Japon 1989, Europe 1992-1993, Mexique 1994, Asie 1997, Brésil 1997-1998, Russie 1998, Argentine 2001, Brésil 2002, Grèce 2009, Turquie 2019, etc. L'espoir mis dans les « pays émergents » ne se réalise pas, ou se réalise trop rapidement et des ajustements sont nécessaires, des marchés locaux s'effondrent, des dettes doivent être partiellement effacées ou prorogées. Certains paris sur l'avenir paraissent soudain exagérés, et les produits financiers ne semblent plus garantis par des contreparties; on s'était laissé emporter par l'imprudence spéculative. On élimine quelques poches de dettes vraiment insolubles. On se promet de réformer la finance. On ajoute des normes pour contrôler les excès. La confiance revient. L'optimisme attracteur avec elle. Et le capitalisme spéculatif repart pour une nouvelle période d'euphorie.

La succession dépression-euphorie régule donc le capitalisme spéculatif; un des paris qu'elle autorise, et sans doute l'un des plus excitants pour les parieurs, est d'anticiper la fin d'un cycle pour vendre au plus haut avant qu'un effondrement n'intervienne. Une sorte de spéculation au carré qui entretient la culture des cycles dépression-euphorie comme étant « normale », car constitutive du capitalisme contemporain.

L'important néanmoins est que l'économie ne tombe pas en dessous d'un seuil tel que la dépression se transforme en une panique si grande qu'elle s'avère incapable de se relancer dans un nouveau cycle. Ce serait le cas si une large partie de la population prenait conscience de l'impossibilité qu'advienne le saut de prospérité futur promis et que l'intimité des dettes insolubles apparaissaient soudain. Le cas échéant, le rôle de l'élite est d'empêcher une telle panique en restaurant la confiance dans l'Avenir.

Or les crises peuvent aussi être *globales* comme en 1987 ou 2001. Dans ce cas, toutes les places entrent en résonance négative et le krach se propage partout. Tel fut le cas de la plus violente qui éclata en 2007.

Crise générale : faut-il accepter la fin du monde ?

Aux États-Unis, en septembre 2007, la crise dite des *subprimes* met le feu aux poudres. Elle entraîne la faillite de la banque Bear Stearns et, de proche en proche, elle s'étend au marché immobilier, menace de faire tomber Fannie Mae et Freddie Mac (qui refinançaient alors 40 % des prêts immobiliers américains); les banques Meryl Lynch puis Lehmann Brothers et Washington Mutual s'effondrent; en Allemagne, c'est la Deutsche Post Bank et Hypo Real Estate; en Grande-Bretagne Halifax-Bank of Scotland (HBOS) et Bradford & Bingley Royal Bank of Scotland; en France Lloyds TSB, Standard Chartered, Nationwide et Abbey; en Belgique Fortis; au Japon l'assureur Yamato Life, etc. Un château de cartes semble se défaire...

Il n'est pas dans le propos de raconter cette histoire, désormais bien documentée, mais de l'intégrer à sa place dans cette enquête sur le capitalisme spéculatif comme l'un de ses chapitres dramatiques. Car il est fascinant de constater combien l'emballement du désordre menace si facilement tout le système. Comme si ce qui était refoulé par l'enthousiasme d'hier émergeait soudainement et que l'on prenait conscience de la réalité crue : les dettes bancaires ne sont plus garanties par des actifs solides; dans leurs comptes, il y a trop de produits toxiques, c'est-à-dire sans valeur. L'Avenir semble être un gouffre.

Les marchés boursiers perdent 40 % de leurs valeurs sur l'ensemble des places boursières mondiales entre 2007 et 2008; les indices boursiers sont divisés par deux : de 1 400 à 700 à New York¹, de 6 000 à 2 700 à Paris². Dès lors, l'adossement des dettes des entreprises sur la valeur de leur capital n'est plus possible : General Motors, Chrysler, aux États-Unis, frôlent la faillite; en Grande-Bretagne, la chaîne de magasins Woolworths y passe. L'espérance du futur ne peut plus rien pour le présent.

Ce vacillement aurait pu précipiter le monde dans un chaos économique et, bon gré mal gré, nous sortir brutalement du capitalisme spéculatif. Il n'en fut rien.

L'élite technocratique était placée devant le dilemme suivant : soit laisser faire, quitte à assumer les conséquences sociales de l'effondrement, soit sauver le système malgré ses excès. Elle choisit la deuxième solution. Il ne pouvait pas en être autrement : rares sont les cas dans l'histoire où les élites acceptent héroïquement la destruction de ce qui fait d'eux des élites. Dans le privé ou dans le public, les mêmes technocrates sont formés dans les mêmes universités et défendent les mêmes modèles dont ils tirent le même pouvoir. Il est donc possible de relire l'intervention publique massive qui assura le salut du capitalisme spéculatif comme une « solidarité d'intérêt » entre les décideurs de tous bords.

Mais elle ne fut pas que cela. L'effondrement du système aurait entraîné des désordres considérables puisque des retraites n'auraient plus été versées et qu'une partie de la population (essentiellement moyenne et riche) se serait trouvée partiellement ou totalement ruinée. Au moment de la crise, on estime la disparition nette de leurs actifs entre 2 000 et 2 500 milliards d'euros en neuf mois. Les conséquences économiques et politiques étaient incalculables et, sans doute, insoutenables.

L'enfer est pavé de bonnes intentions. Il fallait coûte que coûte sauver l'économie spéculative quitte à la réformer dans un second temps. C'est pour éviter une panique sans retour que l'intervention publique fut décidée aux États-Unis, comme partout.

Les politiques utilisèrent l'impôt et la dette publique pour : 1) nationaliser, même pour un temps court, les banques ou établissements de crédit insolubles : ce fut le cas, d'une façon ou d'une autre, de AIG (premier assureur américain), Benelux Fortis, HBOS ou Royal Bank of Scotland; 2) recapitaliser les autres banques : 1 500 milliards d'euros furent dépensés en ce sens dans le monde; 3) faire racheter par les Banques centrales des actifs, même les plus toxiques, pour restaurer le bilan des banques privées; le plan Paulson de 2008 déversa 600 milliards d'euros de liquidités, puis, avec la mise en place des appels d'offres rapides auprès des banques, 330 milliards furent injectés aux États-Unis et 185 en Europe. Cette politique, baptisée *Quantitative easing*, s'est poursuivie durant toute la décennie 2010 pour maintenir un crédit bon marché et des taux d'intérêt quasi nuls.

Parallèlement, le système financier pratiqua l'autodéfense en rachetant ou en consolidant les établissements en difficultés. Mitsubishi entra au capital de Morgan Stanley, JPMorgan Chase racheta Washington Mutual, etc. Après avoir frôlé l'écroulement total, le château de cartes spéculatif se stabilisa à la fin de l'année 2009, moyennement plusieurs milliers de milliards volatilisés, un accroissement de la dette publique et une pression nouvelle auprès des entreprises pour revaloriser leur capital et donc faire du profit.

Redémarrage

Le capitalisme spéculatif put reprendre son cours. Le discours officiel proclama que le système en lui-même n'était pas coupable mais seuls l'étaient les excès de certains acteurs, particulièrement cupides ou inconscients. Bernard Madoff avec sa fameuse pyramide de Ponzi (il rémunérait fortement l'argent confié par des épargnants grâce à des apports de nouveaux épargnants, ce qui attirait de nouveaux épargnants) devint l'archétype de la folie. Mais on distingua son escroquerie vicieuse de la saine anticipation spéculative considérée comme un pari risqué mais honnête sur l'Avenir. On affirma donc que c'était contre les pratiques immorales et elles seules qu'il fallait réformer.

On s'employa, dans les discours, à dénoncer avec vigueur la toute-puissance financière (« Mon ennemi, c'est la finance ! » de François Hollande en 2012 reprenait le même motif que Barack Obama en 2009), mais dans les actes, les politiques devaient rétablir la confiance dans le capitalisme spéculatif, le seul qui existait. De nouvelles normes, très contraignantes, furent édictées pour contrôler l'industrie bancaire et notamment pour éviter que les crédits soient utilisés pour financer des placements trop incertains. La lutte pour la transparence et donc contre les paradis fiscaux fut engagée, non sans résultats.

Changements pour que rien ne change dans l'ensemble; et, de fait, la logique

spéculative de l'économie ne s'en trouva pas fondamentalement modifiée. Les retraites continuaient d'être financées par les placements en capital. Ce mécanisme fut même renforcé dans des pays comme la France, malgré leur système de retraite par répartition, pour offrir aux futurs retraités un capital-retraite complémentaire³. L'élite spéculative continuait d'orienter d'énormes quantités d'épargne et la même technocratie était en place pour le même objectif : garantir des rentes à des millions d'épargnants.

Mais la grande crise avait entamé le prestige de l'élite spéculative. Comment croire sérieusement à la puissance autoréalisatrice de l'Avenir-qui-nous-tire-en-avant, quand cette élite, ceux qui orientent en dernier lieu les flux de financement, était prise la main dans le pot de miel, avec leurs fonds toxiques, leurs *subprimes* et leurs produits dérivés si sophistiqués que personne ne comprenait plus rien, ni à leur contenu, ni à leur utilité sociale. Il fallait aussi que cette élite retrouve de quoi restaurer son autorité. Elle a donc dû poursuivre son travail et relancer les promesses de gains et d'enrichissement.

Retour des promesses

Deux espaces de spéculation permirent d'assurer le redémarrage : 1) la rentabilité des grandes entreprises; 2) l'Asie et, spécifiquement, la Chine.

D'abord la rentabilité des grandes entreprises. Après les vagues de concentrations, elles étaient au cœur du système; il fallait à toute force rétablir leurs profits pour que l'économie réelle donne des signes d'espoir quant à l'Avenir. Dès le début des années 2010, on renoue donc avec une logique de forte pression sur le travail et ses corollaires : intensification et procédurisation⁴. L'entreprise-tableur reprend sa mécanique d'extraction d'informations pour atteindre les résultats financiers promis.

Mais intensifier le travail n'est pas l'unique manière de rétablir les profits. On peut aussi les augmenter en se débarrassant des activités à faible création de valeur et en les externalisant vers des sous-traitants. D'abord, selon la logique de la délocalisation, on les déplace dans des filiales ou des sous-traitants situés dans des pays à faibles coûts salariaux et dont le droit du travail est moins regardant. Puis on externalise chez des sous-traitants nationaux, certaines activités nécessaires mais à faible création de « valeur pour l'actionnaire » : le nettoyage, la sécurité, la restauration, la gestion des espaces verts, de la flotte de véhicules ou la logistique. Ces fonctions sont confiées à des entreprises spécialisées dites de « gestion des installations » (ou en anglais, *facility management*). En France, cette partie de l'économie a crû de 4 % depuis la crise, soit deux fois plus vite que le PIB. Les entreprises du secteur sont essentiellement des sociétés de main-d'œuvre : les salaires représentent 90 % de leurs charges. Elles emploient 5 % de la population active française, soit 1,5 million de salariés dont la moitié est payée au SMIC horaire⁵. C'est le monde du temps partiel, des activités décalées et hypernormalisées. Les marges des entreprises du *facility management* ne dépassent

pas 3 % en moyenne.

Dans le même temps, de 2008 à 2018, les effectifs français et étrangers des 80 très grandes entreprises françaises ont, eux, baissé de 1 %⁶. Et, avec 46 milliards d'euros en 2018, les profits distribués par les entreprises du CAC40 ont de nouveau dépassé leur record de 2007. Que s'est-il donc passé ? Les grandes entreprises ont pu accroître aussi leurs profits parce qu'elles ont sous-traité, à des entreprises de main-d'œuvre peu qualifiée et peu payée, les fonctions qui n'étaient pas au cœur de leur activité.

On ne comprend pas complètement la crise des Gilets jaunes de 2018-2019 (et celles du même type qui se produiront de nouveau) si on ne voit pas qu'à l'intérieur des économies riches et financiarisées, une fracture sociale s'est produite et elle n'est pas seulement géographique : d'un côté, il y a ceux qui bénéficient encore des avantages des très grands groupes; de l'autre, ceux qui travaillent en sous-traitants de ces groupes, dans des conditions difficiles ou précaires. La fracture Nord-Sud de la délocalisation est tracée désormais à l'intérieur des sociétés riches.

Mais l'opération de rétablissement de la confiance a réussi : les grandes entreprises cotées dégagent de nouveau d'importants profits et versent des dividendes, preuve que le capitalisme spéculatif a restauré sa capacité à créer de la richesse. De fait, au niveau mondial, les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 720 milliards en 2009 à 1400 milliards en 2017⁷. Dix ans après le grand ébranlement, le capitalisme spéculatif a retrouvé sa raison de durer.

Promesses chinoises

Mais cela n'est pas suffisant pour redonner souffle à la spéculation. En 2010, si la croissance mondiale tourne autour de 4 %, c'est avec de fortes disparités : elle est inférieure à 2 % en Europe et elle atteint près de 10 % en Chine.

La spéculation se déplace vers l'Asie, où le futur est d'autant plus attirant que la Chine part d'un niveau économique assez bas, avec une population de plus d'un milliard d'habitants et un volontarisme politique inébranlable. D'incroyables promesses y fleurissent. Tout là-bas est donc possible comme le prouvent les spectaculaires réalisations architecturales à Shanghai ou les recherches sur la bio-industrie. Un observateur résume cet enthousiasme par un bel exemple de raisonnement spéculatif en miroir : « Laboratoire de transformations qui vont sans doute essaimer vers l'Occident, l'Empire du Milieu constitue un observatoire privilégié d'expériences et d'usages inédits en matière de nouvelles technologies⁸. » Les promesses du futur sont donc aussi chinoises et les prouesses de l'Avenir se lisent dans la croissance asiatique.

D'où une ruée vers l'Extrême-Orient, non plus pour y produire à coût faible mais pour y investir. Sur la période 2010-2018, les investissements directs à l'étranger (IDE) réalisés par des achats d'entreprises locales ou des *joint-ventures* représentent 1 200 milliards d'euros en moyenne par an dans le monde; la moitié va vers les États-Unis. Avec 400 milliards de dollars, les IDE vers l'Asie sont le

deuxième flux d'investissement. Dans le même temps, la capitalisation boursière des entreprises chinoises passe de 1 500 milliards de dollars en 2007 à 4 480 milliards en 2014 et 6 100 milliards en 2018. Les promesses semblent tenir bon.

Pour une nouvelle frontière

Mais il en faut davantage. Les deux moteurs pour rétablir définitivement la confiance restent insuffisants. D'une part, les profits des très grandes entreprises sont, certes, de retour mais ils ne peuvent pas s'accroître à l'infini, d'autant qu'une partie est réalisée en reportant les coûts de production sur leurs sous-traitants. D'autre part, outre les incertitudes sur les statistiques de la croissance ou le montant colossal des dettes, l'économie chinoise est contrôlée par le pouvoir politique et elle sert de manière privilégiée les investisseurs nationaux.

Le capitalisme spéculatif a besoin d'un espace de croissance interne au monde occidental, une « nouvelle frontière » qui lui promette un avenir plus attractif, plus franchement révolutionnaire pour soutenir de grands investissements et emporter la conviction que les dettes seront absorbées par le monde de demain. Il lui faut trouver une stimulation plus forte que le « retour à la normale » ou son expansion plus ou moins maîtrisée en Chine. Après avoir frôlé la catastrophe, il lui faut un relais de croyance pour inaugurer une nouvelle flambée d'optimisme spéculatif et rendre à l'élite tout son prestige. C'est le rôle que va jouer la digitalisation dans les années 2010.

1.Source : Standard & Poors corporation.

2.Source : ABC Bourse.

3.Il est intéressant de comparer la loi Blin de 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises et la loi Pacte de 2018 qui reprend, quarante ans plus tard, le même thème et des mesures similaires, qu'elle présente, on s'en doute, comme une « rupture ».

4.Voir *Dares Analyses*, juillet 2014, n° 49.

5.Source : <http://wwwcrdia.org>

6.Source : IFGE, *Les Entreprises françaises sont-elles encore françaises ?*, 2018.

7.Source : Janus Henderson *Global Dividend Index*, 2019.

8.Arnaud de lacoste, *Le Seigneur des robots*, Paris, Débats Publics, 2017, p. 29.

L'élite rejoue et gagne

Après la crise de 2007-2008, un nouveau mantra s'impose aux entreprises et aux administrations : il faut accélérer la mutation numérique. Les rapports officiels tant privés que publics, que produit l'élite spéculative sont unanimes en ce sens; une « nouvelle frontière » se dessine, celle du « monde digitalisé ¹ ».

Ceux qui ne l'atteindront pas, disparaîtront. Partout on s'inquiète du « retard » que l'on prend sur ce mouvement inexorable. « Disruptif » est le mot-clé de la période, un sésame qui ouvre de nouveaux possibles : il s'agit non pas de changer mais de briser la courbe du changement, et de se projeter, une nouvelle fois, dans un futur absolument nouveau. Disrupter c'est « casser les codes » – expression dont l'ambiguïté est emblématique, puisque le pouvoir digital s'impose en même temps par des *codes* numériques et des algorithmes.

Mais quoi de neuf ?

Pourtant les technologies numériques sont déjà utilisées dès les années 1960, depuis l'invention des machines à calculer à partir d'informations codées, les ordinateurs. Pour stocker l'information, la technique numérique consiste à l'encoder en utilisant deux chiffres, 0 et 1, et à traduire ainsi toute donnée en une suite binaire de ces chiffres (d'où le terme numérique, *digital* en anglais).

Avec la diffusion des ordinateurs de plus en plus petits et puissants et des réseaux de communication électronique, la numérisation s'étend, au tournant des années 1970, à de larges usages : stockage des textes, des sons, puis des images et de toutes sortes de données. Le transport de ces informations devient fluide et il permet, chose nouvelle, leur interconnexion : l'article d'un historien est codé de la même façon qu'une partition de musique ou qu'une recette de cuisine. Tout ce qui est numérisé peut dès lors être mis en relation, ce qui ouvre des perspectives économiques et culturelles immenses. Apparaissent les ordinateurs de bureau (le premier Apple II date de 1977), les distributeurs automatiques de billets (à partir des années 1960), les « systèmes experts » de calculs automatisés et toutes sortes de machines et de « lecteurs » permettant de traduire et retraduire de l'information codée de manière binaire.

Conséquence, dès les années 1980, le travail a été considérablement bouleversé dans les entreprises : les métiers de secrétariat, ceux qui assurent les contacts avec les clients, les tâches bureautiques permettant la transcription des données, les commerciaux ou les managers ont vu leurs activités et leurs pratiques modifiées par ce qu'on appelait alors l'informatique.

Le déploiement de la technocratie spéculative depuis quatre décennies aurait été impossible sans la technologie numérique qui l'a donc précédée et accompagnée. Elle lui a procuré les moyens de conserver des données, de les normaliser selon une grammaire dite « financière », de les paramétrer en conséquence, de calculer des ratios et d'évaluer des écarts à l'échelle des organisations et des marchés : pas d'entreprise-tableur sans progiciels et sans ordinateurs reliés entre eux. De fait, durant la période 1986-2010, la part des investissements en nouvelles technologies de l'information (NTIC) dans l'investissement total annuel a représenté, 27 % aux États-Unis, 22 % en Grande Bretagne, 16 % en France et en Allemagne ².

On ne voit donc pas de rupture ni de saut technologique spécifique aux années 2010. Même l'inter-connexion entre les ordinateurs personnels et professionnels a commencé dès 1969 avec la création du réseau ARPAnet, remplacé par le *World Wide Web* en 1990. Les premiers routeurs sont vendus par Cisco Systems en 1984, le premier téléphone mobile est commercialisé par Motorola en 1985. Dans le domaine culturel, les films-cultes sur l'avenir numérique de la société sont déjà anciens; pour en prendre trois des plus fameux : *2001, l'odyssée de l'espace* de Stanley Kubrick sort sur les écrans en 1968, *Terminator* de James Cameron en 1984 et *Matrix* de Larry et Andy Wachowski en 1999. L'imaginaire culturel baignait déjà dans l'atmosphère fictionnelle du futur numérique.

Plus encore, la crise sévère de 2001 qui a secoué le capitalisme eut pour origine l'explosion de la bulle numérique (de l'époque) gonflée par les spéculations sur les nouvelles sociétés de l'Internet : l'indice du NASDAQ, très sensible à ces valeurs technologiques, était passé de 1 000 à 5 000 points entre 1996 et l'an 2000; il s'effondre brutalement à 1 100 points en 2003; des centaines de start-ups du numérique disparaissent en quelques mois, tandis que de grandes entreprises sont mises en faillite comme Worldcom ou Enron en 2002.

Pourquoi donc dans les années 2010, la « digitalisation » se présente-t-elle comme une *nouvelle frontière* et une *révolution* exigeant de bouleverser stratégies et pratiques dans les organisations et les modes de vie, alors que la technologie digitale assure le déploiement du capitalisme spéculatif depuis plusieurs décennies déjà ?

Digital et digitalisation

La réponse tient en partie à une distinction. Ce qu'on entend par *digitalisation*, est autre chose que la technologie digitale ³. Il s'agit d'une nouvelle façon de se *représenter* cette technologie, non comme un moyen, mais comme un *objectif* économique. Il faut différencier donc digital et digitalisation comme il a fallu distinguer finance et financiarisation.

De même que la financiarisation a inversé le rapport entre la finance et l'économie réelle, en mettant celle-ci au service de celle-là, la digitalisation a transformé la relation entre une technique (digitale) et son milieu socioéconomique : au lieu que le digital soit au service des projets économiques, il a été présenté comme *le projet économique lui-même*. C'est le sens du passage du terme statique «

digital » au terme dynamique « digitalisation ».

Intégrer le digital dans les processus de production ou de consommation est devenu, dans les années 2010, une fin en soi, l'expression de la performance économique par excellence – de la même manière que la performance financière et la valorisation du capital avaient été promues comme des fins en soi par la financiarisation.

La digitalisation exprime une exigence de transformation économique et sociale au nom des promesses et des prouesses que la technique digitale recèle *en tant que technique*. Elle est clairement spéculative au sens où j'ai défini ce terme : le futur qu'ouvre la « digitalisation » du monde permettra une transformation économique si importante que les dettes réalisées pour soutenir les investissements nécessaires n'importeront plus. Par elle, le monde sera comme *renouvelé*. Le futur sera tel que le présent peine à l'imaginer et que le passé constitue le « vieux monde »; projection qui donne aux financements un regain de dynamisme, de promesses et de paris.

Au-delà du mot d'ordre général, la digitalisation impose d'orienter les masses financières vers des investissements supposés de grande valeur dans l'Avenir. Le Boston Consulting Group en distingue neuf : la gestion des données de masse (*Big data*); les nouvelles formes de robotisation; la simulation numérisée des situations réelles; les systèmes de gestion de l'information; la cybersécurité; le stockage des données externalisé (*cloud*); la fabrication additive (production par couches successives par des imprimantes 3D); la réalité augmentée (possibilité d'agir dans un environnement virtuel) ⁴.

La diversité de cette liste témoigne des attentes et des anticipations multiples. Et autant de paris et de spéculations possibles sur la performance et la valeur des entreprises en marche vers cette « nouvelle frontière ».

Aussi bien pour les individus que pour les organisations, le dilemme se présente dès lors ainsi : se digitaliser ou disparaître; accueillir la production et la consommation numérisées ou devenir une nouvelle espèce de rebut, un résidu du capitalisme en miettes; digitaliser ses activités ou être dépassé par les enfants du digital (*digital native*), ne plus pouvoir se valoriser, finir hors course. Devant ce (faux) dilemme, chacun a intérêt à courir avec les autres vers l'Avenir, à commencer par les financeurs et les investisseurs.

L'élite spéculative remet de l'ordre dans la crise

En tant que « nouvelle frontière », la digitalisation ouvre deux espaces spéculatifs pour les promesses de profits : 1) dans les industries traditionnelles, car la nouvelle course à l'innovation permet de faire des paris sur leurs profits futurs; 2) dans le secteur du numérique proprement dit, parce qu'il devient central dans la transformation de l'économie.

Pour les entreprises traditionnelles, les grands cabinets de conseil qui inspirent l'élite spéculative donnent le ton : « La performance digitale d'une entreprise se mesure par sa capacité à transformer son organisation dans son ensemble ⁵. » Ils

définissent les normes de réussites et font des pronostics en conséquence. Par exemple, McKinsey assure que la transformation numérique réussie d'une entreprise doit permettre une augmentation de 40 % de son résultat opérationnel ⁶. PwC affirme que « les entreprises adoptant des stratégies digitales globales sont plus performantes sur le plan financier ⁷ ».

Accenture relève que « la moitié (52 %) des entreprises n'ont atteint ni performance digitale ni performance financière ⁸ ». Il y a donc une injonction massive pour adhérer à la nouvelle source de performance et de profit.

Mais la digitalisation, c'est aussi le développement d'une industrie numérique proprement dite. La CNUCED décrit quatre secteurs : 1) le commerce électronique (vente au détail sur Internet, voyages); 2) les plateformes Internet (moteurs de recherche, réseaux sociaux et autres plateformes et économie du partage); 3) les outils numériques (paiements électroniques, nuages [*clouds*]), et 4) les contenus numériques (multimédia et divertissement, fournisseurs d'informations et de données). S'ajoutent deux secteurs assurant les infrastructures de cette industrie : 1) l'informatique (matériel et logiciels) et 2) les télécommunications (transport des données) ⁹.

Au total, cette industrie représenterait entre 4 % et 8 % du PIB dans les grands pays développés; certes la part reste relativement faible, mais l'industrie contrôle la digitalisation de l'ensemble des autres secteurs de l'économie. C'est pourquoi, les entreprises du numérique acquièrent une forte valeur capitalistique, à la fois réelle et symbolique. Elles deviennent les stars du capitalisme spéculatif des années 2010 et trois catégories mythiques se détachent : 1) les start-ups; 2) les licornes; 3) les géantes.

Prestige des entreprises du numérique

Les start-ups sont les nouvelles venues, les jeunes pousses de la digitalisation. Si on prend le cas de la France, pays plutôt en pointe dans le domaine, elles sont 10 000 en 2018, mais ne concernent que 5 % du total des créations d'entreprises dans la décennie 2010 ¹⁰. Le nombre de start-ups reste donc faible; en revanche, leur impact symbolique est considérable, au point que « créer une start-up » exprime, dans les années 2010, la quintessence de l'engagement entrepreneurial chic.

Le propre de la start-up, par rapport à une vulgaire création d'entreprise, est de sembler partir d'une application technologique mystérieuse mais simple, d'une intuition audacieuse, et d'un groupe d'entrepreneurs, en général jeunes et décontractés. Les start-ups se financent par des levées de fonds en vendant à des investisseurs une « belle idée » supposée « casser les codes » de l'économie. « Sans passé bancaire et porteuse de nouveaux modèles d'affaires encore non rentables et dont la viabilité est difficile à évaluer, l'activité de ces jeunes entreprises est inadaptée au circuit de financement classique par crédit bancaire ¹¹. » Clairement en rupture avec le capitalisme accumulatif, elles comptent sur l'Avenir et affirment que

leur activité est potentiellement révolutionnaire, donc qu'elles seront profitables à *terme* après avoir détruit les modèles d'affaires actuels. En attendant, elles sont financées directement en capital par des fonds de capital-risque, privés ou public; faute de profits, ceux-ci parient sur la revente du capital investi et l'espoir d'une plus-value substantielle : le modèle est typiquement spéculatif, les prouesses de l'Avenir compenseront les créances d'aujourd'hui, non pas en les remboursant, mais parce qu'elles n'importeront plus du fait de l'augmentation exceptionnelle de la valeur de l'entreprise.

Les start-ups renouvellent en même temps les espoirs de réussite sociale, même si, dans la réalité, elles sont créées par l'élite sociale : plus de 90 % des fondateurs sont diplômés du supérieur en management¹². Espoirs d'enrichissement des investisseurs et des entrepreneurs qui ne sont pas sans risques puisqu'en 2016, 92 % des start-ups françaises n'avaient jamais distribué de dividendes¹³; selon les estimations, entre 65 % et 90 % font encore faillite au bout de cinq ans. Malgré ou à cause de cela, le terme même de start-ups est devenu le synonyme de l'invention du futur et du culot créatif, du mouvement brownien et optimiste du capitalisme spéculatif et des espoirs en l'Avenir.

Celles qui ont franchi le cap difficile de la survie peuvent espérer devenir des *licornes*, deuxième grade dans la hiérarchie du prestige et dont j'ai parlé précédemment¹⁴. Ce sont les sociétés qui, en moins de cinq ans, sont déjà valorisées plus d'un milliard de dollars. Elles font évidemment rêver les créateurs de start-ups. Elles étaient 39 en 2013 et 331 en 2018 dans le monde, dont 48 en Europe (4 en France), 148 aux États-Unis, 92 en Chine. Leur valorisation totale dépasse 1 000 milliards de dollars (soit 40 % du PIB français)¹⁵. Là encore, très rares sont celles qui dégagent des bénéfices. Les investisseurs misent toujours sur la croissance exponentielle de leurs marchés et donc sur la valeur financière espérée lors de la revente.

Au sommet de cette hiérarchie du prestige et de la puissance digitale, les *géantessont* celles qui dépassent les 50 milliards de dollars de valorisation. Elles sont très peu nombreuses et écrasent l'industrie par leur taille et leurs capitaux. Ce sont les Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (les Gafam) pour les États-Unis et Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi (les Batx) pour la Chine. Gafam contre Batx : la bipolarisation du monde économique se traduit dans les années 2010 dans la compétition digitale, et dans un même cadre spéculatif. En 2018, les géants du numérique occupent les 5 premières places (et 7 des 10 premières places) dans le classement mondial des plus grandes capitalisations, avec des valorisations dépassant 700 milliards de dollars voire plus de 1 000 milliards pour Google ou Amazon en 2019. Par comparaison, les 40 plus grandes entreprises françaises, toutes industries confondues, étaient valorisées 1 800 milliards.

L'influence des géantes du digital est double : 1) elles contrôlent une large part de l'industrie numérique et 2) elles détiennent d'énormes liquidités, car leur valorisation est bien supérieure à leurs besoins réels en capitaux. Elles participent

donc au financement des start-ups qu'elles rachètent au moment opportun – absorbant dans leur galaxie les meilleures d'entre elles. Ainsi, Google a acquis plus de 200 entreprises entre 2001 et 2018; Facebook a racheté Whatsapp, TBH ou Instagram contrôlant de ce fait un empire multigénérationnel de réseaux sociaux, etc.

En revanche, là encore, les géantes se caractérisent par de faibles résultats financiers au regard de leur valorisation. Amazon (valorisée 1 000 milliards) avec ses maigres 3 milliards de dollars de bénéfices en 2018 atteint le niveau de profit d'entreprises françaises comme LVMH ou L'Oreal valorisées seulement 160 milliards. Mais leur part de marché est devenue telle que leurs profits n'expriment pas la réelle puissance des nouveaux maîtres du monde numérique : 2,3 milliards d'utilisateurs de Facebook (créé en 2004), 1,8 milliard pour le conglomérat chinois Tencent (créé en 1998); le chiffre d'affaires d'Amazon (créé en 1994) est passé de 17 à 160 milliards d'euros entre 2008 et 2018, celui d'Ali Baba (créé en 1999) de 2 à 32 milliards d'euros entre 2012 et 2019.

Relais de croyance

Ces chiffres spectaculaires sont les étendards de la dynamique retrouvée de la spéculation. Nouvelle frontière, nouveaux marchés, nouvelles sources de paris et d'optimisme : avec la digitalisation, l'élite spéculative a réussi sa mue. Les principes du capitalisme spéculatif sortent renforcés : plus que jamais l'Avenir (digitalisé) nous aspire et la prospérité future devra rendre négligeable la dette que nous consentons aujourd'hui. L'élite a retrouvé son prestige en orientant massivement les flux de financements qui lui sont confiés vers un nombre relativement faible d'entreprises du numérique, start-ups, licornes et géantes, qui sont comme une espèce d'avant-garde du monde qui vient. Les capitalisations élevées des sociétés du numérique tiennent lieu d'indicateurs de la dynamique retrouvée. Les dirigeants des plus grandes d'entre elles (Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, Jack Ma, et autres Elon Musk) incarnent une élite spéculative rajeunie, dégagée de l'image du *trader* cupide que la crise de 2008 avait laissée dans les esprits. Ce sont de jeunes milliardaires décontractés, optimistes et ingénieux. Ceux qui se lancent dans des start-ups soupirent de ressembler à ces nouveaux héros. Les étudiants en management en font leurs idoles.

Résumons-nous. Certes, il n'y a pas de « rupture technologique » propre aux années 2010, mais la digitalisation n'est pas, pour autant, une simple généralisation des investissements numériques démarrés dans les années passées. Elle est bien davantage. Elle inaugure une représentation *révolutionnaire* de l'économie : il ne s'agit pas de stimuler l'activité, mais de la *renouveler* afin de la décupler. Le capitalisme spéculatif avait besoin de se rassurer sur les promesses et les prouesses du futur, pour réaffirmer l'enthousiasme et redonner matière à la spéculation. J'appelle un tel renouvellement un *relais de croyance*.

Grâce à lui, l'élite technocratique est sortie raffermie d'une crise qui aurait pu la réduire à néant. Elle a pu continuer à orienter les financements de l'économie en

spéculant désormais sur les prouesses de la digitalisation. Elle s'est, elle-même, rajeunie. Mais qu'en est-il de l'ensemble de la technocratie spéculative ? Au-delà des symboles et des étendards, le relais de croyance n'aurait pas permis de rétablir la confiance s'il n'avait pas été diffusé dans les entreprises afin d'inspirer des stratégies censées accroître leurs performances. C'est pourquoi il devait se traduire en relais de croissance, et bouleverser, une nouvelle fois, l'organisation des entreprises.

1. Les grands cabinets de conseil internationaux établissent les grands principes de l'« impératif numérique ». Par exemple, MacKinsey publie 12 rapports sur les effets de la transformation numérique entre 2011 et 2014; l'Assemblée nationale française en publie un en 2013, puis un autre en 2014; la Commission européenne, deux en 2013. Les analyses publiques et privées convergent dans le même sens, celui de *l'urgence* de l'accélération numérique. Le terme « nouvelle frontière » qui s'impose dans la littérature politique et managériale fait référence à l'expression employée par le président Kennedy dans son discours d'investiture le 15 juillet 1960 et qui a une résonance très « progressiste » dans la culture américaine.

2. Source : OCDE, *Investissement dans les TIC* (indicateur), 2019.

3. Pour une histoire du terme digitalisation, voir Scott brennen et Daniel Kreiss, « Digitalization », in Klaus bruhn Jensen et Robert T. craig (coordinateurs), *The International Encyclopedia of Communication Theory and Philosophy*, JohnWiley & Sons, Inc. 2016, p. 1-11.

4. Michael rüssmann *et al.*, « Industry 4.0 : The Future of Productivity and Growth in Manufacturing Industries », *Boston Consulting Group*, 2015.

5. ACCENTURE, *Performance digitale des entreprises françaises encore parcellaire : la transformation digitale peine à créer de la valeur*, Rapport 2016, p. 5.

6. MCKINSEY, *Accélérer la mutation numérique des entreprises, un gisement de productivité et d'emploi*, Rapport 2014. Ces exemples n'ont pas de prétention scientifique. Je ne les donne que comme illustration de la littérature gestionnaire qui a été produite dans ce contexte et qui fut influente sur les pratiques.

7. PriceWaterhouseCoopers, *A decade of digital Keeping pace with transformation*, Étude 2018, p. 5.

8. accenture, *Performance digitale des entreprises françaises encore parcellaire*, *op. cit.*, p. 10.

9. CONFÉRENCE des nations unies sur le commerce et le développement, *L'investissement dans le monde repères et vue d'ensemble*. Rapport 2017, p. 35.

10. Félix BONNETÊTE et Nicolas bignon, *La Création d'entreprises en 2016*, *INSEE Première*, no 1631.

11. France stratégie, *Mobiliser l'épargne pour le financement des start-ups*, janvier 2017.

12.Source : Enquête de la Conférence des grandes écoles (CGE) sur 206 fondateurs de start-ups françaises présentes au *Consumer Electronic Show* de Las Vegas en 2017, soit l'élite de ces start-ups. 73 % d'entre eux ont un diplôme principal ou complémentaire dans une grande école, soit l'élite de la formation en gestion. Seuls 4 % sont autodidactes.

13.Source : Ernst & Young, *La performance économique et sociale des start-ups numériques en France*, Baromètre 2017. Chiffres sur un échantillon de 312 entreprises

14.Cf. chapitre 5.

15.Source : The Global Unicorn Club, 2018.

Métamorphose de l'entreprise en plateforme numérique

La mécanique économique est en marche et les synchronisations se poursuivent. Au milieu des années 2010, un principe mobilisateur s'impose au cœur des organisations : la digitalisation est une *nécessité vitale* pour leur survie et elle leur ouvre le choix entre des perspectives extraordinaires de croissance économique ou la disparition pure et simple.

Promue, on l'a vu, par les consultants et les leaders d'opinion comme un renouvellement radical de la manière de créer de la valeur économique, la digitalisation se décline, dans les entreprises, en deux sources principales de promesses et de gains : 1) le traitement de données massivement collectées grâce aux nouvelles technologies (promesse du *Big data*); 2) l'invention de produits et de services fondés sur la facilité des relations entre les clients et les fournisseurs (promesse liée à la *fluidification* des échanges économiques).

Big data : notre futur est déjà écrit

La promesse du *Big data* est la suivante : grâce à l'accumulation d'énormes quantités d'information sur les clients, sur les fournisseurs ou sur les salariés, on pourra *anticiper* leurs attentes en projetant les données du passé sur l'avenir. Tout se passe comme si l'Avenir était déjà écrit mais qu'il nous était encore inconnu parce qu'on ne savait pas le lire. Or la puissance des ordinateurs permettra désormais non seulement une accumulation de données gigantesque, mais aussi leur traitement rapide et sophistiqué. En particulier, l'« intelligence artificielle » (un terme générique assez flou pour qualifier tous les types de calculs à partir d'algorithmes) autorise des analyses fines ultra-rapides pour dégager des corrélations inédites.

Dès lors, il semble envisageable d'offrir des services inédits et aussi divers que l'assistance au diagnostic médical, la gestion de dossiers bancaires ou l'orientation d'un touriste dans une ville. Le propre de tels services est de compiler les données de millions de patients, de clients ou de touristes pour dégager *une* information qui a une forte probabilité statistique d'être utile à *un* patient, *un* client ou *un* touriste particulier. Les promesses du *Big data* consistent donc à transformer une masse gigantesque de données numérisées en une information à usage individuel qui paraît « fait pour soi ».

Ces promesses sont spéculatives dans la mesure où l'utilisateur individuel a l'illusion que l'algorithme de traitement de données *sait* mieux que lui-même ce qui

est bon pour lui. L'accumulation massive de données numérisées induit un avenir que l'individu est incapable, lui, d'extrapoler de son propre passé : par exemple, l'analyse de millions de cas fait apparaître que telle substance a tel effet sur le corps (substance que le patient n'a peut-être jamais utilisée personnellement); ou que tel achat est toujours effectué après tel autre (achat que l'individu consommateur n'a même pas encore prévu), etc. Ici encore, la flèche du temps est renversée : notre futur semble déjà connu et révélé par les données et les algorithmes qui les traitent, et il nous paraît invinciblement attirant.

Le présent devient liquide

Deuxième grande promesse : la digitalisation fluidifie les relations entre les individus, entre l'entreprise et ses clients ou ses collaborateurs, ou encore entre les administrations et les citoyens. Tous sont connectés par les mêmes technologies. Les informations circulent entre eux pour les relier de manière invisible; elles multiplient les contacts virtuels, sans médiations apparentes. Envoyer un SMS acheter d'un clic ou surfer sur l'Internet est finalement plus fluide donc plus facile que ne le sont les contacts avec les personnes « réelles ».

Les interfaces numériques sont conçues de manière à orienter les utilisateurs en exploitant leurs expériences, leurs attentes ou leurs pratiques. Elles doivent donner le sentiment que l'information *est déjà là pour eux* et qu'il est facile de la retrouver. La compétition pour créer de la valeur économique consiste dès lors à fluidifier les usages numériques avant les concurrents et mieux qu'eux. L'innovation cherche à rendre toujours plus désirables d'innombrables « solutions » et produits présentés comme les avant-gardes d'un futur attirant parce qu'il facilite la vie quotidienne, le travail ou les interfaces sociales.

En résumé, l'exploitation du *Big data* et la fluidification des relations sont les deux grandes promesses que la digitalisation fait miroiter aux entreprises. Mais promesses ne signifie pas profits. Il faut que la production réelle et donc l'entreprise s'adaptent à ces opportunités supposées. Pour conduire cette métamorphose, la technocratie spéculative se transforme elle-même, nous allons voir comment.

Les experts du digital prennent place dans l'organisation

Nous avons dit qu'il existe dans la technocratie spéculative, comme ailleurs, une compétition pour les postes, pour la maîtrise des ressources et, finalement, pour orienter leur usage, ce qui assure le pouvoir suprême de diriger. Or, dès le début des années 2010, les informaticiens ont été en mesure de modifier en leur faveur le rapport de force dans cette hiérarchie : 1) ils avaient le contrôle de la technique d'extraction de l'information et du développement des algorithmes facilitant les usages; 2) les financiers étaient, de leur côté, fragilisés par la crise de 2007-2008; 3) les entreprises avaient besoin du relais de croyance que promettait la digitalisation pour stimuler les efforts et les résultats.

Une révolution interne à la technocratie spéculative s'accomplit : de la même manière que, au sommet, l'élite a intégré des experts renommés du digital (les Jeff Bezos et autres Elon Musk), les différents niveaux accueillent à leur échelle de nouveaux experts en numérique. Mais la logique du capitalisme spéculatif demeure plus que jamais la norme; le renouvellement des cadres ne modifie donc ni la financiarisation ni la hiérarchie en trois niveaux : élite, paramétreurs et bureaucrates du chiffre.

Quelques exemples non exhaustifs pour matérialiser cette évolution et les « nouveaux métiers » qui s'imposent. Au niveau des paramétreurs, on voit apparaître ceux qui planifient l'usage du digital dans l'entreprise (chef de projet digital); ceux qui développent des algorithmes à partir de données massives (*Data scientists, data analysts*); ceux qui assurent la protection des données personnelles (DPO pour *Data privacy Officers*); ceux qui accompagnent de nouveaux « processus d'innovation » (chef de projet transformation digitale); et finalement, les plus puissants, les stratèges (CIO pour *Chief Information Officers*) qui administrent toutes ces compétences pour paramétrer le travail dans l'entreprise. Au niveau inférieur, celui des bureau-crates du chiffre, on recrute ceux qui sont chargés de gérer la fluidité des relations avec les clients (CRM pour *customer relationship management*); d'intervenir sur les réseaux sociaux (*community manager*); de collecter et d'analyser les données de l'entreprise (*data miner*); de suivre les retours sur investissement de la présence sur le web (*web analyst*), etc.

Comme on le voit, la population des nouveaux venus est bigarrée et le spectre des compétences est aussi large que celui qui séparerait naguère un directeur financier d'un comptable. Le rôle des experts de la digitalisation reste souvent flou, leurs objectifs sont mal saisis et leur pouvoir d'action se fonde sur des incantations générales comme : « Se digitaliser n'est aujourd'hui plus une option mais une nécessité »; « Il ne faut pas rater le train de la digitalisation »; « C'est un enjeu majeur »; « Tout va de plus en plus vite »¹, etc. L'intitulé des nouveaux métiers lui-même, souvent en jargon anglophone comme on l'a vu, ne clarifie pas leur contenu.

Rien d'étonnant, car le flou est aussi dans la culture de la digitalisation (et d'ailleurs de tout relais de croyance) : pour que l'usage de la technique numérique soit saisi comme un objectif « disruptif », il faut écarter les questions embarrassantes comme : « À quoi ça sert ? » ou : « Quoi de vraiment neuf ? » Il faut avoir confiance en ce que l'Avenir réserve. Aussi, même si, traduits en termes triviaux, les nouvelles compétences numériques ne semblent que des reformulations d'anciennes pratiques de gestion, ou si leur contenu reste abscons – peu importe : ce flou sert la spéculation sur la digitalisation. Il disqualifie les résistances de l'« ancien monde », et cela donne une chance supplémentaire de *réaliser effectivement* les promesses de l'entreprise digitalisée.

Technocratie spéculative : continuité et intégration

Accueil de nouveaux experts, certes, mais pas de révolution en réalité : la

hiérarchie de la technocratie spéculative n'a pas connu de *big bang*. Les experts de la finance ont perdu quelques places et du prestige. Mais ils demeurent tout-puissants et continuent d'orienter et d'administrer l'appareil productif vers la réalisation de la performance financière. Le directeur financier reste le maître du jeu. La digitalisation poursuit la logique de la financiarisation mais ne la conteste pas. L'entreprise-tableur demeure l'archétype de la bonne gestion et le résultat financier ou la « valeur pour l'actionnaire » conduisent encore les activités. La réalisation de profits, le contrôle des efforts par des ratios, le paramétrage du travail n'ont pas été mis en cause. Les experts de la digitalisation se sont intégrés dans la technocratie spéculative et ils participent désormais à sa puissance organisatrice. Un indice de leur nouveau pouvoir dans cette hiérarchie : alors que, dans les entreprises, les financiers contrôlent scrupuleusement les dépenses et les coûts selon des ratios et des normes strictes, les investissements liés à la digitalisation échappent le plus souvent aux exigences des rendements financiers. Ils sont qualifiés de « stratégiques », terme magique pour éviter les justifications qui continuent de s'imposer aux autres investissements.

C'est encore une fois l'avantage du flou des promesses. Le prestige des technocrates du digital impose comme une nécessité « vitale » des dépenses qui naguère eurent semblé irrationnelles; mais elles deviennent rationnelles dès lors que de tels investissements, comme tout investissement spéculatif, promettent de *créer l'Avenir* en assurant des performances encore inconnues. Nous avons vu, au précédent chapitre, combien les start-ups, les licornes ou les géantes du numérique sont les *étendards* flamboyants d'un monde qui spéculé; il en est de même, à l'intérieur des entreprises, pour les investissements numériques. Ceux qui s'en inquiètent sont qualifiés de retardataires qui n'ont pas compris leurs fabuleuses potentialités. Retardataires qui, en attendant que l'Avenir advienne, ont le devoir d'intensifier leur travail et d'augmenter leurs efforts pour que les résultats financiers restent acceptables, en dépit de ces investissements

Architecture modulaire et culture du mobile

Le point de fusion de la digitalisation et de l'entreprise est atteint lorsque celle-ci semble comme redessinée sur le modèle d'un objet numérique. Il y a alors une convergence des imaginaires : l'entreprise n'est plus censée entrer en relation avec son environnement par des plateformes et des applications, elle devient elle-même comme une plateforme ou une application; elle se fond dans son milieu et se métamorphose. L'entreprise-tableur prend la forme d'une entreprise-tablette. Les paramétreurs intègrent non seulement les promesses mais aussi la culture et l'esthétique de la digitalisation. L'entreprise doit paraître légère, puissante et souple à la fois, reliée à un réseau dense, sans cesse alimenté, en élargissement constant : elle prouve ainsi qu'elle est capable de capter les opportunités spéculatives qui produisent l'Avenir².

Les nouveaux technocrates du digital sont jeunes et ils jouent volontiers la

distance générationnelle avec les gestionnaires de la génération précédente : ils se distinguent par des tenues vestimentaires décalées (*jeans* ou *shorts*, chemises blanches ou *tee-shirts* extravagants), des comportements décomplexés et un langage non moins ésotérique que celui des financiers, mais qui est propre à leur tribu. Ils semblent pris par une espèce d'urgence permanente à saisir des occasions, à accélérer les transformations tout en affectant le flegme de ceux qui sont assurés que tout est gagné d'avance. L'Avenir leur sourit. Ils paraissent satisfaits de se tenir du côté « de ceux qui savent » et ils considèrent avec une indulgente condescendance ceux qui résistent inutilement encore à la révolution. Par imitation, tous les managers s'alignent sur cette culture *cool*, fluide, créative, théâtrale et surprenante. À la fin des années 2010, le gestionnaire pointilleux ou guindé, costumé et cravaté, est comme le témoin ringard d'un passé révolu.

Comme la multiplication des écrans sur les bureaux, dans les halls d'accueil ou les ascenseurs, avaient été le signe matériel de la financiarisation des organisations, l'explosion des espaces de travail est celui de la digitalisation. Le bureau personnel fermé devient le symbole de l'obsolescence des compétences que l'on prétend conserver jalousement tandis que le monde du *Big data* et de la fluidité des relations invite au contraire à les partager généreusement. Avec ses architectures de verre et ses cloisons mobiles qui désavouent l'inertie des murs fixes, l'entreprise à l'ère de la digitalisation se veut aussi lisse qu'un appareil numérique. D'où des espaces de travail conçus comme de vastes plateaux ouverts (*open space*) où les travailleurs sont supposés être en interactions permanentes pour faciliter les échanges, les croisements et les traitements des informations qu'ils détiennent momentanément; les espaces sont intentionnellement dépersonnalisés et les travailleurs n'ont parfois même plus de postes spécifiquement réservés, comme dans les *flex offices* : on branche son ordinateur portable sur un bureau quelconque, en passant, le temps de réaliser une activité, puis on s'en va... Au terme de ce processus de fluidification, les espaces sont extériorisés grâce au télétravail qui étend l'entreprise jusqu'au domicile du travailleur, ce qui dilue les frontières entre les réseaux privés et professionnels, comme entre le client et le fournisseur.

En toute logique, la mobilité des personnes est célébrée. Dans l'imaginaire du management digitalisé, les meilleurs sont ceux qui bougent, qui changent d'idées, de postures ou de rôle. Ce ne sont pas seulement les nomades qui dominent les sédentaires; on vante encore la mobilité hiérarchique et géographique, mais aussi la mobilité intellectuelle, la capacité de se tromper, de se renier ou de recommencer sur d'autres bases ce qu'on avait entrepris. Cela n'est pas totalement nouveau, on l'a vu dès la naissance de Narcisse, mais la digitalisation exacerbe encore l'obsolescence de l'accumulation d'expérience et de la force du passé. L'opportunisme et l'agilité deviennent des vertus pour s'adapter à un monde fluide.

Mobilité sous contrôle

La mobilité qui en résulte n'est pourtant qu'apparente : elle s'inscrit dans un

système paramétré dont le pilotage reste unifié, grâce à son infrastructure de chiffrage et de normes, de tableaux à remplir, de progiciels de gestion de suivis des temps de travail, de flux continu d'emails, d'écrans de contrôle et de *reportings*... Rien de nouveau de ce côté du réel : les tablettes restent soumises à des tableurs.

Certes, les applications sur les téléphones mobiles et les ordinateurs portables autorisent à se connecter partout et en tout temps, mais chaque collaborateur reçoit, à ce rythme, l'information indispensable pour travailler; s'il s'aligne sur le travail collaboratif des autres, c'est toujours pour réaliser l'objectif prescrit par le système de pilotage. Avec ses algorithmes sous-jacents, le système d'information paraît invisible mais il n'est pas moins contraignant. Il reste orienté vers le résultat financier final et les multiples résultats intermédiaires nécessaires à sa réalisation; grâce à la numérisation généralisée, il accentue même l'extraction et l'usage de l'information au plus près du travailleur.

L'articulation de la puissance ordonnatrice du grand système d'information avec l'autonomie plus grande du travailleur s'expérimente différemment selon le niveau où l'on se situe dans la hiérarchie : au sommet, tel cadre supérieur a désormais une plus large marge de manœuvre; on lui enjoint d'innover, d'ajuster son travail aux opportunités; il est davantage maître de sa mobilité, de l'usage de son temps selon son rythme de travail; mais, parallèlement, l'intensité de son travail s'est accrue parce qu'il obtient en flux continu les indications sur les opportunités et les tendances; les ruptures de son activité sont constantes; il reçoit des messages qui, même lorsqu'il n'est pas connecté, lui imposent de s'ajuster au rythme du travail des autres, et souvent à celui des plus rapides ou des plus exigeants. La fluidité générale crée ainsi de dures contraintes, même si le cadre supérieur paraît plus autonome que naguère.

À niveau plus bas de la hiérarchie, tel préparateur de commandes dans une entreprise logistique porte un casque muni d'une caméra, d'un micro et d'écouteurs. À chaque étape de la commande qu'il doit préparer, le système d'information central lui annonce les endroits du hangar où il faut chercher les produits; sitôt chargés sur son chariot, il scanne avec la caméra leurs codes-barres; la commande achevée, il informe l'ordinateur central qui lui indique une nouvelle commande à préparer. Pas besoin de chef pour donner des ordres : sur son chariot, connecté au système central, il est seul et paraît plus « autonome » que naguère³...

Tout change donc et rien ne change. Comme un caméléon, l'entreprise s'est métamorphosée, elle a été configurée à la digitalisation, elle lui ressemble, son organisation matérielle s'est adaptée. Mais ce n'est encore qu'un changement de forme et il reste une inconnue de taille : le *Big data* et la fluidité des relations permettront-ils de réaliser vraiment des profits ou n'est-ce qu'une illusion ? Nous allons voir que, pour que les promesses soient tenues, la société tout entière doit y croire aussi et entrer dans le jeu...

1. Je relève ces slogans sur l'Internet où s'épanouit une littérature considérable en ce

sens, caractérisée par une difficulté parallèle à dire clairement ce qu'est vraiment la digitalisation. Ainsi, dans une étude 2017 de PwC, on peut lire : « Le périmètre couvert par le digital ne cesse d'augmenter. En 2007, lors de la première version de notre étude, le digital était un autre nom pour "informatique". Aujourd'hui la définition est changeante : seuls 29 % des dirigeants considèrent qu'on parle de la même chose. » (pWc, *Global Digital IQ Survey*, 2017, p. 8). En termes clairs, la digitalisation est devenue l'expression de la course à l'innovation sans que l'on sache très bien dire après quoi on court.

2. Dans l'énorme littérature souvent complaisante, qui décrit la digitalisation de l'organisation et du management, l'ouvrage de Cécile Dejoux et Emmanuelle Léon propose une synthèse sérieuse et nuancée : Cécile deJoux et Emmanuelle léon, *Métamorphose des managers à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle*, Pearson, 2018. Voir aussi les travaux académiques développés à l'Université de Louvain (UCL) par Laurent tasKin, « La déspatialisation : enjeu de gestion », *Revue française de Gestion*, 202 (3), 61-76, 2010. Céline donis et Laurent tasKin, « Résistance par l'espace dans le contexte de mise en œuvre de bureaux partagés : une approche par la territorialité », *RIMHE : Revue interdisciplinaire management, homme et entreprise*, vol. 26, no 1, p. 73-85 (printemps), 2017. Un cas d'entreprise a été extensivement étudié par Marie antoine, *Unveiling the Organisational Identity : a spatial approach based on the office. The Case of ores Picardy wallonia transition towards an activity-based workspace*, thèse de doctorat de l'Université de Louvain, 2018.

3. Pour cet exemple, voir Romain CHEVALLET et Pierre-Yves GOMEZ, « Impacts des technologies de l'information sur la santé au travail. Hypothèses et interprétations à partir d'une observation expérimentale », *Revue française de Gestion*, vol. 37, no 214, 2011, p. 107-125.

Nouvelle extension du domaine de la spéculation

La technologie numérique n'a pas seulement envahi les entreprises : elle a submergé la société. Depuis trois décennies, elle a permis d'interconnecter des centaines de millions de particuliers par l'Internet, les ordinateurs et les téléphones mobiles personnels. Les contacts privés et publics ont été élargis par les réseaux sociaux. Sans plan préconçu, par petites étapes, les individus ont eu accès à des quantités infinies d'informations (infinies au regard de la possibilité de les absorber) et à des milliers de points de jonctions possibles. Cela fait désormais partie de notre civilisation matérielle et de notre vie quotidienne.

Dès lors que les particuliers peuvent compiler des informations, mais aussi échanger entre eux sur la valeur ou la qualité des biens et des services, certaines expertises de la technocratie spéculative semblent menacées. Les sites de comparaisons de prix, par exemple, qu'ils concernent les voyages, l'hôtellerie, les crédits ou les transports, proposent une évaluation directe par les usagers, qui n'ont plus besoin de la médiation d'experts ou de conseillers. Or une partie de la technocratie spéculative avait pour fonction d'orienter les flux d'achats ou d'investissements en définissant les normes de qualité et l'échelle des « justes » prix. La voici court-circuitée par des interconnexions directes entre les particuliers, permettant des échanges de données, de connaissances voire des collaborations. À quoi sert donc, dans cette société fluide, une technocratie qui prétend encore administrer la production en établissant les normes de la « juste valeur » ?

Revalorisation du travail non professionnel

Ce qu'on appelle « le travail » est ordinairement réduit au seul travail professionnel, celui qui est effectué dans des organisations productives et donc rémunéré par elles. C'est une erreur d'observation trompeuse, comme Michel de Certeau nous l'a fait comprendre, depuis longtemps déjà¹. Une large part de la vie quotidienne exige notre travail. Travail domestique : gérer une maison, éduquer des enfants; travail associatif : participer à la production de services culturels, sociaux, médicaux ou politiques, sans lesquels notre société n'existerait pas; travail collaboratif : dans un immeuble, un quartier, sur l'internet, qui permet de participer à des projets collectifs; travail du client, sur lequel je reviendrai plus longuement dans le prochain chapitre, et qui consiste à réaliser une part de la production nécessaire à la consommation finale : par exemple, monter un meuble en kit, remplir soi-même

son réservoir d'essence à la pompe d'une station-service ou préparer sur l'Internet un voyage – toutes sortes d'opérations qui pourraient être réalisées par un professionnel et que nous accomplissons par nous-mêmes².

S'il n'est pas intégré dans les statistiques de la production nationale ou de l'emploi, à la différence du travail professionnel, le travail dans la sphère privée n'en représente pas moins un montant considérable de création de richesses sans lesquelles nos sociétés ne pourraient pas fonctionner³. Cette richesse est dite non marchande par les statisticiens de l'économie, parce qu'elle échappe, précisément, à l'évaluation par la technocratie marchande : nous sommes libres de gérer comme nous l'entendons notre maison, de participer à des œuvres associatives, de collaborer ou non à des projets collaboratifs. La gratuité de ces activités les exclut de l'espace marchand, donc du contrôle par les prix – et par la technocratie qui administre la production. Libre veut dire que nous ne sommes tenus par aucune obligation, ni aucun contrat; notre seul engagement est d'ordre moral, il nous lie pour le temps que nous décidons de nous consacrer à telle activité. Ce travail sans rémunération financière, produit néanmoins d'importantes contreparties immatérielles : de la reconnaissance, le plaisir de l'engagement, de la solidarité, de l'accroissement de compétences ou du pouvoir d'agir, etc.

Or la technologie numérique a rendu plus fluide le travail non professionnel : elle a simplifié l'accès aux informations gratuites dont la quantité s'est accrue de manière exponentielle. Elle a permis de connecter les expertises de particuliers et de développer plus facilement le travail collaboratif dans des projets « *open-source* » – Wikipedia ou Linux pour citer les plus emblématiques. Ainsi d'innombrables compétences individuelles ont pu *s'employer* de manière renouvelée dans l'espace non marchand : ici, un bricoleur poste une vidéo sur l'art de fabriquer un objet; là, un cuisinier amateur partage sa recette; partout, des avis sur des voyages, des usages et des expériences se partagent. L'immense bibliothèque de savoir qu'est devenu l'Internet n'aurait pas été possible sans le *travail* de fourmi, minuscule et bénévole, de millions d'internautes. Travail non professionnel qui s'est lui-même enrichi, en retour, grâce à cette masse de contributions – au point qu'il n'est plus rare que la différence entre les compétences professionnelles et celles des « amateurs » s'estompent.

La digitalisation du travail non professionnel a eu, en conséquence, des effets dévastateurs sur l'économie marchande : des éditeurs, des maisons de disques ou des agences de voyages ont disparu du fait de la concurrence insoutenable des internautes qui échangent entre eux les expertises ou les services que les entreprises tarifaient jusqu'alors. Plus généralement, le travail non rémunéré est entré en concurrence avec le travail rémunéré et administré par l'ordre spéculatif. Le même individu a régulièrement le loisir de réaliser à sa guise des activités qui, dans l'entreprise, seraient orientées vers le profit.

La fin du capitalisme ?

Rifkin⁴ fut le premier à souligner que, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, les moyens de production ont été récupérés par une large partie des citoyens. Dans la société pré-capitaliste, les outils, y compris la terre, appartenaient à ceux qui l'exploitaient; tout au moins, ils en avaient une jouissance suffisamment longue pour qu'ils les considèrent comme leur possession. Comme Marx l'a établi, le propre du capitalisme, fut de séparer juridiquement la propriété des moyens de production (les machines détenues par les capitalistes), et les travailleurs (les prolétaires); ceux-ci ne possédaient plus, dès lors, que leur « force de travail » qu'il leur fallait vendre à ceux qui possédaient les machines.

Or la technologie numérique semble changer la donne. Dans une économie digitalisée, les moyens de production sont désormais essentiellement constitués d'ordinateurs et de téléphones mobiles : les uns pour calculer, les autres pour connecter. Dans les faits, en 2017, 81 % des Français sont équipés d'ordinateurs personnels et 50 % s'en servent tous les jours à leur domicile; 94 % détiennent un téléphone mobile dont 74 % un smartphone qui est l'outil le plus utilisé pour se connecter sur l'Internet⁵.

Le taux d'équipement privé est donc très élevé, ce qui n'empêche pas les trois quarts des Français d'être « prêts à adopter de nouvelles technologies ou services numériques : 24 % le feraient “immédiatement” et 52 % “progressivement”⁶ ». La digitalisation, comme spéculation sur les promesses et les prouesses de la technique est entrée aussi dans la vie quotidienne : elle assure aux particuliers que l'usage d'outils numériques est une fin en soi et qu'elle nécessite, à leur échelle, des investissements d'Avenir.

Finalement, les mêmes outils utilisés pour exercer un travail non-professionnel gratuit, le sont aussi dans les entreprises pour créer de la valeur orientée vers la performance spéculative. Les deux sources de la valeur (traitement de données du *Big data* et fluidité des relations) que promet la digitalisation aux entreprises se trouvent ainsi à la portée des microcapitalistes. Dès lors, il n'y a plus de concentration des moyens de production dans les organisations capitalistes mais une diffusion dans toute la société. Le capitaliste de jadis qui détenait jalousement les machines-outils, et donc le pouvoir sur l'organisation du travail et sur le travailleur, n'est plus le seul maître du jeu économique.

Jérémy Rifkin puis les apôtres de la révolution digitale en ont déduit la fin du capitalisme et l'émergence d'un nouvel ordre économique post-capitaliste, du fait de l'abolition de la distinction entre prolétaires et capitalistes⁷.

En quelques années, les promesses de la digitalisation ont été traduites en termes politiques et une espèce d'euphorie révolutionnaire a gagné les débats : les perspectives d'une économie collaborative généralisée signaient la « fin du salariat », des organisations traditionnelles de l'économie industrielle et donc un effondrement inévitable de la technocratie spéculative, celle qui administre et contrôle la production. On a renoué avec la très ancienne revendication abolitionniste, promue par les socialistes autant que par les libéraux, selon laquelle

le salariat est une forme d'esclavage moderne qui doit disparaître au profit d'une société de libres entrepreneurs généralisée. La disruption digitale n'allait-elle pas réaliser cet espoir ? Le programme révolutionnaire socialiste moribond parut ressusciter grâce aux *geeks* libertaires de la *Silicon Valley*.

L'euphorie était tempérée seulement par des débats sur la précarisation de la partie de la population qui n'arriverait pas à entrer dans cette ère de la production microcapitaliste, libre et atomisée. Mais qu'ils aient été pour ou contre cette évolution, on tenait la fin du salariat pour plausible, voire pour inexorable, selon les ultras.

Nouveaux espaces de rémunération

Pourtant, contrairement aux attentes, le travail indépendant a peu progressé dans les pays développés depuis quatre décennies. Il ne représente que 14 % en moyenne de la population active européenne et 12 % de la population des États-Unis en 2016⁸. Son niveau est inférieur à celui des années 1980 (20 %), essentiellement du fait que les petits commerçants, les agriculteurs et les artisans ont périclité. Contrairement aux attentes, aucune tendance claire à la fin des années 2010 ne montre un effondrement du travail salarié au bénéfice d'une multitude d'indépendants.

Mais en revanche, ce sont les données concernant la création de valeur marchande dans la vie quotidienne qui sont troublantes. En 2018, 28 % de la population française a pratiqué l'économie collaborative (contre 18 % en 2016). Or, 78 % y ont recouru pour l'usage *rémunéré* d'un bien ou d'un service auprès d'autres particuliers et seulement 12 % pour un usage *gratuit*⁹. Trois services sont en pointe : le partage de déplacements automobiles (autopartage), l'hébergement à domicile et les services à la personne. En plein essor, on estime que ce volume d'activité pourrait atteindre 570 milliards d'euros en Europe en 2025, dont 85 % rémunéreront les particuliers¹⁰. La tendance est si forte que les centres-villes sont bouleversés parce que les particuliers transforment leurs résidences pour un usage hôtelier rémunérateur, quitte à s'exiler eux-mêmes en périphérie; ou que les pouvoirs publics doivent interdire, comme en France, la possibilité offerte par des plateformes comme Uber pop d'utiliser les véhicules de particuliers comme taxis occasionnels.

Qu'est-ce que cela signifie ? On n'assiste certes pas à la disparition du salariat, mais à l'émergence d'un espace de création de valeur *marchande* et de travail *rémunéré* au sein de la vie quotidienne jusque-là domaine du gratuit. L'Internet reste encore largement le lieu des échanges gratuits d'information ou de services et un combat idéologique entend le maintenir comme tel; mais inexorablement, le capitalisme spéculatif grignote des parts pour l'économie des marchands. Ce qu'on a appelé l'ubérisation, c'est donc moins la fin du salariat que celle d'une certaine économie de la gratuité.

Le microcapitaliste est un micro-travailleur qui s'ignore

Pourquoi les particuliers se laissent-ils gagner par la logique de la rémunération même dans leur espace non professionnel ? Dans la logique du capitalisme en miettes, la réponse la plus évidente est qu'ils y trouvent des possibilités de gains. Comment s'étonner en effet que les millions de microcapitalistes invités à valoriser leur petit patrimoine ne saisissent l'occasion de le faire en utilisant les opportunités offertes par les plateformes d'échange de services ? L'individualisme invite à préférer à la gratuité d'antan des échanges tarifés qui assurent une meilleure exploitation de chaque microcapital, qu'il soit composé de biens matériels, de compétences ou de relations.

Deux types de plateformes permettent une telle valorisation du travail non professionnel : les plateformes de capital et les plateformes de travail. Les premières sont destinées à exploiter le microcapital des particuliers : par exemple, louer une chambre en utilisant une plateforme d'hébergement entre particuliers, une place de voiture grâce à une plateforme d'autopartage, etc. Les plateformes de travail permettent à des particuliers de réaliser des tâches contre rémunération, soit pour d'autres particuliers, soit pour des entreprises : service à la demande et, à la limite, microtâche parcellisée (*crowdworking*) qu'il est possible d'accomplir pour quelques minutes ou quelques heures dans un processus de production définie par un donneur d'ordre (par exemple, traduire un texte ou « liker » à la chaîne des pages *Facebook*, s'abonner à des comptes tweeter en série pour faire grossir le volume des « suiveurs », etc.) ¹¹.

Utile, la distinction entre plateformes de capital et plateformes de travail peut aussi s'avérer trompeuse. Elle laisse entendre que les plateformes de capital permettent une exploitation de microcapital sans qu'aucun *travail* ne soit réalisé. Or, lorsque nous proposons, par exemple, une chambre par le biais d'une plateforme de location entre particuliers, nous exerçons bel et bien un microtravail d'hôtelier : il faut présenter son produit avec goût sur le site de la plateforme, préparer le logement, accueillir les clients, satisfaire leurs demandes, veiller à leur confort, nettoyer après leur séjour, suivre les évaluations postées sur la plateforme... Pour un tel travail, on est rétribué par le prix de la location; on est aussi évalué et noté par les clients selon les normes et les algorithmes définis par la plateforme. Finalement, les plateformes de capital nous intègrent dans un processus de production de services paramétrés, normalisés et contrôlés *par elles*, processus si fluide qu'on finit par l'ignorer, mais auquel il faut répondre pour ne pas en être exclu. Les plateformes de travail, quant à elles, sont moins ambiguës : elles se présentent très clairement comme intégrées dans des processus de production définis par des entreprises.

Il est difficile, par nature, d'obtenir une évaluation de cette extension de l'économie marchande dans la vie quotidienne. On estimait par exemple qu'en 2016, la plateforme d'hébergement Airbnb avait permis le travail rémunéré de 140 000 hôtes en France ¹². Des études américaines montrent que les plateformes de travail remplacent des activités professionnelles et elles compensent en général des pertes de revenus salariés à hauteur 7 %; les plateformes de capital quant à elles permettent d'*augmenter* de 15 % les revenus des particuliers qui les utilisent en travaillant pour

valoriser leur patrimoine ¹³. On assiste donc bien à une marchandisation de services naguère proposés gratuitement dans la sphère privée.

Le capitalisme spéculatif pénètre la vie quotidienne

De tels revenus restent marginaux par rapport à ceux tirés du travail professionnel classique, mais ils concourent à individualiser davantage les performances du travail et des investissements. Des activités non-professionnelles, naguère indépendantes à l'égard de l'évaluation marchande se sont implicitement contractualisées et elles ont été gagnées par la sphère marchande. L'auto-stoppeur ne peut plus prendre aussi aisément que jadis, la place devenue payante quand l'autopartage rémunéré se généralise; l'antique « chambre d'ami » prend désormais une valeur marchande et fait l'objet d'un investissement calculé.

Car dans la logique du capitalisme en miettes, le microcapitaliste trouve un moyen raisonnable de spéculer sur son capital, quitte à élargir le champ de son travail et à devenir un microtravailleur. Dans les grandes métropoles touristiques où le coût de l'immobilier est élevé, les possibilités offertes par les plateformes d'hébergement rémunéré peuvent être intégrées dans le financement des investissements. Habiter une telle ville exige de devenir *hôtelier intermittent* de son propre logement. On spécule de même sur l'achat d'un véhicule ou d'un matériel quelconque qui pourra être rentabilisé par un travail de mise à disposition auprès d'autres particuliers. Ainsi lisait-on récemment dans la presse cet exemple spectaculaire : « À l'occasion de la sortie du tant attendu robot de cuisine premier prix de Lidl, rival du Thermomix, certains consommateurs se sont rués dans les magasins de l'enseigne, créant ainsi des scènes d'émeutes et de cohue dans les rayons. [] Fait intéressant, certains profils sur le site Le Bon Coin proposait dès 11 heures du matin le fameux « Monsieur Cuisine Connect » au double du prix, aux alentours de 600 euros ¹⁴. » Les clients des *hard discounts* spéculent donc en achetant et revendant au double du prix, un modeste robot de cuisine.

Ce n'est pas l'emballlement de la société de consommation qui anime ici les clients, mais les promesses de la société de spéculation; spéculation médiocre comparée à celle qu'opère l'élite spéculative en anticipant les prouesses du futur, mais spéculation tout de même puisqu'on espère encore, à l'échelle des plus humbles, que la dette présente sera absorbée par la valeur marchande créée par l'Avenir. L'esprit spéculatif s'étend ainsi au-delà de l'appareil productif traditionnel.

Mais ce n'est pas tout. Pour que la digitalisation réussisse dans les entreprises, il faut qu'elle exploite le travail du client, et c'est ce qu'il faut examiner maintenant.

1. Michel de Certeau, *L'Invention du quotidien*, Gallimard, 1980, tome II.

2. J'ai présenté les formes du travail non professionnel dans mon ouvrage *Intelligence du travail*, Desclée de Brouwer, 2018.

3. Cf. Delphine roy, « Le travail domestique : 60 milliards d'heures en 2010 », *INSEE Première*, n° 1423, 2012. Le travail domestique est évalué au minimum autour de 200 milliards d'euros en équivalent temps de travail, soit l'équivalent de 15 % du PIB. Le bénévolat dans le secteur associatif représentait près d'un milliard d'emplois équivalent plein-temps en 2019. Le seul travail domestique nécessite entre 12,5 % et 20 % du temps éveillé d'un actif (contre 50 % pour le travail professionnel).

4. Jeremy Rifkin, *L'Âge de l'accès : la révolution de la nouvelle économie*, La Découverte, 2000; *La Fin du travail*, La Découverte, 1996 (édition originale : 1995); *La Nouvelle Société du coût marginal zéro : l'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, Les Liens qui libèrent, 2014.

5. Source : credoc, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », baromètres 2017.

6. CREDOC, *Baromètre du numérique 2017*, p. 174.

7. Affirmation qui est devenue un leitmotiv de la littérature populaire sur la digitalisation. Par exemple : Serge ABITBOUL et Gilles DOWEK, *Le Temps des algorithmes*, Le Pommier, 2017, les chapitres « En finir avec le salariat » et « En finir avec la propriété », p. 66 *sq.*; Stéphane MALLARD, *Disruption*, Dunod, 2018, chapitre 5 : « La fin inéluctable du salariat », p. 89 *sq.*

8. Sources : bureau of labor statistics pour les États-Unis et Eurostat, *Le Travail indépendant en 2017*, pour l'Europe.

9. Source : Credoc, *Baromètre du numérique 2017*.

10. Robert VAUGHAN et Raphael daverio, *Assessing the size and presence of the collaborative economy in Europe*, Etude PwC, 2016.

11. Sur cette économie et en particulier celle des « travailleurs du clic », voir les travaux importants d'Antonio Casilli, notamment Antonio casilli, *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*, Seuil, 2019.

12. Voir l'étude très fine d'Olivia MONTEL, *L'Économie des plateformes : enjeux pour la croissance, le travail, l'emploi et les politiques publiques*, Dares, document d'études, no 213, 2016. Notons au passage que AirBnB est une belle illustration du passage du capitalisme accumulatif au capitalisme spéculatif : lancé en 1967, le premier groupe hôtelier mondial, Accor est devenu propriétaire de 650 000 chambres d'hôtels (Ibis, Mercure, Pullman, etc.). Créée en 2008, la plateforme AirBnB propose 4,85 millions de logements dans plus de 190 pays mais elle n'en possède aucun. Elle spéculé sur l'investissement spéculatif de millions de propriétaires...

13. Diana FARELL et Fiona greig, *Paycheks, Paydays and the Online Platform Economy*, JP Morgan Chase & Co. Institute, février 2016. Diana Farrell et Fiona greig, *The Online Platform Economy : What is the Growth Trajectory ?*, JP Morgan Chase & Co. Institute, mars 2016.

14.<http://www.lefigaro.fr>, 4 juin 2019.

Produire en achetant

Le travail du client

Nous sommes souvent invités à réaliser la dernière étape de la production des biens ou des services que nous achetons. Exemples classiques déjà mentionnés : le montage de meubles achetés en kit – travail professionnel jadis confié à un menuisier –; le remplissage du réservoir d'essence d'un véhicule – travail professionnel accompli à la place du pompiste –; ou encore, dans un supermarché, la sélection de produits, le remplissage du caddy, le scannage des achats à la caisse et leur transport chez soi – tâches jadis réalisées par des professionnels aussi divers que des épiciers, des caissiers ou des porteurs. Ces activités constituent le travail du client ¹.

Ainsi, depuis quelques décennies déjà, le self-service, le faites-le-vous-même et l'achat en kit ont intégré le client dans le processus de production. Le client-travailleur est supposé récupérer, par des prix plus faibles, la valeur économique des tâches qu'il accomplit lui-même pour pouvoir jouir du bien qu'il achète. Son travail est paramétré, l'entreprise définissant soigneusement les procédures pour le réaliser selon des contraintes techniques et des modes d'emploi qui permettent, par exemple, qu'une table de chevet achetée en kit soit montée par le client avec une relative facilité et dans des délais raisonnables. Ce point est important pour la suite : le travail du client n'est accepté que dans la mesure où il reste facile à réaliser, parce qu'il est *normalisé*. Idéalement, il est complètement invisible et il est présenté comme une part ludique de la consommation elle-même.

Intégration du client dans la production digitalisée

Nous avons vu précédemment que, du fait de l'extension du digital, on utilise les mêmes appareils numériques (ordinateurs et téléphones mobiles) dans la sphère privée et dans la sphère professionnelle. En conséquence, ils connectent les deux sphères : les traces que laissent les clients lors de leurs recherches sur l'Internet sont précieuses pour le déploiement de la digitalisation dans les entreprises. Collectées et traitées, elles peuvent mettre au jour leurs goûts, leurs manières de choisir, leurs tâtonnements et le lien qu'ils établissent entre différents biens recherchés. Cela permet, en retour, de leur proposer des produits qui s'ajustent à leurs critères de décision d'achat. Nous retrouvons une des grandes promesses de profits censée accompagner la digitalisation des entreprises : l'exploitation du *Big data*.

Une telle collecte serait économiquement ruineuse si chaque entreprise devait compiler les informations concernant chacun de ses milliers de clients. Avec la

digitalisation, la perspective change et devient fructueuse : il est possible de faire travailler les clients pour réaliser les tâches très coûteuses de collecte d'information sur eux-mêmes. Il suffit d'intégrer adroitement la collecte de données dans leurs actes d'achat.

Ce n'est donc pas la consommation proprement dite qui importe ici, mais le processus d'achat. Dans ce processus, le client réalise trois types d'activités : 1) un *travail de sélection* parmi les innombrables possibilités offertes, notamment sur l'Internet qui oblige à évaluer, comparer et contrôler les informations obtenues; 2) un *travail de documentation* qui conduit à entrer des données sur ses propres attentes pour obtenir en retour des informations sur les produits susceptibles de leur correspondre; 3) un *travail d'évaluation*, d'émission d'avis sur les produits et les services, de notation (indicateurs de satisfaction, « *like* »), de critique – toutes tâches qui permettent de le situer par rapport aux choix des autres clients – et qui, en fournissant de nouvelles informations, auto-alimentent le travail de chacun.

Finalement, les écrans de nos ordinateurs privés ne sont pas seulement des *vitrines* où l'on admire les produits désirables; ce sont aussi des *postes de travail* où nous entrons les données non seulement pour accéder aux produits, pour les obtenir, mais aussi pour les évaluer et pour les rendre plus désirables aux autres.

Mis bout à bout, le travail des acheteurs n'est pas négligeable. Il est inclus dans les trois heures qu'un Occidental moyen passe chaque jour sur Internet, temps passé à choisir, à commander, à évaluer, à comparer les produits avant de se décider à acheter. Ce temps n'est pas perdu pour tout le monde : il permet de produire de l'information sur nos manières de décider, information que les producteurs récupèrent dans le fameux *Big data*.

La fluidification de la consommation

Pourquoi le client accepte-t-il de travailler ainsi dans sa sphère privée ? Ces activités ne sont ni comptabilisées, ni rémunérées. Elles peuvent être compensées par d'hypothétiques prix plus faibles obtenus sur les produits achetés, mais chercher de tels prix contribue aussi à passer du temps et à alimenter le *Big data* sur ses préférences et ses choix...

La seule réponse convaincante à la question précédente me semble la suivante : le client accepte de travailler gratuitement parce qu'il ne sait pas qu'il travaille à la production d'informations sur ses propres goûts. Pour qu'elles soient tolérables, ses activités doivent lui sembler ludiques et le temps passé doit être inaperçu. Sans quoi, l'effort pour acheter viendrait perturber le plaisir de consommer. Pire, comme le relève Hartmut Rosa, il risquerait de s'apercevoir que le temps qu'il passe à travailler devant ses écrans pour sélectionner, pour documenter et pour évaluer des produits, c'est du temps qu'il ne passe pas à jouir de ce qu'il achète, c'est-à-dire à consommer².

Nous saisissons ici pourquoi la fluidité des connexions est censée être la deuxième source de profits attendus de la « digitalisation » des entreprises. Les

producteurs qui attirent le plus de clients réels ou potentiels sur leurs sites, séduisent, par là même, autant de microproducteurs d'information. Pour cela, il leur faut rendre agréables les activités de sélection, de documentation et d'évaluation de manière qu'elles contribuent à la jouissance de l'acheteur. Magie d'une acquisition réalisée par simple clic; plaisir de pouvoir choisir depuis son salon, des produits qui, au bout du monde, semblaient nous attendre; satisfaction d'économiser le temps des files d'attente aux guichets et d'éviter la condescendance des guichetiers; de se sentir maître de choisir et d'être l'objet d'innombrables sollicitations; et enfin, garantie, si on n'est pas satisfait des produits obtenus, de les rendre sans délais ou de les écouler facilement sur des sites de reventes en ligne qui prospèrent à leur tour...

À quoi sert l'exploitation du travail des consommateurs

Tout se synchronise donc encore une fois : si la fluidité des connexions prétend accroître les profits des entreprises, c'est parce qu'elle permet de faire travailler les clients gratuitement et sans qu'ils s'en rendent compte. Le souci des experts du digital est d'assurer ce type d'achats faciles (en un clic) et plaisants; ils entrent en complicité avec les clients, en s'intéressant à ce que les *marketers* appellent désormais *l'expérience consommateur*, ensemble de ressentis et de menus plaisirs qui enveloppent et déterminent l'acte d'achat proprement dit.

En produisant des informations sur son processus d'achat, en le mettant à disposition d'autres internautes, le client est créateur de valeur, même quand il ne conclut pas son achat; cette valeur est récupérée par l'entreprise. Avec la digitalisation, le pari spéculatif du capitalisme est de miser sur le fait que, grâce au microtravail des clients, l'exploitation des données massives qu'ils procurent permettra aux entreprises de si bien connaître leurs manières de choisir, qu'à terme, les visites sur les sites Internet se traduiront *mécaniquement* par des actes d'achat.

« Greffés à nos écrans, les classements, palmarès, compteurs, cartes, recommandations et notes de toutes sortes figurent les pointes émergées de la calculabilité des traces de nos activités. À partir de données toujours plus inattendues (déplacements, tickets de caisse, clics sur Internet, consommation électronique, temps de lecture d'un livre sur les tablettes électroniques, nombre de pas enregistrés par un podomètre), les algorithmes chiffrent le monde, le classent et prédisent notre avenir³. » Les prouesses du *Big data* permettent d'espérer que les investissements engagés aujourd'hui dans la digitalisation des entreprises seront un jour financés par l'explosion des ventes, et que le futur rendra ainsi dérisoires les dettes du présent.

L'erreur de Rifkin (et de ses épigones)

Ils déchantent donc ceux qui attendaient de la digitalisation une révolution sociale, une sortie du capitalisme grâce à la diffusion des moyens de production dans toute la société. Celle-ci a plutôt soutenu, au contraire, le déploiement du capitalisme

spéculatif. Les ordinateurs et les téléphones mobiles n'ont pas servi à échapper à la technocratie, mais à brancher les consommateurs sur elle. L'enthousiasme autour du post-capitalisme et de la fin du salariat a fait long feu.

L'erreur d'analyse s'enracine, me semble-t-il, dans une lecture trop rapide, mais courante, de Marx, dont James Burnham avait pressenti les limites, comme je l'ai monté au chapitre III. Cette lecture oppose strictement le capital au travail, ou, en termes marxistes, le capitaliste au prolétaire. Tout se jouerait dans la *propriété* des moyens de production : il y a ceux qui les détiennent (les capitalistes) et ceux qui n'en ont pas (les prolétaires). En se fondant sur une telle opposition, la digitalisation qui étend la propriété des moyens de production à des millions de particuliers, ne pouvait qu'éteindre le prolétariat, donc le capitalisme en tant que système d'exploitation.

Or le capitalisme, ce n'est pas essentiellement cela : c'est d'abord, comme nous l'avons vu, une *technocratie* qui détient le pouvoir de dire comment on doit *rationnellement* établir la valeur des choses; ce pouvoir s'applique autant à la *valorisation* du capital qu'à celle du travail. En déterminant le prix de l'un et de l'autre, il oriente à la fois le financement (les grands flux d'investissement) et la production pour rendre profitable le financement (la performance du travail). Le capitalisme ne se réduit donc pas à une question de propriété et même les propriétaires du capital sont subordonnés à ceux qui ont la faculté *de lui donner une valeur*. À une période de son histoire, le capitalisme fut accumulatif, et ceux qui possédaient le capital composaient et administraient la technocratie. C'est ce capital que Marx décrit. Symptomatiquement, il évoque toujours *l'entrepreneur-capitaliste* plutôt que les actionnaires. Dans cette période historique, en effet, ceux qui *orientaient* l'activité et ceux qui *possédaient* le capital étaient les mêmes. Mais, il ne s'agit là que d'une forme particulière de la technocratie et donc une forme du capitalisme. Depuis les années 1970, c'est une technocratie différente, spéculative, qui administre les flux de capitaux dans l'esprit nouveau que nous avons découvert dans cette enquête.

L'erreur de Jérémy Rifkin et de ses épigones est d'avoir sous-estimé cette métamorphose de la technocratie sous-jacente au capitalisme. Ils ont cru, en conséquence, que dès lors que les microcapitalistes possèdent des moyens de production numériques, ils sont libérés des déterminations du capitalisme. Or rien de tel, car la valorisation, même de leur microcapital, est restée soumise à la technocratie spéculative qui a continué aussi à administrer le prix de leur micro-travail : on l'a vu au chapitre précédent, en permettant de commercialiser une partie du travail gratuit exercé dans la vie quotidienne; on l'a vu encore dans ce chapitre, en récupérant la valeur créée par l'acheteur et censée rendre *profitable* la digitalisation *des entreprises*.

Sous les pavés numériques, les intermédiaires

Mais il y a plus. La diffusion de certains moyens de production dans la société ne

raconte que la moitié de l'histoire; l'autre moitié, c'est que la digitalisation suppose aussi une énorme infrastructure industrielle pour assurer les interconnexions entre les particuliers (et donc l'exploitation du travail non professionnel, y compris celui du client). Sans gestionnaires de câbles ou de fibres optiques, pas de réseaux; sans producteur de bases et de moteurs de recherche, pas d'échanges entre particuliers; sans algorithmes de traitement des flux, pas d'informations faciles à obtenir; sans concepteurs de normes et de règles d'usage, pas de confiance entre particuliers dans la durée. Les internautes sont connectés par des interfaces qui autorisent et orientent jusqu'à l'usage de leurs ordinateurs et de leurs téléphones. Sans ces puissants intermédiaires, la digitalisation de notre vie quotidienne aurait été impossible.

Nous retrouvons ici l'industrie numérique sur laquelle nous avons vu que l'élite technocratique a misé pour se sortir de la crise de 2008⁴. Devant la nouveauté que représentait la diffusion des ordinateurs et des téléphones mobiles dans le public, la technocratie spéculative a flairé que *la maîtrise des réseaux* assurerait le contrôle de la production. Aussi a-t-elle orienté massivement les financements vers les intermédiaires de la digitalisation : le commerce électronique; les plateformes Internet; les outils (paiements électroniques, *[clouds]*) et les contenus numériques (multimédia et divertissement, fournisseurs d'informations et de données); l'informatique (matériel et logiciels) et le transport des données). Ces secteurs se sont concentrés et ont donné naissance à des géants mondiaux.

Si bien que les microcapitalistes ne détiennent finalement qu'une petite partie des outils de production numérique : ils n'ont pas la main sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les réseaux, les plateformes et les applications indispensables à l'usage de leurs outils. De ce point de vue, quand ils travaillent comme clients, ils sont des micro-prolétaires sous l'apparence de microcapitalistes.

Mais comment les intermédiaires de la digitalisation peuvent-ils être économiquement viables en gérant ce qui s'apparente à des infrastructures publiques ? Leurs revenus sont principalement de trois ordres : 1) ils font payer directement par les consommateurs l'usage de leurs services en prélevant des commissions ou par des abonnements; 2) ils les financent par de la publicité ou par des subventions payées par les entreprises qui veulent capter l'attention de leurs clients; 3) ils récupèrent et vendent les informations procurées gratuitement par les utilisateurs à des entreprises qui rêvent d'exploiter leur *Big data* pour dégager les profits espérés de la digitalisation⁵.

Dans tous les cas de figure, les intermédiaires contrôlent l'usage des réseaux et l'accès aux masses d'informations qui s'y échangent et que les entreprises ont intérêt à utiliser. Le système ressemble à celui des péages et octrois médiévaux qui obligeaient à verser des taxes à ceux qui maîtrisaient les infrastructures de communication (routes, ponts, portes des villes, etc.). Désormais ces infrastructures sont numériques. Pour que les particuliers et surtout les entreprises puissent y avoir accès, ils doivent payer des droits sous forme de publicité, de subventions ou de rachat de données. D'où une source de profits pour les intermédiaires, sans doute la plus prometteuse, puisqu'elle se fonde sur l'exploitation du travail gratuit de

milliards d'inter-nautes et dont le produit est revendu à l'économie « classique » : une illustration de plus, dans le cadre du capitalisme spéculatif, que l'économie de marché est une économie de *marchands*.

Spéculation totale

Ici encore, pas de complot ni de calcul. Le labyrinthe spéculatif se construit par l'action de millions d'individus coordonnés par leur croyance commune dans les promesses de la *digitalisation*. La technocratie spéculative fait le reste. Elle synchronise le client à l'appareil productif en jouant sur son désir inépuisable et mimétique; et les entreprises dans leur besoin de rentabiliser leur « digitalisation ».

Ceux qui interprètent ces transformations économiques et culturelles comme une espèce triomphe de l'internaute-consommateur se trompent donc. Ils raisonnent toujours comme si on pouvait opposer le capital au travail, l'espace privé à l'espace professionnel, le travail à la consommation. En réalité, le travail dans l'entreprise se poursuit dans la sphère privée, avec les mêmes outils technologiques et pour réaliser des objectifs de performance financière globale qui dépassent le consommateur-travailleur.

Si, pour s'y opposer, celui-ci arrêtaient son travail de client, le pari fait sur la digitalisation des entreprises ne pourrait plus être tenu. Alors, faute de profits tirés de nos achats pilotés par le *Big data*, le grand bazar devrait fermer. Les prouesses espérées de la digitalisation s'évanouiraient; les valorisations des champions de la digitalisation seraient anéanties; la promesse selon laquelle le futur rendra dérisoires les dettes du présent serait intenable. Mais avec elle finirait aussi les délices de la consommation fluide, les spéculations de l'acheteur sur les opportunités que le futur semble lui avoir préparé; et, en définitive, disparaîtrait l'illusion narcissique d'acheter des biens et des services qui, bien que produits en masse, ne semblent élaborés que pour lui seul...

1. Marie-Anne duJarier, *Le Travail du consommateur. De McDo à eBay : comment nous coproduisons ce que nous achetons*, La Découverte, 2008. Je parlerai ici du travail du client et non du consommateur, car c'est dans l'acte d'achat que se réalise un tel travail et non dans la consommation elle-même. Je remercie Gilles Marior d'avoir attiré mon attention sur ce point important. Ce chapitre doit beaucoup à sa relecteur précise et amicale.

2. Hartmut rosa, *Aliénation et accélération*, La Découverte, 2012.

3. Dominique cardon, *À quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure du Big data*, Seuil-République des idées, 2015, p. 12.

4. Cf. chapitre 9.

5. Nicolas COLIN et Henri VERDIER, *L'Âge de la multitude : entreprendre et gouverner après la révolution numérique*, Armand Colin, 2012. Voir aussi

l'intéressante étude de Fabernovel sur le modèle Uber :
<https://www.fabernovel.com/insights/economie/uber-the-transportation-virus-2>.

Narcisses au travail

Revenons dans l'entreprise en pleine digitalisation. Puisque le travail nécessaire à l'entreprise se déploie aussi dans la sphère privée, la proposition inverse est nécessairement vraie : les activités dans la sphère privée se poursuivent aussi dans l'entreprise. L'étanchéité des deux mondes est désormais révolue, séparation qui constituait jadis la société industrielle accumulative en distinguant le travail et les loisirs, l'espace public et l'espace privé, le temps professionnel et le temps personnel.

C'est la même personne qui exerce dans des espaces différents mais avec des outils identiques, des activités complémentaires, qu'elles soient non professionnelles ou professionnelles. Ce qu'on réalise chez soi devant des écrans, on le produit aussi dans l'entreprise, devant d'autres écrans; les plateformes auxquelles on est relié ici sont souvent les mêmes que celles qui nous connectent là. Le travailleur poursuit donc des activités privées au sein de l'entreprise. Cela va de la réception de messages, à la prise de rendez-vous personnels, aux jeux ou aux achats sur Internet. En sens inverse, le même travailleur prolonge chez lui ses activités professionnelles. Il n'est plus rare que l'on traite des dossiers et des messages en soirée, en fin de semaine ou en vacances, et il faut des régulations publiques comme la loi Travail de 2016 en France, pour assurer un *droit à la déconnexion*.

Évaluer le travail selon les heures passées « en entreprise » est devenu impossible et même inefficace, du fait de la fluidité des activités numérisées. Un tel effacement des frontières nécessite de nouveaux modes de management. Comme pour le consommateur, le défi que le gestionnaire doit relever à l'égard de ses collaborateurs, c'est de capter leur *attention*.

Le client en entreprise

Le travailleur en entreprise est désormais habitué, en tant que *consommateur-travailleur* au confort des plateformes d'usage aisé, aux connexions faciles et au travail de sélection, de documentation et d'évaluation fluide. Il lui devient pénible d'accepter, dans l'entreprise, des outils lents ou inefficaces; des interconnexions approximatives; des plateformes peu conviviales ou des informations qui ne sont pas immédiatement compréhensibles.

Il ne me semble pas nécessaire d'imputer ce phénomène à une irresponsabilité croissante des collaborateurs ou aux caprices d'une supposée génération nouvelle¹, ou encore à une « crise de la valeur travail ». Le travail est au contraire partout, chez soi, en tant que client, dans l'entreprise... Mais on se comporte comme professionnel

avec l'esprit du client habitué à travailler pour acheter d'un clic, à réagir dans l'émotion du désir et à voir son attention décliner à mesure que les sollicitations se font plus nombreuses. Si les valeurs du travail se modifient, c'est essentiellement parce que la production n'est plus cloisonnée à l'espace clos du travail professionnel qui en fixait jadis les règles dans des communautés de travail.

D'où une attente d'activités aisées et ludiques qui ressembleraient à celles du consommateur. Au temps du capitalisme accumulatif, un entrepreneur ou un ouvrier pouvait se vanter d'avoir travaillé beaucoup et durement, pour réussir un projet ou une tâche. Il jouissait de la victoire sur les contraintes parce qu'elle était certifiée par le rude effort accumulé. Au temps du capitalisme spéculatif, le prestige d'une telle exigence est incompréhensible; c'est au contraire l'absence d'effort apparent, les opérations d'allures faciles et légères qui manifestent que la vie au travail est de qualité. Il n'est pas question de « valeurs perdues », mais de « nouvelles valeurs » du travail, celles que la société matérielle spéculative a rendues désirables.

Statut du travail dans l'entreprise digitalisée

Dans l'entreprise-tableur, la financiarisation a hypertrophié, on l'a vu, la performance objective du travail, c'est-à-dire l'atteinte d'un objectif prescrit². Réduite au résultat financier lui-même déterminé par les promesses de gains, la valorisation des efforts se mesure par la contribution individuelle à l'objectif global : temps consacré à une tâche, gains réalisés, niveau quantifiable de satisfaction des clients, etc. Par le truchement des algorithmes paramétrés par la technocratie spéculative, cela est traduit en retours sur investissement, en croissance des ventes et des profits. Le travail réel est interprété à travers des écrans, des ratios, des *reportings*, des normes, des paramétrages et, au bout du compte, des primes individuelles.

La digitalisation n'a pas révolutionné la technocratie spéculative, mais elle l'a enrichie pour qu'elle serve aussi les promesses du digital. Les gardiens de la mesure et du chiffre continuent donc de produire leurs ratios et d'établir leurs procédures. En revanche, la digitalisation a hypertrophié la dimension *subjective* et individuelle du travail. Les causes en ont déjà été suggérées : 1) le travailleur se réalise aussi comme un travailleur non professionnel (y compris comme client) indépendant de l'entreprise, tout aussi efficace, mais plus libre; 2) les activités numériques permettent une plus grande individualisation des tâches parce qu'elles sont coordonnées par des plateformes de gestion des informations; 3) en retour, elles accentuent encore la porosité entre l'entreprise et la vie privée de chacun.

Le salarié *microcapitaliste* cherche à se valoriser dans l'entreprise comme il le fait ailleurs. Il lui importe de savoir si les activités qu'on lui propose assurent un rendement suffisant de ses propres efforts en termes de rémunération, d'accroissement de ses compétences, mais aussi de jouissances et d'intérêt. Il se considère comme un capital *humain* valorisable et il compare son travail avec celui qu'il pourrait réaliser dans d'autres espaces, qu'ils soient professionnels ou non

professionnels. S'il n'y trouve pas son compte, il quitte l'entreprise sans états d'âme ou, le plus souvent, il se met en grève.

La grève individuelle

Les statistiques semblent montrer que la grève n'est plus la modalité privilégiée de revendication sociale comme elle le fut jadis dans les pays développés. En France par exemple, le nombre de journées individuelles de grève pour 1 000 salariés est passé de 363 à 69 entre 1996 et 2015³. Mais il s'agit d'un

trompe-l'œil. Les jours de grève supposaient, jusqu'à présent, la suspension *collective* du travail; et, de manière patente, leur nombre a décliné. Les salariés ont-ils abdiqué pour autant toutes autres manières d'exprimer leurs revendications en cessant leurs activités ? Il ne me semble pas.

Car ils disposent d'autres moyens d'arrêter leur travail, des moyens plus adaptés à l'esprit individualiste narcissique du capitalisme spéculatif : 1) la grève du zèle qui consiste à appliquer strictement les normes définies par le management. Or le travailleur crée de la valeur parce qu'il sait *adapter* les prescriptions générales de travail aux situations concrètes. La grève du zèle est un moyen de bloquer l'activité en appliquant les règles de l'entreprise avec une trop scrupuleuse rigueur : « Ceci ne concerne pas mon service », ou « Ce n'est pas dans mes attributions », ou encore « Je ne suis pas autorisé à le faire ». 2) La démobilisation : à l'ardeur de ceux qui exigent la mobilité et la performance répond la masse placide de ceux qui considèrent leur activité professionnelle comme potentiellement toxique au point qu'ils préfèrent s'en mettre à distance en n'assurant que le minimum d'efforts permettant d'atteindre l'objectif demandé; ils se moquent des discours mobilisateurs et des messages galvanisant des communicants du management; ils ne s'engagent pas au-delà du nécessaire. 3) L'absentéisme est une troisième manière de faire « grève » en usant des possibilités légales de prise en charge des arrêts de travail. Le taux d'absentéisme en France est de l'ordre de 3,2 %, comparable avec celui de l'Allemagne et des autres pays européens. Partout, la cause officielle de l'absentéisme est la maladie. Néanmoins, les enquêtes montrent que les facteurs qui favorisent les pathologies effectives de tous ordres sont, par ordre décroissant : la mauvaise qualité de vie au travail, la santé liée au travail et la santé personnelle du travailleur ou celle de ses proches⁴. En d'autres termes, le salarié utilise aussi les possibilités de l'arrêt-maladie pour réguler une intensité de travail trop forte ou une dégradation réelle ou perçue des conditions de ses activités.

Désengagement, indifférence à l'organisation ou absentéisme définissent une nouvelle forme de grève que j'appelle la grève individuelle. Mis bout à bout, ses impacts cumulés, auxquels s'ajoutent ceux de la rotation accrue du personnel ou des charges directement liées aux maladies professionnelles, perturbent la production, d'autant plus quand celle-ci est complexe, sensible aux délais et aux flux continus. Échappant aux observateurs, la grève individuelle n'est donc pas moins dérangeante que les grèves collectives de jadis, et elle peut l'être davantage par sa dimension

aléatoire, non organisée et donc plus difficilement négociable. Elle exige des solutions individualisées d'autant que l'esprit du capitalisme spéculatif l'encourage d'une certaine manière : dans le mouvement brownien de l'économie spéculative, le collaborateur aussi devient fuyant. Comment des organisations en transformation permanente peuvent-elles attirer et fidéliser des travailleurs quand tout autour d'eux se veut liquide et insaisissable, et que lui-même est un individu narcissique ?

Promouvoir le bonheur privé au travail

D'où le mantra, répété inlassablement depuis des décennies désormais : il faut mettre le collaborateur au cœur de l'entreprise. Sans surprise, plus les frontières de l'entreprise sont devenues floues et l'individualisme généralisé, plus « l'être humain » a été convoqué en son centre. L'esprit du temps veut que la reconnaissance de son apport en tant que travailleur se résume à un critère : c'est un individu *qui a de la valeur*. Une valeur nécessairement spéculative. Tour à tour, les modes managériales l'ont baptisé « ressource rare »; « talent »; « haut potentiel », voire « haut potentiel intellectuel » (HPI ou « zèbres »).

Il importe qu'il fasse en tant que collaborateur une *expérience* au travail qui honore sa personnalité. Son « bonheur au travail », affaire naguère éminemment privée, doit désormais concerner le gestionnaire⁵. Sous la menace diffuse de la grève individuelle, l'épanouissement personnel des collaborateurs est devenu un des objectifs du management et il a même donné naissance à la fonction spécifique de « responsable du bonheur » : le *chief happiness officer* (CHO).

Il s'agit d'opposer, à la culture de l'individu narcissique hors de l'entreprise, non une culture inverse, mais la culture qui le flatte davantage : c'est en tant que Narcisse que l'entreprise l'accueille, de la même manière qu'elle accueille le client, au terme de ce que les gestionnaires appellent la « symétrie des attentions ».

Mais nous restons dans le cadre de valorisation déterminé par la technocratie spéculative. Donc l'attention au sujet est proportionnelle à sa valeur intrinsèque en tant que microcapitaliste. Plus celle-ci est élevée parce que ses compétences sont rares, ses diplômes prestigieux ou son réseau social dense (toutes choses qui ont une valeur spéculative), plus la « qualité de vie » ou le « bonheur au travail » est le souci de ses chefs. Ce qui ne l'empêchera pas, bien au contraire, de rester potentiellement infidèle, infidélité stimulée par le discours managérial qui magnifie son excellence *individuelle*.

En revanche, quand la valeur capitalistique du travailleur est faible, sa qualité de vie au travail bénéficiera surtout des obligations légales et des retombées des politiques mises en œuvre pour soigner les élites, ce qui n'est certes pas rien : par exemple, des services à la personne (conciergerie d'entreprise, garderie, etc.), des horaires plus souples, un management plus décontracté voire bienveillant car, dans une culture narcissique généralisée, une large place est faite aux ressentis subjectifs et aux émotions personnelles dans les relations d'autorité.

Au sommet de la hiérarchie, l'hypertrophie du subjectif favorise donc les hauts

salaires, les rémunérations symboliques de toutes formes, la « starification » des gagnants; en bas de l'échelle, dans l'invisible masse des travailleurs de la fluidité (logistique, transports, propreté, sécurité, etc.), les bénéfices du travailleur sont plus modestes, mais l'esprit de Narcisse l'anime encore, parce que c'est l'esprit du temps. Et le livreur, la femme de ménage, l'agent de sécurité font, comme chacun, leurs calculs spéculatifs individuels. La rotation annuelle du personnel dans les entreprises de main-d'œuvre peu qualifiée peut se situer aujourd'hui entre 60 et 90 %⁶.

Atrophie du collectif et coordinations technologiques

Par un effet de vases communicants, l'hyper-trophie du subjectif s'est répercutée sur la dimension *collective* du travail. Le partage de l'espace physique était, pendant longtemps, indissociable d'une communauté de travail. Sans espaces communs stables, les ajustements qui fondent la solidarité, l'écoute et les « coups de main », les microrégulations interpersonnelles paraissaient impossibles. Mais dans l'entreprise digitalisée idéale (l'entreprisetablette), le travailleur est supposé se brancher sur un réseau, pour extraire et donner l'information sur la production qui lui est confiée. Le travail collectif est subordonné à la structure technologique qui relie les individus entre eux, selon des procédures et des algorithmes qui déterminent les modalités de leur collaboration : mise en commun d'information, partage de fichiers à distance, utilisation d'application de connexions, réunions virtuelles, etc.

L'esprit du capitalisme spéculatif n'exclut donc pas la coopération. Bien au contraire, il la promeut parce qu'elle est nécessaire du fait de l'hypertrophie du subjectif que j'ai évoqué plus haut. Il la prescrit, en conséquence, dans un cadre administré et formaté : l'organisation planifie les rencontres physiques, elle commande les techniques et crée les applications pour ajuster les activités et relier les individus. Comme dans l'espace de travail non professionnel, chacun y laisse des « traces », y compris des commentaires, des avis ou des notations sur ses collègues. Le contrôle collectif que permettait *l'open space* (chacun pouvant voir ce que fait chacun) se décalque dans les réseaux numériques (chacun peut retrouver ce que chacun a fait).

La solidarité informelle fait ainsi place à la coopération administrée et digitalisée. Dans son entreprise, Narcisse est plus autonome, il travaille davantage à son rythme et en fonction de son énergie; mais il est aussi soumis aux algorithmes communs qui enregistrent ses performances, qui alignent ses rythmes et qui intensifient ses objectifs. Dans les formes, il se sent mieux considéré; en même temps, il sent que la machine économique est, elle aussi, autonome; qu'elle est, en réalité, indifférente à sa personne; qu'il pourrait disparaître sans qu'elle ne s'en aperçoive; et qu'elle l'emporte vers un Avenir dont il ne maîtrise pas vraiment le sens.

1. Les nouvelles générations, tour à tour baptisées de générations X, puis Y et Z, ont donné lieu à une abondante littérature. L'interprétation des transformations culturelles que je formule ici n'a pas besoin de recourir à l'hypothèse générationnelle. D'une part, parce que l'existence d'un comportement identique pour une génération considérée comme une classe d'âge est discutable et qu'il existe sans doute autant de différences intragénérationnelles qu'intergénérationnelles; d'autre part, parce que les mutations du travail que je décris ici sont observables chez les salariés de tous âges; les plus jeunes ne semblent davantage concernés que par un effet de loupe : nés avec la digitalisation (*digital native*), ils n'ont pas connu d'autres représentations du travail, alors que les plus anciens peuvent encore devoir affronter certains conflits d'interprétation, sur le « travail bien fait » par exemple. Mais dans les prochaines décennies, sur la lancée du capitalisme spéculatif, tous les salariés considéreront comme « naturelles » la logique de la financiarisation et celle de la digitalisation, et donc les comportements au travail qui en résultent : ils n'en auront pas connu d'autres.

2. Voir Pierre-Yves Gomez, *Le Travail invisible*, chapitre 12 sq.

3. Source Dares, *Enquête annuelle Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur le dialogue social en entreprises*, 2017. Chiffres donnés hors secteur des transports.

4. Voir DARES, *Conditions de travail*, Enquête 2019. Fabien piazzon, *Absentéisme : alerte rouge. Panser et repenser le Travail*, Ayming Institute, 2018.

5. On recense depuis 2013 la publication d'une douzaine de livres en français sur la question, avec des titres aussi évocateurs que *Happy RH. Le bonheur au travail. Rentable et durable* de Laurence vanhée (La Charte, 2013); *Osez le bonheur au travail* ou *Le bonheur au travail : 10 techniques imparables pour être épanoui au bureau* de Virginie de lutis (50.minutes.fr, 2015).

6. Observations personnelles dans les secteurs de la propreté et de la logistique.

Vain souci de la dette

Place grandissante de l'individu autonome, narcissique au sens où il se voit comme un miroir du monde; interconnexion des individus autonomes par des médiations techniques (plateformes, réseaux, applications) administrées par la technocratie spéculative : le capitalisme spéculatif a produit, depuis un demi-siècle une manière de « vivre-ensemble » qui lui est propre et qui traverse toute la société. C'est elle que je propose d'explorer dans ce chapitre.

Un labyrinthe sans architecte

L'individualisme narcissique couplé à l'hyper-coordination technocratique anime le travail professionnel ou non professionnel, autant que l'activité de la technocratie spéculative ou le travail des clients pour organiser leur vie quotidienne : voyages, loisirs ou relations sociales. Ainsi, dans des pistes de danse géantes, des milliers de personnes s'agitent à la fois individuellement et sur les mêmes rythmes; sur les sites touristiques, des milliers de touristes vivent les mêmes aventures régies par les mêmes agences; des millions de salariés travaillent de manière autonome pour réaliser la même performance financière et des milliards d'inter-nautes regardent seuls des écrans en se branchant sur les mêmes réseaux sociaux. Combinaison de particules prises dans des structures normatives et techniques et aimantées par l'Avenir, telle est la matrice de la société spéculative, dans toutes ses dimensions, sociales, économiques et culturelles. Chacun s'y croit suffisamment autonome et il l'est – à sa hauteur de vue.

Il est simpliste d'imaginer que les individus sont totalement contraints par le « système » normatif et technique, et que, hors de lui, ils seraient *vraiment* autonomes. De fait, ce qu'on appelle l'autonomie (ou la liberté *individualiste*) dans l'esprit moderne, n'est réalisable que dans la mesure où il existe des interconnexions structurantes qui autorisent une telle autonomie en la synchronisant avec celle des autres. Ainsi, si un salarié est plus « autonome » que jadis, c'est parce que des plateformes, des *open space*, des notations ou des ratios de performance, permettent et déterminent à la fois son « libre » travail : sans cela, la production collective que suppose une entreprise ne serait pas possible. De même, le client-travailleur peut fureter dans le grand bazar de l'Internet parce des organisations ont produit les allées et les vitrines du labyrinthe où il se perd et se retrouve comme acheteur.

Plus encore, c'est la participation, inconsciente ou non, de la multitude des particules élémentaires, autonomes mais disciplinées par les mêmes techniques, les mêmes discours et les mêmes objectifs d'Avenir, qui *fabrique* l'infrastructure... qui

les interconnectent. Une piste de danse ne serait qu'une plateforme insignifiante sans les danseurs formant ensemble la masse qui donne du sens à leurs performances individuelles; de même en est-il de chaque consommateur-travailleur alimentant le *Big data* qui déterminera ses propres achats; de chaque salarié qui lit ses messages numériques et leur répond en tout lieu, en tout temps, autonome, certes, mais dépendant du rythme et de l'intensité du travail des autres. Le labyrinthe du capitalisme spéculatif n'a pas de Grand Architecte, mais des ouvriers innombrables qui montent, à leur échelle, les murs et les corridors.

Une nostalgie : la perte de sens

L'un des constats les plus communs est de relever *la perte de sens* dont chacun se plaint. Perte de sens au travail quand on ne sait plus à quoi servent les activités que l'on mène ou les efforts exigés aujourd'hui, ignorés le lendemain; ou quand le contenu du travail n'est plus clair, la raison d'être des entreprises incertaine ou factice. Perte de sens dans la vie quotidienne, quand chacun se replie derrière son écran pour communiquer avec des anonymes ou s'enquérir d'informations futiles pour, finalement, se perdre dans le dédale des réseaux sociaux; ou quand ces réseaux mettent en relation, par le truchement d'une technologie gigantesque, des personnes qui se seraient connues directement si elles avaient pris la peine d'écouter l'autre qui est là, tout proche; quand la consommation est devenue si facile, si abondante, si absorbante qu'elle rend écœurant jusqu'au désir de consommer; ou quand les informations sont vraies ou fausses, selon les jours et les sites que l'on parcourt, les *fake news* rendant définitivement suspect ce que signifie une « vraie » information; perte de sens dans la vie sociale quand les avis divergent en tous sens, que les débats sont remplacés par des polémiques, et que les décisions semblent prises ailleurs, sans qu'on ne sache où, dans le labyrinthe global où tout semble lié.

Mais du point de vue de l'esprit du capitalisme spéculatif, ce désir de trouver du sens n'est que vaine nostalgie. Car pour lui, il *n'y a pas de sens à trouver*. L'Avenir donne la direction, et cette direction est, nécessairement, celle que l'Avenir produira. Ses prouesses nous attirent. L'amélioration des conditions de la vie est certaine; ce qui ne l'est pas encore, c'est la forme qu'elle prendra. L'esprit malin du capitalisme spéculatif interprète à sa manière le vers célèbre d'Hölderlin, « *Là où est le péril, croît aussi ce qui sauve* », et il dit : si nous prenons effectivement les risques de l'innovation, de la remise en cause, des défis des transformations permanentes, des paris sur la technique, nous bâtirons un monde totalement différent du nôtre. Non pas le meilleur des mondes, mais, assurément, un monde *meilleur*. Le mieux restera toujours la marque du futur.

L'esprit du capitalisme spéculatif nous souffle que vouloir maîtriser le sens de ce que nous réalisons aujourd'hui, c'est garder nos pieds collés au monde ancien, accumulatif et lent; c'est perdre l'optimisme tonique des visionnaires; c'est manquer de confiance à l'égard des élites qui sont au cœur des innovations, des entrepreneurs prophétiques, des marchés-quine-se-trompent-pas, de la puissance énorme et

rassurante des financements orientés vers l'avenir le plus prometteur. C'est manquer de foi. Quand l'unique sens possible de l'Histoire est celui que trace la technocratie spéculative dans laquelle nous sommes absorbés, pourquoi exiger encore du sens à l'échelle individuelle ou à celle, plus vaine, des vieilles communautés ?

Les communautés contre l'individu

Car l'esprit tonique du capitalisme spéculatif abhorre, nous l'avons déjà pressenti, les communautés traditionnelles, celles qui représentent l'« ancien monde » : familles, syndicats, cercles patronaux, artisans compagnons, religieux de tous bords, tout ce qui traduit l'attachement à un groupe suffisamment stable pour définir des « valeurs » communes et déterminer, en se fiant à elles, les comportements des individus qui en sont membres. Comment comprendre que le capitalisme spéculatif exige une société individualiste sans communautés intermédiaires ?

On se souvient que le propre d'une *technocratie* est de s'approprier le pouvoir d'administrer la « juste valeur » des choses ¹. Elle produit les normes et les outils pour définir la rationalité du prix du capital comme celui du travail, des objets comme des services. Or j'ai rappelé dès le début de cette enquête qu'en régime précapitaliste, les communautés traditionnelles (famille, village, cités, tribus, clans) formaient d'innombrables sous-espaces sociaux qui établissaient la valorisation des biens ou des services : ce qui devait être donné ou vendu, le prix juste, les normes de vie commune, etc., étaient définis dans des espaces étroits où on fabriquait l'essentiel de ce qu'on consommait. Les échanges étaient confinés mais aussi contrôlés selon des « valeurs » religieuses ou civiles. Le « juste prix » des choses ici pouvait être différent ailleurs; le travail bien fait, la division des tâches, la répartition des terres, la manière de fabriquer ou de recevoir dépendaient des pratiques communautaires locales. Le monopole de la technocratie serait donc contredit par la persistance de telles communautés. Cela semble évident mais l'explication reste trop générale : elle n'est pas adaptée aux caractéristiques du capitalisme *spéculatif*. Il faut donc aller plus loin.

Le philosophe italien Roberto Esposito a suggéré de manière convaincante, que le principe anthropologique qui fonde une communauté, c'est la reconnaissance d'une *dette* partagée par les membres du groupe ². Selon l'étymologie latine, le *munus* c'est le don reçu en dépôt, la dette contractée du fait même qu'on appartient à la communauté. Le contenu de cette dette n'a pas d'importance, il peut être pécuniaire ou sacré, assimilé au fondateur ou à une tradition. Ce qui compte, c'est que chaque membre de la communauté se sente solidaire des autres membres parce qu'il est, autant qu'eux, garant de la dette commune; chacun est investi d'un *devoir* envers elle : *cum-munus*.

Par exemple, une communauté de métier détient des savoir-faire, des normes de travail et même un code d'honneur qui lui est particulier. Il s'agit, le plus souvent, d'un savoir tacite, non planifié, transmis par les pratiques partagées, une façon d'être, des rites initiatiques, etc. Sa régulation exige une hiérarchie fondée sur la

compétence et sur la connaissance des règles communautaires accumulées par l'expérience : d'où le temps nécessaire pour devenir compagnon ou maître. Celui ou celle qui intègre une telle communauté hérite d'un patrimoine intangible, reçu comme une dette commune à tous les compagnons du métier : on parle d'un compagnon du *Devoir*. On doit l'honorer à son tour, souscrire aux codes, et, si on innove, c'est encore en référence à la tradition commune ³.

La dette reconnue est « portée » comme telle par ses membres; elle est donc au cœur du principe communautaire. Elle donne du sens aux activités en stipulant, par exemple, les attendus d'un « travail bien fait », les « règles de l'art » ou un « code d'honneur » commun à ses membres. De ce fait, elle exclut l'autonomie (la liberté individualiste) qui présume que l'individu peut *définir lui-même* les règles qui motivent ses décisions et ses actes. Au contraire, quand la communauté exalte la liberté de ses membres, c'est parce qu'elle leur permet de se réaliser de manière singulière en défendant la dette commune de valeurs *contre ceux qui prétendraient l'abroger*. C'est pourquoi, la communauté pourrait être un lieu de résistance à l'esprit spéculatif.

Pour une société sans souci de la dette

Dans son livre à succès sur l'histoire de la dette, David Graeber a souligné le lien étroit, dans les écrits religieux et politiques de l'Antiquité, entre les concepts de « culpabilité », de « pardon », de « rédemption » et celui de « dette » ⁴. Au point de conclure que le rôle de la dette a toujours été d'asseoir la domination des créanciers sur les débiteurs; il leur donnait le moyen de *culpabiliser* ces derniers et de les contrôler de cette manière. Être en dette s'oppose finalement à l'idéal de liberté moderne qui consiste précisément à s'affranchir de toute dette.

Ici Graeber, qui se flatte d'être anarchiste, rejoint l'esprit du capitalisme contemporain. Depuis plus d'un siècle, la notion de communauté a été opposée à celle de société ⁵ : l'une incarne le monde ancien, celui des dettes et des dépendances au *devoir* commun, à la vie collective régulée par la coutume, les savoirs tacites et les hiérarchies explicites dont on se sent *redevables*; l'autre le monde industriel, celui de l'autonomie, de l'individualisation du sujet et de l'information partagée. L'une est considérée comme close, archaïque, oppressive; l'autre est ouverte, neuve, émancipatrice. Cette opposition tranchée jusqu'à la caricature a marqué durablement les représentations et les préjugés contemporains sur la vie en société.

Le capitalisme accumulatif était malgré tout resté ambivalent à l'égard des communautés : l'extension des marchés exigeait, certes, des individus émancipés de tous les groupes sociaux qui prétendaient définir des « valeurs » et donc le prix des choses; la division du travail demandait la fin des corporations pour que les salariés puissent s'embaucher dans les entreprises et souscrire ainsi, non plus aux normes de métiers, mais à celles définies par les gestionnaires auxquels ils s'engageaient à obéir par contrat. Mais en même temps, le paternalisme se référait aux

responsabilités associées à la communauté familiale; plus tard, la grande entreprise managériale faisait encore référence aux règles professionnelles des communautés de métiers pour se réguler ⁶.

L'ambivalence n'est plus de mise aujourd'hui : le capitalisme spéculatif a fait franchir une étape décisive à la pensée politique moderne en condamnant définitivement les communautés traditionnelles. La famille, l'entreprise paternaliste, les syndicats, les églises ou les communautés nationales sont, pour lui, définitivement incompatibles avec le progrès social assimilé à l'émancipation individuelle radicale. Ce sont des lieux d'enfermement oppressif, à cause de leurs prétentions à imposer le devoir de la dette.

Au contraire, le capitalisme spéculatif se déploie parce qu'il entend *dépasser* la dette *commune*, sous toutes ses formes grâce aux promesses de l'Avenir. C'est le propre de la *spéculation*. Il reconnaît, certes, les dettes individuelles, mais les gigantesques masses financières contrôlées par l'élite spéculative ne sont pas destinées à être *remboursées* et à apparaître comme des dettes qui nous engagent. Elles ont pour vocation de produire un Avenir qui les rendra sans importance, comme nous l'avons vu à de nombreuses reprises : un futur suffisamment différent du présent pour que leur montant devienne insignifiant.

Dans l'esprit du capitalisme spéculatif, les communautés nous tournent vers le passé qu'il faut assumer au terme d'un *devoir*. Or, susurre l'esprit malin, nous sommes appelés par un Avenir qui transmute le devoir *en avoir*. Si notre attention se porte encore sur le montant de la dette en tant que telle, alors le doute s'installera sur notre capacité de remboursement et la dynamique spéculative sera inhibée; c'est pourquoi, le capitalisme spéculatif privilégie ce qui nous émancipe de l'obsession du remboursement; ce qui fustige les communautés qui nous « culpabilisent » sur ce que l'on doit, alors que les prouesses de l'Avenir entendent nous libérer de cette inquiétude.

Là encore, il n'est pas besoin d'invoquer ici la culture postmoderne ou les poussées idéologiques progressistes ultralibérales; ce ne sont que des discours utiles aux conditions empiriques, sociales et économiques qui réalisent la société spéculative. Ils servent l'effacement, nécessaire à l'esprit de spéculation, des communautés traditionnelles (familles, syndicats ou églises) comme réservoirs de valeurs : 1) pour assurer le monopole de la technocratie spéculative sur les « valeurs » (marchandes) des choses et lui permettre d'orienter l'activité en ce sens; 2) pour valoriser de manière homogène (globale) les comportements individuels « autonomes » sur leurs lieux de travail ou de consommation; 3) mais surtout, pour inciter les énergies à se dégager du souci de nos dettes, afin d'accueillir les promesses d'un futur dans lequel elles n'importeront plus.

Quelles solidarités dans un monde sans dettes communes ?

Condamner les communautés traditionnelles ce n'est pas exclure toute forme de solidarité. De fait, la littérature contemporaine notamment en gestion, est

paradoxalement saturée par le terme « communauté ». C'est une posture classique (et cruelle) de soutenir par les discours l'omniprésence apparente de ce qui, dans la réalité, est aboli.

Cette littérature distingue généralement les mauvaises communautés des bonnes. Les mauvaises, on l'a vu, sont celles que l'on condamne parce qu'elles enferment leurs membres dans des systèmes de valeurs étouffant leurs individualités, leur autonomie, etc.; celles qui véhiculent des routines et des croyances communes qu'il faut combattre, même dans les entreprises.

Les bonnes communautés sont, au contraire, celles auxquelles on adhère par pur choix individuel, selon ses compétences et ses goûts. La littérature managériale décrit, par exemple, les « communautés de pratiques », qui réunissent ceux qui désirent mettre leurs connaissances au service d'un projet; les « communautés épistémiques », qui rassemblent des experts décidés à établir les règles générales d'usage d'une connaissance; d'innombrables « communautés virtuelles » d'individus narcissiques reliés par l'Internet, où se retrouvent les utilisateurs de mêmes réseaux, de mêmes applications, ou de mêmes jeux, des militants de pratiques alternatives ou des membres de club partageant des passions identiques⁷. On observe aussi les « communautés de clients », « les communautés de marques » où l'on est invité à échanger sur les goûts, les attentes et les préférences autour d'une marque ou d'un produit, et qu'animent, pour le compte des entreprises qui vendent cette marque ou ce produit, les *community managers*⁸.

Beaucoup de communautés donc, mais pas dans le sens des communautés « traditionnelles ». À dire vrai, le contenu de ces « communautés » n'est pas toujours clair, y compris pour les spécialistes de ces questions. Le terme « associations » conviendrait sans doute mieux puisqu'elles se présentent comme des regroupements d'individus *volontaires*, parfois pour un temps long, mais sans engagements de fidélité de leur part, et qui refusent ce qui fait précisément le propre d'une communauté « traditionnelle » : se charger d'une *dette commune*. Chacun y adhère *pour lui-même*, selon son intérêt bien compris. Les membres de ces « communautés » partagent donc des règles et des engagements, souvent avec générosité et passion, ils peuvent y contribuer fortement, y compris pécuniairement; ils peuvent aussi en être exclus en cas de manquement aux règles; mais, et c'est essentiel, ils sont toujours libres d'y entrer et d'en sortir à leur guise : aucun *devoir* ne lie leurs membres.

La version la plus spectaculaire de ces « communautés » qui n'en sont pas vraiment (au sens ancien), est celle que j'appelle la « communauté d'émotion ». Elle naît spontanément à la suite d'un événement exceptionnel et elle bouleverse les foules : mort d'un chanteur célèbre; attentat contre des journalistes; incendie d'un édifice prestigieux; exploit sportif d'une équipe nationale, etc. L'événement fusionne une multitude d'individus dans une émotion partagée, amplifiée par les médias; ils « communient » soudainement et semblent constituer, de ce fait, une énorme « communauté » partageant le même émoi et la même « dette » envers le chanteur disparu, les journalistes assassinés, l'édifice historique ou les sportifs glorieux.

Mais il s'agit d'une dette éphémère comme on parle de magasins éphémères.

Reflet d'un monde spéculatif, elle enfle comme une bulle, mais sitôt que la passion retombe, la communauté se dissout dans la société individualiste; on se souvient avec gratitude de ce moment d'exception, mais chacun entend bien demeurer autonome; la dette éphémère s'éteint avec l'émotion, sitôt oublié le chanteur, les victimes, l'incendie ou l'exploit. L'Avenir promet de nouvelles émotions qui effaceront les deuils présents.

En utilisant le terme « communauté » pour des réalités qui n'ont qu'un rapport lointain avec les communautés traditionnelles, l'esprit du capitalisme spéculatif facilite l'affaiblissement de ces dernières. Il délimite aussi la forme politiquement acceptable que peuvent prendre les solidarités entre les individus narcissiques. Et, de fait, elles sont nombreuses, diverses et puissantes, ces solidarités, mais elles sont aussi volatiles et sporadiques, spontanées et affectives. Elles se fondent sur la bonne volonté des individus, libres de poursuivre leur participation ou non, selon leur désir, leur goût ou leur disponibilité. Aucun devoir ne les y contraint, aucune dette ne les oblige. Elles ne peuvent donc constituer que des oppositions indécises et momentanées à la technocratie spéculative et à son monopole de la « juste valeur » des choses; et, donc, au capitalisme spéculatif total.

Dettes et doutes

Le capitalisme spéculatif se déploie finalement faute de résistance *matérielle*. La spéculation fait son œuvre, les promesses s'accumulent et, en attendant que dans l'Avenir, elles n'importent plus, les dettes enflent. Dette financière : tous acteurs confondus, elle a doublé entre 2001 et 2017 et elle atteint fin 2017 250 % du PIB mondial (257 % pour la Chine; 254 % pour les États-Unis). La dette pourra dépasser 300 % du PIB mondial d'ici 2025⁹; la dette des entreprises et des ménages représente plus de la moitié du total, la dette publique l'autre moitié. Sur la période 2008-2018, la moyenne annuelle des emprunts des entreprises est de 1 700 milliards d'euros, deux fois plus que dans les années 2000. En dix ans, le stock de ces dettes a doublé¹⁰.

Dette sociale : les dépenses qui assurent notamment les retraites (par répartition) et la santé atteignent 21 % en moyenne du PIB des pays de l'OCDE, elles dépassent 25 % dans les pays grands européens (31 % en France), 18 % du PIB américain. Elles augmenteront inexorablement avec le vieillissement des populations. Parallèlement, les capitaux gérés par les fonds de pensions nationaux (retraites par capitalisation) dépassent 130 % du PIB des pays de l'OCDE (145 % pour les États Unis)¹¹. Une énorme masse financière reste donc disponible pour la spéculation.

Dette climatique et écologique : la dégradation des écosystèmes et les conséquences d'un réchauffement climatique attendu constituent une dette que les générations futures auront à assumer et dont le montant considérable reste largement inconnu. Il est l'objet de discussions et de débats du fait du caractère incertain des hypothèses¹². Par exemple, un rapport officiel de l'*U.S. Global Change Research Program* estime à 500 milliards de dollars le coût annuel de la dette écologique pour

le XXI^e siècle¹³, le GIEC à 2 400 milliards de dollars annuels pour les années 2016-2035¹⁴ si on veut limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, etc.

Ces quelques chiffres parmi les dizaines dans le même sens que le système d'information global met désormais à la disposition de chacun, donnent une intuition de l'ampleur des paris que nos sociétés ont pris sur le futur. Jamais dans l'histoire humaine une telle quantité de créances n'a été produite en à peine quarante années. Elles sont le résultat du génie du capitalisme spéculatif qui, en consommant les ressources du présent, prépare les prouesses de l'Avenir par des dettes que les générations futures ne devraient *pas* rembourser. En tout cas, telle est sa prophétie. Il faut y croire. Mais les masses sont désormais si importantes à l'échelle humaine, que pour éteindre les doutes, on ne peut plus compter sur les arguments de la rationalité. Comme on va le voir, il faut plutôt miser sur les séductions de la science-fiction.

1. Cf. chapitre III.

2. Roberto ESPOSITO, *Communitas : Origine et destin de la communauté*, PUF, 2007 (édition italienne : 1998).

3. Pour un exemple approfondi, voir la belle thèse de Sébastien Dérieux portant sur les communautés de travail dans une grande entreprise de gestion du réseau électrique : *La Transmission de la notion de travail bien fait dans l'entreprise. Une enquête sur le rôle de la mémoire des communautés de travail à ENEDIS (ex ERDF)*, thèse en sciences de gestion, Université Jean Moulin Lyon-3, 2016.

4. David GRAEBER, *Dettes : 5 000 ans d'histoire*, Les Liens qui libèrent, 2013 (édition anglaise : 2011).

5. Cf. l'ouvrage classique de Ferdinand Tönnies, *Gemeinschaft und Gesellschaft, 1887 – Communauté et société*, PUF, 2010. Tönnies radicalise l'opposition de deux archétypes, la société individualiste moderne et la communauté « naturelle » : « Ce qui la constitue [la communauté], c'est une unité absolue qui exclut la distinction des parties. Un groupe qui mérite ce nom n'est pas une collection même organisée d'individus différents en relation les uns avec les autres; c'est une masse indistincte et compacte qui n'est capable que de mouvements d'ensemble, que ceux-ci soient dirigés par la masse elle-même ou par un de ces éléments chargé de la représenter. C'est un agrégat de consciences si fortement agglutinées qu'aucune ne peut se mouvoir indépendamment des autres. C'est en un mot la communauté ou, si l'on veut, le communisme porté à son plus haut point de perfection. Le tout seul existe; seul il a une sphère d'action qui lui soit propre » (Émile Durkheim, « Communauté et société selon Tönnies », *Revue philosophique*, 27, 1889, p. 416).

6. Sur ces questions et ces évolutions historiques, voir Pierre-Yves Gomez et Harry Korine, *L'Entreprise dans la démocratie*, De Boeck, 2009.

7. Pour une synthèse de cette littérature, Dérieux, *La Transmission de la notion de travail bien fait dans l'entreprise...*, *op. cit.*, p. 75 à 108. Voir aussi Jean Lave et

Étienne WENGER, *Situated Learning : Legitimate Peripheral Participation*, Cambridge University Press, 1991; Étienne WENGER, *Communities of practice : learning, meaning, and identity*, Cambridge University Press, 1998.

8. Sur la structuration de ces communautés et la possibilité qu'elles constituent des communautés de type néo-traditionnelle, voir la thèse de Lionel sitz, *Communauté de marque : rôle des membres centraux dans son émergence, sa structuration et les liens avec son environnement*, Université Paris-12, 2006.

9. FMI, *New Data on Global Debt*, 2019.

10. Serdar celiK, Gul demirtas et Mats isaKsson, « Corporate Bond Markets in : Time of Unconventional Monetary Policy », *OECD Capital Market Series*, 2019.

11. Source : OCDE, *Pension funds in Focus*, 2018.

12. Pour une discussion centrée sur le seul stockage du CO₂, cf. Adeline gueret, Paul malliet, Aurélien saussay et Xavier timbeau, « Une évaluation exploratoire de la dette climatique », *Policy Brief*, OFCE, 2018.

13. *Impacts, Risks, and Adaptation in the United States : Fourth National Climate Assessment*, vol. II, U.S. Global Change Research Program, Washington, DC, 2018

14. Source : International Panel on Climate change, *Global warming of 1,5 °C*, 2019.

Du bon usage de la science-fiction

Les dettes qui s'accumulent, les promesses qui ne se réalisent pas, le manque de sens et les efforts demandés pour des résultats incertains, tout cela invite au doute. Or le doute est le pire ennemi de la spéculation. Il suggère de faire le point, de marquer un arrêt, de « regarder en arrière », de s'inquiéter du futur. La spéculation exige, au contraire, une croyance inébranlable dans les prouesses de l'Avenir rendant insignifiantes les dettes gigantesques du présent.

L'idéologie a pour vocation d'éteindre de tels doutes en détruisant les ressources intellectuelles qui permettraient de les fonder. Nous avons vu comment la littérature économique néolibérale avait joué son rôle, en élaborant une théorie de la transparence de l'information, soutenue par le dogme du marché omniscient et de l'alignement bien compris des intérêts individuels. Sa puissance idéologique, matériellement établie dans le système éducatif et universitaire, a permis de réduire les espaces intellectuels qui auraient pu s'opposer à la dynamique de la croissance spéculative.

Avec le relais de croyance qu'a proposé la digitalisation, il a fallu se prémunir contre de nouvelles incertitudes. D'où la diffusion, à partir des années 2005, d'une abondante littérature d'intention philosophico-sociale émanant de « gourous » et autres « visionnaires » et qui donne à voir (dans le mode de l'imaginaire) quel « monde meilleur » va produire la technologie future et pourquoi l'évolution vers ce monde n'est pas discutable. Dans la limite de cette enquête, je relèverai trois traits saillants de cette littérature pour montrer en quoi elle contribue au déploiement du capitalisme spéculatif : 1) le mythe de l'évolution numérique; 2) le recours assumé à la science-fiction comme source d'inspiration; 3) la réduction de l'homme à la honte de n'être qu'un simple humain.

Le mythe de l'évolution numérique

Nous avons vu précédemment que le néolibéralisme a accompagné la financiarisation en proclamant un retour aux sources du libéralisme « authentique », aux marchés libérés des entraves étatiques et supposés définir la « juste » valeur des investissements et le niveau de performance nécessaire pour l'obtenir. Mythe d'un retour à l'origine (idéalisée) du « capitalisme authentique » souillé pendant des décennies par un interventionnisme honni.

Avec la digitalisation, l'esprit du capitalisme spéculatif nous projette encore dans un passé profond, mais infiniment plus reculé que le début du libéralisme. La plupart des auteurs remontent jusqu'aux temps préhistoriques, à l'apparition de

l'homme et parfois même avant, à l'apparition de la vie ou de l'univers. Par exemple, Max Tegmark, professeur au MIT et auteur d'un ouvrage caractéristique de cette littérature¹, revient à l'origine même du cosmos pour montrer que son développement, y compris l'apparition de la vie et de l'intelligence humaine, s'inscrit dans un continuum de très longue durée et qu'il débouche implacablement, dans les années 2010, sur l'ordinateur connecté. L'évolution du monde est vue comme le déploiement d'une information chiffrée et déchiffrée par des organismes, depuis le temps des amibes jusqu'aux puissants ordinateurs de l'Avenir.

Le continuum est absolu et progressif : « La vie, définie comme un processus capable de conserver sa complexité et de se reproduire, peut se développer en trois étapes : l'étape biologique (Life 1.0) où son *hardware* et son *software* sont façonnés par l'évolution; l'étape culturelle (Life 2.0) où elle sait concevoir son *software* (à travers l'apprentissage) et l'étape technologique (Life 3.0) où elle conçoit aussi son *hardware* devenant ainsi maîtresse de son destin². » Selon ce type de récit, la matière première du monde, qui compose tant les êtres vivants que non-vivants, n'est rien d'autre que de l'information numérique. Ce qu'on appelle les êtres (vivants ou non) sont des supports matériels de formes diverses animés par des équations et des algorithmes qui traitent des données. L'intelligence se développe de manière autonome et régulière suivant deux lois considérées comme « naturelles » : 1) elle se définit comme la capacité à traiter des informations; 2) le développement signifie le triomphe du support technique qui traite le plus vite l'information. En termes plus directs, l'évolution est *numérique* et elle conduit au triomphe des meilleurs « ordinateurs ».

Popularisé par les *best-sellers* et les conférences de Yuval Noah Harari, le *dataïsme* porte au pinacle cette vision cosmique³ : l'évolution universelle est présentée comme l'accumulation et le traitement de données (*data*), et la compétition des êtres pour le *meilleur* traitement de ces données. L'intelligence est assimilée aux capacités de calcul d'un ordinateur. À partir de ce postulat, Harari affirme logiquement que « les humains étaient spécifiques et importants parce que jusqu'à présent ils étaient les systèmes de traitement de l'information les plus sophistiqués dans l'univers, mais ce n'est plus désormais le cas⁴ ».

En effet, les super-ordinateurs, dotés de puissantes intelligences artificielles, vont inexorablement les dépasser. Cette relecture de l'histoire du monde à la lumière du capitalisme contemporain, invite à accueillir le *Big data*, (indispensable, on s'en souvient, pour tirer quelques bénéfices financiers de la digitalisation), comme un avatar contemporain d'un gigantesque *Big data* « naturel », qui est aussi vieux que l'évolution du monde.

De même qu'un mensonge efficace contient toujours des bribes de vérité qui le rendent crédible, de même un récit idéologique utilise toujours des éclats de connaissance. Les gourous de l'évolution numérique citent systématiquement deux héros de la pensée rationaliste, Galilée et Darwin : Galilée, pour lequel le livre du monde « est écrit en langage mathématique » (qu'ils traduisent en termes

contemporains par « langage numérique ») ⁵;

Darwin, qui considère l'adaptation permanente et la « sélection naturelle » comme le moteur de « l'évolution » (qu'ils traduisent par « progrès ») ⁶.

Par approximation successives, ils en tirent deux axiomes : 1) si la nature est écrite en langage numérique, c'est donc que tout, dans la nature, *est* numérique; 2) s'il existe des lois de l'évolution, les innovations contemporaines qui vont dans le sens de cette évolution sont indiscutables et les promesses de l'Avenir ne peuvent être que la poursuite de cette évolution. La matière (numérique) et l'évolution s'inscrivent dans un déterminisme « naturel ». Et finalement, la période qui s'ouvre avec le capitalisme spéculatif et la digitalisation n'est que l'expression et la poursuite glorieuse d'un processus cosmique inexorable. En faisant subrepticement de l'histoire humaine une branche mineure et même dérisoirement exagérée de l'Évolution, le mythe donne corps au fatalisme : il n'y a qu'à s'incliner devant ce qui est *déjà* inscrit dans la puissance de l'évolution naturelle.

On réinterprète le passé en projetant sur lui la réalité économique et matérielle de ce début de xxi^e siècle : entourés d'ordinateurs, on assimile tout à des ordinateurs, depuis l'amibe jusqu'aux grands singes et à l'homme; plongé dans un réseau d'informations Internet, on voit des réseaux d'informations partout, depuis le *Big Bang* jusqu'aux transferts d'ADN; endurcis à l'opportunisme individualiste, à la compétition et à la poursuite de la performance, on voit partout des mécanismes identiques à l'œuvre, depuis l'origine du monde. Le capitalisme spéculatif contemporain est la matrice d'interprétation de l'évolution universelle : comment donc ne pas répondre à l'invitation de continuer son aventure ? Comment douter encore que la spéculation nous emporte vers un Avenir irréfutable ?

De telles assimilations sont souvent proposées par d'éminents « scientifiques » (physiciens, astrophysiciens, neurophysiciens, historiens) supposés sérieux dans leurs domaines respectifs et donc, par l'onction du prestige, dans tous les domaines. La relecture de l'Histoire qu'ils proposent paraît solide et rassurante, puisque même l'obscurité de la nuit des temps est éclairée par la lumière familière de notre environnement économique quotidien.

Ainsi les incertitudes des temps présents, les doutes de Narcisse envers la puissance de la technocratie spéculative se dissolvent dans ce nouveau récit des origines : que sont nos misérables préoccupations actuelles comparées aux ruses de la Matière qui, depuis des milliards d'années ont abouti, par un merveilleux hasard, à la société numérique dans laquelle nous vivons ? Voilà qui donne à Narcisse le sentiment qu'il y a du sens dans tout cela.

L'Avenir comme science-fiction

Le recours à la science-fiction est revendiqué explicitement comme la source d'inspiration des gourous de l'évolution numérique. Rien de surprenant puisque la science-fiction est un genre narratif qui naît au xix^e siècle comme une forme de discours politique. Il s'agit d'une façon nouvelle de présenter des utopies (ou des

dystopies) qui puisent dans le répertoire scientifique pour donner aux fictions un caractère à la fois métaphorique et réaliste. Cette littérature fascinante spéculé sur un futur techniquement possible, présenté comme une *anticipation*; le moteur narratif principal est la prouesse technologique à laquelle l'homme est confronté et qui modifie l'organisation sociale.

Inspiré par la science-fiction, l'optimisme technologique du capitalisme spéculatif prend des allures d'apothéose : « Parler de révolution face aux progrès récents de l'intelligence artificielle semble en réalité trop modeste, tant sont considérables les changements qui attendent nos sociétés et nos vies en général. Pas un seul secteur ne sera épargné. Tous les aspects de nos vies seront touchés ⁷. » Trait typique de l'esprit spéculatif : demain, les techniques seront si sophistiquées que nous n'avons pas les capacités pour imaginer les perspectives qu'elles ouvriront; mais on anticipe déjà une gestion parfaite des besoins et des corps, des organisations et des cités; une intelligence exponentielle des ordinateurs; une augmentation technologique de l'être humain; un post-humanisme ⁸; et aussi la conquête de l'espace jusqu'aux limites de l'imaginable.

Max Tegmark n'hésite pas, dans une inspiration qui se réclame des entrepreneurs de la *Silicon Valley*, à se projeter dans le prochain milliard d'années puisque « la découverte scientifique la plus exaltante que nous ayons faite est, selon [lui], d'avoir compris que nous avons beaucoup sous-estimé les possibilités futures de la vie ⁹ ». Tous annoncent un imaginaire fictionnel si inédit qu'il faut être un esprit chagrin pour ne pas se réjouir déjà des prouesses technologiques qui nous attendent : abondances de plaisirs, extension des capacités sensorielles et physiques, longévité voire immortalité...

Au doute donc est opposé le prestige prophétique de la science-fiction. À l'ennuyeuse littérature qui évoque le passé nostalgique, on préfère les récits visionnaires qui ont su prévoir l'avenir : Marie Shelley avait imaginé le premier transhumain, *Frankenstein* (publié en 1818); Jules Verne avait génialement anticipé les villes contemporaines, les sous-marins ou les vidéo-conférences; l'auteur tchèque Karel Capek, a inventé le terme « robot »; c'est à l'écrivain Isaac Asimov que l'on doit les tables de la loi spécifiant le comportement des machines par rapport aux humains et qui sert de référence aujourd'hui encore en éthique de la robotique ¹⁰. *Matrix*, des sœurs Wachowski, décrit un monde de purs réseaux qui ressemble au nôtre; et pour finir, aujourd'hui, « l'intelligence artificielle est la science [qui consiste à] faire faire à des machines les choses qu'elles font dans les films [de science-fiction] ¹¹ ».

Ainsi, la preuve que l'Avenir ne peut inviter au doute, c'est que jadis l'anticipation avait prévu notre présent et que, malgré les incrédules, ce qui fut imaginé s'est bel et bien réalisé, ici et là : on en voit les traces éparses comme autant de preuves du génie prophétique. Alors pourquoi ne pas croire que la science-fiction d'aujourd'hui soit la réalité de demain ?

Bien entendu, dans les récits de science-fiction, l'homme est confronté à la

technologie, il est donc aussi menacé par elle. Se pose alors la grave question de sa disparition, du grand et définitif remplacement de l'humain par la machine, thème récurrent de la science-fiction – et qui est à dire vrai, une mise en abîme fascinante propre à ce genre littéraire : inviter à s'interroger sur la *nature humaine* par le détour du non-humain artificiel.

Mais l'usage idéologique contemporain du genre littéraire escamote le fait que la science-fiction interroge, au fond, la *nature* humaine : le remplacement de l'homme par les robots, les machines, les intelligences artificielles est vu désormais comme une *réalité* future inéluctable – et il ne reste plus qu'à savoir (et cela relève seul de l'extrapolation) dans quelle mesure et à quelle vitesse. Les « grands esprits » du moment ne s'interrogent plus, dès lors, sur la *nature* de l'humain mais sur sa *disparition*. Déplacement décisif de l'objet de la fiction : le triomphe des machines sophistiquées est présenté comme assuré, puisque l'homme n'est lui-même qu'une *machine* et qui plus est, une machine devenue *obsolète*. Ainsi Stephen Hawking s'inquiétait de ce que l'Intelligence artificielle « pourrait s'émanciper et même améliorer sa propre conception à une vitesse toujours croissante. Les humains, limités par leur évolution biologique lente, ne pourraient pas rivaliser, et seraient détrônés ¹² ».

La honte d'être un homme

Si l'homme peut être remplacé par la machine, et particulièrement par des ordinateurs superpuissants, c'est donc qu'il est borné. Son manque de *performance* est un constat qui n'étonnera pas, dans l'atmosphère hyper-compétitif du capitalisme spéculatif.

Un super-programme a vaincu le meilleur joueur d'échecs du monde, un autre, le meilleur joueur de go. On s'émerveille. Pourtant, il paraît naturel que ces programmes remplissent les fonctions pour lesquels ils ont été conçus et fabriqués : gagner en calculant plus vite qu'un joueur d'échecs ou de go. Sans quoi, à quoi eussent servi les efforts des hommes qui les ont inventés et les moyens investis pour les développer ? « Par essence, l'instrument n'accomplit qu'une seule tâche spécialisée. Il est exclusivement destiné à cette tâche et trouve, en elle, et seulement elle, la justification de son existence ¹³. » Par construction, la machine sera donc toujours meilleure que l'homme pour assurer la fonction spécifique pour laquelle elle a été inventée.

Autre chose est le dépassement de l'homme *lui-même* par la machine. Comme Marx l'avait déjà remarqué, ce dépassement est possible, non pas quand telle capacité de la machine est plus efficace que celle de l'homme (c'est une évidence constitutive, comme on vient de le dire), mais, au contraire, quand l'homme est *réduit* à telle capacité de la machine. Si l'homme n'est vu que comme un joueur d'échecs, il sera certes écrasé par une machine qui calcule les parties de manière optimale; de même, s'il est réduit à creuser des trous, il sera anéanti par la moindre pelleteuse...

L'homme est dominé par la machine non pas parce que celle-ci s'élève jusqu'à être « comme l'homme »; c'est l'inverse : l'homme est dominé quand il est dévalué jusqu'à être confondu avec une simple machine. Marx : « Comme l'homme est abaissé au rang de machines, la machine lui fait concurrence ¹⁴. » Ou Simone Weil : « La force, c'est ce qui fait de quiconque lui est soumis une chose ¹⁵. »

Être ainsi réduit au niveau d'une machine qui est (par construction) plus efficace que lui, éveille la « *honte prométhéenne* », la honte de n'être qu'un homme, que décrit Günther Anders : « Avec cette attitude, à savoir la honte de ne pas être [la machine], l'homme franchit une nouvelle étape, un deuxième degré dans l'histoire de sa réification : c'est le moment où l'homme accepte la supériorité de la chose, accepte d'être mis au pas, approuve sa propre réification ou rejette sa propre réification comme un défaut ¹⁶. »

Par exemple, lorsqu'on assimile le cerveau humain à un ordinateur, on participe à la réduction de l'humain à une machine. Son cerveau n'est qu'un ordinateur *parmi d'autres*. Or, pour de multiples opérations, il est bien moins performant que les ordinateurs présents et futurs – inventés pour calculer plus vite que lui. Donc (ici, il y a un glissement logique à peine perceptible) l'être humain est *inférieur* à ces ordinateurs. Il ne reste à l'individu, doté de son pitoyable cerveau, que la « honte prométhéenne » de n'être qu'un humain, une forme accidentelle et momentanée de la matière, doté d'intelligence par hasard et sans aucun monopole. On lui montre combien les animaux de toutes espèces sont aussi intelligents que lui; combien les objets le sont aussi : ville « intelligente », téléphones « intelligents », jouet « intelligent », tout ce qui est connecté et calcule devient désormais « intelligent », sauf l'homme qui, au propre comme au figuré, devient bête.

La science-fiction prend le relais et prophétise qu'un temps viendra où tous les ordinateurs connectés entreront en synchronie : une seule conscience émergera d'eux, une conscience qui dépassera toute conscience humaine, une intelligence prodigieuse dégagée des contingences du cerveau humain et de ses piètres limites. Ce sera le moment extraordinaire et à peine pensable que Raymond Kurzweill a baptisé la *Singularité* et popularisé dans ses écrits; il fait fantasmer une génération d'amateurs de science-fiction ¹⁷. Peu importe qu'il s'agisse d'un délire d'intention prophétique, c'est un délire efficace puisqu'il concentre sur lui les attentes ou les effrois et qu'en comparaison, l'Avenir promis par les spéculateurs financiers paraît raisonnable...

Mais pourquoi s'acharner à déprécier et même à nier la nature de l'être humain ? Je ne vois plus qu'une réponse : pour empêcher qu'il doute. Une grande part des limites de l'humain vient, en effet, de ce qu'*il peut douter*; tandis que l'ordinateur, lui, ne doute de rien : il calcule et il gagne. C'est pourquoi la honte d'être un homme a une fonction : elle déplace l'objet des doutes; au lieu de s'interroger sur les dettes qui s'accumulent et sur les capacités des promesses spéculatives à les absorber, l'homme est invité à douter *de lui-même*, de ses propres capacités à comprendre le monde merveilleux qui l'attend et des machines qui le dépassent déjà. Bref, s'il doute, ce doit être de lui et pas de l'Avenir. Ainsi la spéculation peut se

poursuivre...

Où est le Minotaure ?

Faire douter les incrédules en affirmant ce que doit être la croyance socialement acceptable : tel est donc le rôle que remplit la littérature contemporaine pseudo philosophique et pseudo scientifique qui spéculé sur les prouesses technologiques et dont j'ai esquissé trois lignes de force : 1) inscrire l'histoire de l'homme dans une évolution numérique de dimension cosmique à laquelle il lui est impossible d'échapper (fatalisme évolutionniste); 2) puiser dans la science-fiction une forme d'autorité spéculative (projection dans la fiction); 3) réduire l'humain aux performances des machines pour le maintenir dans la honte d'être inférieur à elles (anti-humanisme).

Dans le contexte du capitalisme spéculatif, cette littérature éveille l'enthousiasme ou l'effroi : elle donne au monde dans lequel nous vivons une espèce de profondeur sacrée. Il faut croire en l'Avenir qui est en train de se faire, là, sous leurs yeux. Or empêcher les doutes sur les dettes actuelles, sur les risques énormes que l'on prend ou sur la réalisation des attentes inouïes est impossible si on s'en tient à la raison. D'où l'importance que prend la fiction. Elle détourne le doute sur l'être humain capable de doutes médiocres.

Idéalement, il ne doit rester que des Narcisses, détachés de toute *communauté* qui les culpabilisent au sujet de la dette; des Narcisses à la conscience heureuse, qui voit le monde se mirer en eux, qui jouissent joyeusement et ne doutent de rien, sauf d'une chose : que leur humanité soit une nature *commune* dont ils pourraient être fiers. C'est ainsi que mes amis purent affirmer en résonance avec l'esprit du temps, ce qui m'avait frappé dans l'échange que je rapporte au début de ce livre et qui a motivé cette enquête : « Depuis toujours, l'homme est un prédateur qui détruit la planète. » Honte d'être un homme, plutôt que critique du capitalisme spéculatif : la leçon apprise est restituée dans la vie quotidienne. Le fatalisme anti-humaniste est la philosophie convenue de Narcisse. Ce qui ne l'empêche pas de passer à autre chose, car c'est une philosophie de convenance. Elle permet à la technocratie spéculative de continuer tranquillement à rationaliser la valeur des choses et le prix des marchandises, du travail, des corps ou des sentiments. Ainsi va le monde vers son Avenir...

Dans le labyrinthe que construisent les spéculations du capitalisme, il n'est pas nécessaire de se faire peur en imaginant qu'un Minotaure post-humain viendra nous dévorer; pas nécessaire de craindre que le mauvais génie sorte de sa cachette dans un fracas catastrophique. L'esprit du capitalisme spéculatif est bien plus malin : le Minotaure, c'est le labyrinthe.

1. Max TEGMARK, *La Vie 3.0. Être humain à l'ère de l'intelligence artificielle*, Dunod, 2018 (édition américaine : 2017).

2. *Ibid.*, p. 54.

3. YUVAL Noah HARARI, *Sapiens : Une brève histoire de l'humanité*, Albin Michel, 2015 et *Homo Deus : une brève histoire de l'avenir*, Albin Michel, 2017. Que Harari ait été nommé dans le magazine *le Point* du 9 juillet 2018 comme rien d'autre que « le penseur le plus important du monde » montre, outre la confusion de notre époque, l'intense travail de diffusion de cette idéologie dans le public. Le terme dataïsme a été forgé par David BROOKS, « The Philosophy of Data », *New York Times*, 4 février 2013.

4. Yuval Noah HARARI, « On what the year 2050 has in store for humankind », *Wired*, 12 août 2018.

5. « La philosophie est écrite dans ce livre gigantesque qui est continuellement ouvert à nos yeux (je parle de l'Univers), mais on ne peut le comprendre si d'abord on n'apprend pas à comprendre la langue et à connaître les caractères dans lesquels il est écrit. Il est écrit en langage mathématique, et les caractères sont des triangles, des cercles, et d'autres figures géométriques, sans lesquelles il est impossible d'y comprendre un mot » (*L'Essayeur*, 1634). Pour Galilée, cette écriture mathématique est d'abord une source d'émerveillement pour sa logique et pour la capacité de la *déchiffrer* que Dieu a confiée à l'humain.

6. « La lutte pour l'existence se renouvelle à chaque instant, il s'ensuit que tout être qui varie quelque peu que ce soit de façon qui lui est profitable a une plus grande chance de survivre; cet être est ainsi l'objet d'une sélection naturelle » (*L'Origine des espèces*, Introduction).

7. Stéphane mallard, *Disruption, op. cit.*, p. 51.

8. Pour la distinction entre transhumanisme qui entend « améliorer » l'humain et post-humanisme qui rêve d'hybrider, voir Luc Ferry, *La Révolution transhumaniste. Comment la technomédecine et l'ubérisation du monde vont bouleverser nos vies*, Plon, 2016.

9. TEGMARK, *La Vie 3.0, op. cit.* p. 243.

10. Les quatre lois d'Asimov sont : 1) Un robot ne peut porter atteinte à un être humain ni, restant passif, laisser cet être humain exposé au danger. 2) Un robot doit obéir aux ordres donnés par les êtres humains, sauf si de tels ordres sont en contradiction avec la première Loi. 3) Un robot doit protéger son existence dans la mesure où cette protection n'entre pas en contradiction avec la première ou la deuxième Loi. 4) Un robot ne peut ni nuire à l'humanité ni, restant passif, permettre que l'humanité souffre d'un mal. Les trois premières lois sont définies dans le roman *I Robot*, la quatrième dans *Les Robots et l'empire*.

11. Astro Teller, dirigeant du laboratoire de recherche de Google Alphabet, cité par Arnaud de lacoste, *Le Seigneur des robots, op. cit.*, p. 3.

12. Entretien à la BBC, 2014.

13. Günther anders, *L'obsolescence de l'homme*, Ivrea, 2002 (édition originale :

1956), p. 60.

14. Karl marx, *Manuscrits de 1844*, 1^{er} manuscrit, GarnierFlammarion, p. 60. Je souligne.

15. Simone Weil, « L'Iliade ou le poème de la force », in *œuvres complètes*, II, tome 3, Gallimard, 1989, p. 227.

16. Günther ANDERS, *L'obsolescence de l'homme*, *op. cit.*, p. 45.

17. Ray KurzWeil, *The Singularity is Near : When Humans Transcend Biology* Penguin, 2005. Pour une lecture critique et sérieuse de ce mythe, Jean-Gabriel ganascia, *Le Mythe de la Singularité*, Seuil, 2017.

Le monopole de l'Avenir

Les différents domaines qui constituent une société à un moment donné, l'économique, le technique, le politique et le culturel sont interdépendants et cette interdépendance définit l'état de la société. Ne considérer que l'un d'entre eux à l'exclusion des autres, c'est réduire le système à des considérations simplistes. Tout est lié. Enquêter sur le capitalisme spéculatif supposait de tirer un fil dans un écheveau où les causalités se combinent et se nouent pour former la trame du monde. J'ai choisi la dimension la plus triviale, c'est-à-dire la réforme des flux de financements des économies au début des années 1970, qui, de proche en proche, a favorisé l'émergence d'une technocratie spéculative, puis l'ajustement de l'appareil productif, de la consommation et des mentalités. Cela a produit un récit.

Il dit que le capitalisme spéculatif n'est pas le fruit des *excès* du capitalisme, une perversion irresponsable de quelques acteurs cupides comme cela a été répété après la crise de 2008 ou une folie collective. La spéculation est une manière de « faire société », elle fonde une dynamique, une efficacité et une puissance économique. Elle réalise méthodiquement le monde unidimensionnel qu'Herbert Marcuse avait déjà entrevu dès son aurore ¹ : en liant en une seule dimension tous les aspects de la vie sociale, économique, culturelle et politique aux possibilités qu'offre l'Avenir, le capitalisme spéculatif ne laisse aux humains aucune possibilité de se dissocier « de l'ordre établi des affaires ² ».

À Narcisse qui spéculé dans son miroir, il ne reste donc de raisonnable que le fatalisme anti-humaniste et la soumission. Car pourquoi s'opposer à un système qui lui promet une plus grande facilité de vivre et l'ivresse de la révolution permanente ? Et par quoi pourrait-il le remplacer ?

Incrédulités

Les incrédules (il en reste malgré tout) répondront abruptement que le capitalisme spéculatif fait prendre à nos sociétés des risques irrationnels. Le mouvement brownien d'innovations qui l'anime peut produire, certes, des effets positifs inattendus, mais aussi des catastrophes irréversibles. De fait, les dettes qui s'accumulent s'avèrent irrécouvrables mais, plus encore, elles creusent un déficit tel qu'il engloutira toute possibilité de prospérité future. Cette hypothèse ne peut être ignorée.

J'ai déjà évoqué les dettes financières, sociales et écologiques dont le niveau est désormais tel qu'il paraît peu probable qu'une croissance future puisse permettre ni de les rembourser, ni de les maintenir à niveau. Pire encore, il n'est pas acquis que

la destruction massive des ressources nécessaires au rythme de l'intense innovation qui est la nôtre, produise plus de richesses qu'elle en déduit. Le préjugé de la destruction-créatrice (le progrès crée davantage de richesses qu'il n'en détruit), évoqué par Schumpeter dans le cadre du capitalisme accumulatif, n'est pas une loi avérée³ : il ne fonctionne peut-être pas pour le capitalisme spéculatif, dont l'endettement est exponentiel. Si tel est le cas, le déploiement de cette forme de capitalisme détruira davantage de ressources (naturelles, physiques, humaines) qu'il en produit. La dette ne sera pas seulement irrécouvrable, elle creusera notre appauvrissement futur.

Une littérature considérable existe désormais sur l'épuisement des ressources énergétiques ou sur l'extinction de la biodiversité et leurs conséquences sur la vie future; sur l'effondrement irréversible du système financier en cas de survenue d'une crise de confiance majeure qu'aucun garant public ne pourrait plus contenir, faute de moyens suffisants; ou encore sur les difficultés des systèmes de retraites, par répartition comme par capitalisation, pris dans l'étau du vieillissement de la population d'une part, de la diminution de l'emploi salarié d'autre part. Pour les incrédules, les dettes accumulées ressemblent à la vague énorme d'un *tsunami* devant laquelle nous courons en misant sur la rapidité de notre course pour échapper à la noyade.

D'autres doutes sont émis quant à la poursuite du régime spéculatif. Certains tiennent à la fragilisation du tissu social et à l'accroissement des inégalités qu'elle engendre⁴; d'autres encore à l'exigence infligée au consommateur de renouveler sans cesse son désir pour répondre aux innovations incessantes. L'accélération du cycle « stimulation du désir – assouvissement – stimulation d'un nouveau désir » mène à des satisfactions imparfaites et décevantes, et elle pourrait finir par une espèce de dépression du consommateur dont la libido serait épuisée par l'injonction sans fin de jouir sans entraves. On voit déjà dans les classes supérieures un besoin de « retour à la vie simple », pour parler comme Bergson.

Une troisième série de doutes sur le capitalisme spéculatif tient à la vulnérabilité du système technologique. Celui-ci crée les réseaux indispensables aux interactions entre des individus « autonomes » et à leur contrôle social. Or ces réseaux sont fragiles, en proie aux pannes ou cibles de cyberattaques, objet de convoitise et de conflits. Le coût de leur entretien et de leur sécurisation sera croissant, et il engloutira une part de la création de richesses. Nous développons une société peu résiliente qui ne pourra échapper à la rupture de son système d'autocontrôle que par un investissement de plus en plus ruineux pour le maîtriser.

À ces doutes s'ajoutent ceux que les « désordres numériques » font peser sur la démocratie moderne, en particulier les effets chaotiques d'une interconnexion des individus à une très grande échelle : les *fake news* mettent en cause le principe d'une vérité partageable; la surévaluation de l'opinion individuelle, promue par les réseaux sociaux, donne l'illusion de participer à un « débat » permanent, mais elle ne conduit à aucune décision collective et laisse, en conséquence, le champ libre au « laisser faire »; ce qui revient, dans la pratique, à donner une carte blanche à l'élite

spéculative ⁵.

Enfin, l'esprit spéculatif n'implique une émulation vertueuse vers l'Avenir que dans l'hypothèse où le monde sera unifié et paisible – d'où la rhétorique de la mondialisation heureuse et du « village global ». Or, dans la réalité, la spéculation suppose aussi l'appropriation des ressources, des technologies clés, et le contrôle des débouchés pour s'assurer, *avant les autres*, les bénéfices promis par l'Avenir. La géopolitique et la guerre conservent leurs droits. La course à l'innovation se traduit aussi dans le champ militaire et favorise de potentiels conflits nationaux ou continentaux. D'où une montée des périls, les États-Unis observant avec une inquiétude croissante la montée en puissance de la Chine qui menace son hégémonie et le fera de manière irréversible si elle n'est pas bloquée à temps (du point de vue américain s'entend) ⁶.

Ultime doute enfin, sur l'avenir-même de l'humanité que préparent le transhumanisme et l'investissement dans les *cyborgs* et autres robots « intelligents ». L'être humain, devenu objet de recherche, ne plaçant plus son salut que dans le progrès technologique, réduit à sa « honte d'être humain », pourrait finalement disparaître avec le triomphe de l'Avenir qu'on lui avait promis. Ce qui offrirait au capitalisme spéculatif une apothéose sans spectateurs.

Malice au pays des merveilles

À la liste de ces doutes qui s'allonge, nous avons vu, au long de cette enquête, que l'esprit malin du capitalisme répond méthodiquement par un mélange de réalisme, d'enthousiasme, de recours à l'optimisme et à la science-fiction, pour fonder la confiance souveraine en l'Avenir *comme l'unique voie du salut*. Je condense dans les lignes qui suivent quelques axes de son argumentation, que nous avons déjà évoqués, et qui sont répétés aux différents niveaux de la technocratie, depuis les gourous médiatisés jusqu'aux humbles bureaucrates des chiffres.

Les frayeurs associées aux montants des dettes engagées traduisent une opposition classique entre les « entrepreneurs » qui savent prendre des risques, et les frileux qui ont une aversion au risque congénitale. Laisser les commandes aux seconds nous aurait conduits à stagner dans une médiocrité bornée, alors que les « visionnaires » nous projettent dans un monde qui a toujours trouvé des solutions aux problèmes qu'ils soulèvent; la croissance mondiale a déjà absorbé une part des dettes et celle qui vient, lorsque les pays émergents auront atteint un niveau de développement suffisant, saura plus qu'effacer les créances d'aujourd'hui. La « résistance au changement » est donc aussi ancienne que le monde. Or, il faut choisir entre l'optimisme et la peur, entre le dynamisme et l'affolement; comme par le passé, nous résoudrons les problèmes au fur et à mesure que le monde changera, et avec d'autant plus de facilité que nous nous disposerons désormais de moyens technologiques de plus en plus considérables. Telle est la réponse apportée à nos craintes.

Aux doutes concernant la fragilisation de la société, l'esprit malin rétorque qu'ils

se réfèrent à une société passée, celle des communautés et des relations humaines étroites et asphyxiantes. C'est au regard de l'homme ancien que nous considérons les inégalités ou l'épuisement du désir. Or, le monde change, nous sommes entrés dans une civilisation ouverte, globale, dans laquelle l'individu narcissique est tout. Les inégalités n'ont pas empêché le taux de pauvreté de diminuer depuis trente ans ⁷, et le pouvoir d'achat d'augmenter régulièrement ⁸.

Les technologies numériques ouvrent déjà des possibilités de désirs et de jouissances insoupçonnées (jeux virtuels, espaces en trois dimensions) qui permettront même « d'augmenter » même la libido humaine. L'être humain explorera de nouveaux continents d'activités et de plaisirs.

Enfin, au sujet de la fragilité des réseaux et de la course aux technologies : l'une et l'autre sont les corollaires du développement économique et

social. Mais, là encore, nous dit-on, la technologie est aussi le remède aux périls qui menacent; ainsi, de même que la bombe nucléaire a interdit, dans la pratique, que ses détenteurs en fassent usage, ce qui a ouvert une longue période pacifique dans le monde, de même l'intelligence artificielle ou la robotique de haut niveau, si elles sont suffisamment partagées, pourraient exclure leur usage belliqueux – chacun sachant l'ennemi éventuel suffisamment doté de moyens technologiques pour pouvoir limiter la puissance de sa propre technologie.

Quant à la fin de l'homme, si on entend par là l'homme ancien que prônait le vieil humanisme, avec ses dysfonctionnements, ses handicaps, et ses doutes, nous avons vu que ce n'est plus le problème : c'est au contraire la solution. Construire une société meilleure exige de produire aussi un homme amélioré.

Enfin l'ultime argument de l'esprit du capitalisme spéculatif est le suivant : par quoi le remplacer ? Car il ne s'agit pas seulement de douter, encore faut-il fonder une alternative crédible pour passer du doute à l'action. Si nous ne croyons pas que l'Avenir apportera des solutions aux questions de présent, sur quoi fonder un autre projet politique ? Sur le passé ? Pour revenir à quel point de l'histoire ? Ainsi campé sur ses certitudes, l'esprit malin du capitalisme spéculatif peut éliminer un à un ses opposants, comme on va le voir.

Liquidation générale ⁹

La résistance classique au capitalisme a longtemps été assurée par l'anticapitaliste révolutionnaire. Elle s'est fondée sur la critique de la propriété privée des moyens de production. En modifiant la toute-puissance de la propriété privée, le socialisme devait assurer l'émancipation des masses et conduire à un avenir meilleur, celui des « lendemains qui chantent », selon la belle expression de l'écrivain communiste Paul Vaillant-Couturier. Dans le cadre de cette enquête, il serait trop long de faire l'histoire de ce mouvement et de son effondrement quasi absolu depuis un demi-siècle.

Je me contente d'émettre une hypothèse : le mouvement révolutionnaire a été absorbé dans l'esprit du capitalisme spéculatif qui en est *l'héritier illégitime*.

Quelques indices :

1) Concordance des temps : il a commencé à décliner au milieu des années 1970, moment précisément où le capitalisme spéculatif émerge; il disparaît alors assez vite en tant que mouvement de masse, comme si la concurrence du capitalisme

spéculatif rendait les révolutionnaires incapables de formuler encore « l'Avenir radieux de l'humanité » qu'ils promettaient jadis; on met régulièrement en avant l'effondrement de l'URSS comme raison de cette disparition, mais le déclin du mouvement révolutionnaire lui est antérieur, et l'Union soviétique ne constituait déjà plus, à la fin des années 1980, un pôle d'attraction idéologique.

2) Ombre chinoise : la Chine, le pays de la révolution culturelle et du Grand Bond en avant, un des rares à rester officiellement « révolutionnaire » et communiste, est aussi celui du triomphe du capitalisme spéculatif. À partir de la réforme dite des « Quatre Modernisations » inaugurée par Deng Xiaoping dès 1975, l'Empire du Milieu a bénéficié de masses de financement déversées par l'Occident, ravi de trouver une main-d'œuvre servile et peu onéreuse. À la fin des années 1980, la Chine a accompli une révolution culturelle, reformulé le maoïsme en nationalisme exacerbé et orienté l'énergie productive vers la réalisation du grand dessein de l'Avenir : faire de la Chine d'ici à 2050 la première puissance économique mondiale ¹⁰.

3) Hippies reconvertis : parallèlement, du côté occidental, on a souvent fait remarquer que les entrepreneurs de la *Silicon Valley* sont les héritiers des cybernéticiens utopistes des années 1950 et qu'ils puisent leurs racines idéologiques dans la contre-culture des années 1960; les ambitions des fringants *start-upers* reformulent l'idéal de « changer le monde » par des moyens pratiques : l'interconnexion et la fluidité sociale désormais numérisée ¹¹.

Certes, des indices ne sont pas des preuves et ils mériteraient une analyse historique serrée pour les approfondir dans une thèse. Ils me permettent néanmoins de suggérer ici l'hypothèse d'une absorption de l'imaginaire révolutionnaire anticapitaliste par le capitalisme spéculatif. Comment, en effet, proposer encore la « révolution », dans un système qui prêche la transformation permanente inscrite dans une « évolution » de très long terme ? Comment promettre encore un « avenir radieux » lorsqu'un tel Avenir est au cœur de la promesse spéculative ? Comment prôner l'émancipation individuelle, quand est encouragée partout l'autonomie de Narcisse ? Comment annoncer aux microcapitalistes la fin du capitalisme ?

Je ne dis pas que le capitalisme spéculatif *réalise* l'objectif du socialisme révolutionnaire, mais, au contraire, qu'il le *déréalise* : il lui ôte toute capacité de conviction effective parce qu'il promet *à sa place* les prouesses de l'Avenir comme moteur de l'engagement dans le présent. Il faudra désormais un sérieux effort idéologique pour suggérer un monde différent et meilleur qui ne se réduise pas aux fruits d'une spéculation, parmi d'autres possibles.

La réaction conservatrice constitue un deuxième front de résistance au capitalisme spéculatif. Telle la ligne Maginot, c'est le front le plus solide et le plus inefficace. Devant l'hypostasie de l'Avenir, le conservatisme chante les vertus parfaitement symétriques du Passé. Il défend soit les valeurs « traditionnelles », soit

le retour à la « vie d'autrefois », soit la Nature éternelle qu'il faut respecter ardemment, soit, plus modestement, les vertus du capitalisme accumulatif et familial d'antan.

La résistance potentiel semble solide dans la mesure où elle s'arc-boute sur des postures traditionnelles pour prendre le capitalisme spéculatif à contrepied. Mais elle est inefficace du fait même de cette posture : la nostalgie du passé lui interdit de dire quoi que ce soit de plausible sur l'avenir, sinon le refus du changement et une immobilité de pierre. Elle peut même pousser la résistance jusqu'à soupçonner que le progrès porte en lui une dégénérescence, ce qui laisse tout l'espace à son adversaire pour le définir et le réaliser à sa guise. Le conservatisme est ainsi le meilleur ennemi du capitalisme spéculatif, celui dont il dénonce sans risques l'inertie morbide pour mieux valoriser ses propres promesses vivifiantes.

Enfin, un troisième front de résistance s'ouvre avec le vaste et hétéroclite mouvement écologiste. La menace que le capitalisme spéculatif fait planer sur la planète et, en particulier sur la « nature », justifie, à ses yeux, de s'opposer à lui. Dans une première version (au début des années 1970), ce mouvement a été fortement anticapitaliste et en sympathie avec la rhétorique révolutionnaire que j'évoquais précédemment : pour André Gorz, par exemple, un de ses plus brillants penseurs, l'accumulation capitaliste détruit de manière irréversible les ressources ¹². Une telle écologie politique a revendiqué l'humanisme comme antithèse à la dictature technologique, comme le fit Jacques Ellul ou, plus récemment, Alain Gras ¹³. Elle s'est nourrie des travaux de l'économiste hétérodoxe Nicholas Georgescu-Roegen et du courant de la décroissance qui en a hérité. Celui-ci cherche à établir, de manière plutôt cohérente, une *sortie* acceptable de l'accumulation capitaliste, en opposant au développement, fût-il durable, une *décroissance soutenable* pour échapper au cercle de la spéculation. Mais son manque de succès tient peut-être au fait qu'il sous-estime encore les séductions de l'esprit du capitalisme ¹⁴.

Désormais majoritaire dans le public, la position du courant écologique n'est plus aussi radicale que l'écologie politique initiale. Plus opportuniste, sans vision politique précise, l'écologie contemporaine fonde sa capacité de mobilisation et d'action sur l'actualité tragique des crises environnementales : sauver la planète ou la biodiversité est son leitmotiv. L'horizon du développement étant borné par les ressources limitées, cette écologie opportuniste dénonce la catastrophe à venir et elle exige des mesures politiques et économiques pour l'éviter. Au « Grand Soir » révolutionnaire, elle substitue la menace d'un crépuscule terrifiant. Mais terrifiant pour qui ? Pour faire pièce à la conscience satisfaite du microcapitaliste narcissique, elle trouve sa capacité d'agir dans la conscience honteuse de l'humain destructeur de son propre environnement. Or c'est ce qui la rend impuissante.

D'une part, parce qu'elle entretient la culpabilisation et la « honte d'être un homme » : l'homme est désormais non seulement inférieur à la machine, mais il est aussi le meurtrier de la vie animale et le naufrageur de la planète; bref, il est minable en tout. L'anti-humanisme, on l'a vu, fait la force du capitalisme spéculatif et il

légitime son déploiement technologique. En l'encourageant indirectement, l'écologie opportuniste fortifie secrètement ce qu'elle croit combattre. Elle interdit une ultime résistance qui aurait pu s'enraciner dans une *communauté* humaine, dans l'espèce dont on revendiquerait la nature, la dignité et le destin propres. Mais s'il n'y a plus d'espèce humaine à défendre, il n'y a que la honte d'avoir dévasté le monde. Et lorsque certains écologistes ultras espèrent une Nature enfin libérée de l'humain nuisible, ils rejoignent les ultras du transhumanisme qui proposent une société libérée de l'humain insignifiant : conjonction dans la solution extrême.

D'autre part, crier à la catastrophe environnementale pour effrayer, réveiller les consciences et « trouver des solutions », c'est ne pas avoir saisi que le capitalisme spéculatif se nourrit aussi d'une telle inquiétude. Les communautés d'émotion, nous l'avons vu, sont les formes d'action sociales les plus compatibles avec son esprit. Lui-même se présente précisément comme *la solution* à la catastrophe (qu'il engendre) : le génie génétique, la recherche scientifique, des technologies nouvelles, l'intelligence artificielle, etc., apporteront les remèdes aux maux qui nous menacent. C'est promis. La catastrophe, comprise comme la survenue d'un futur effroyable, c'est ce que le capitalisme spéculatif se targue justement d'éviter grâce aux prouesses de l'Avenir aimable. Place donc aux investissements et aux innovations ¹⁵. Et qu'importent les limites naturelles : n'a-t-on pas annoncé à plusieurs reprises déjà la « fin du pétrole » et depuis, pétrole et gaz de schistes n'ont-ils pas permis d'explorer de nouvelles ressources énergétiques ¹⁶ ? Pourquoi la révolution technologique qui nous attend n'effacera-t-elle pas même la dette écologique en changeant radicalement notre façon de produire notre environnement ?

N'en déplaise au « catastrophisme éclairé » théorisé par Jean-Pierre Dupuy¹⁷, la catastrophe écologique *est déjà là*, et depuis quarante ans, la technocratie spéculative mise *déjà* sur les miracles de l'Avenir pour parer ses effets. Ainsi l'écologie opportuniste est-elle liquidée comme lieu de résistance et il ne lui reste qu'à compter sur les solutions promises par le capitalisme spéculatif en marche.

Quant à la multitude des microcapitalistes, s'il faut qu'ils choisissent entre deux fatalismes, celui qui annonce l'apocalypse environnemental et celui qui attend tout des prouesses de l'Avenir, ils préféreront vraisemblablement souscrire à ce dernier ¹⁸. D'où la popularité affective du thème écologique et son peu d'impact effectif sur la poursuite du capitalisme spéculatif.

Labyrinthe sans issue ?

Dans le labyrinthe des promesses, des synchronisations que bâtissent à la fois les consciences satisfaites des microcapitalistes narcissiques et l'activité raisonnée de la technocratie spéculative, l'esprit du capitalisme contemporain n'admet pas d'échappatoire : détenant le monopole de l'Avenir, il liquide les critiques qu'on lui oppose en les mettant au défi de parier avec lui. Il dessine un futur si incertain que, précisément parce qu'il est très incertain, notre seul recours pour ne pas céder à la panique, c'est de continuer à croire en ses promesses. Il trouve ainsi sa force de

conviction la plus sûre et il se déploie irrésistiblement, rebondissant de crise en crise.

Je prédis donc, sans grand risque de me tromper, la fin prochaine du cycle de la digitalisation à mesure que les promesses de gain liées notamment au *Big data* s'avéreront inférieures aux attentes et que la digitalisation ne produira pas autant de richesses qu'elle en a consommé¹⁹. Comme d'autres, je prévois une crise financière majeure avec l'éclatement de quelques bulles spéculatives, notamment dans l'industrie numérique. Cette crise emportera dans la ruine une part des économies et beaucoup d'illusions. On peut encore annoncer un effondrement massif des cours et une dépression économique sévère. Peut-être une panique, des troubles sociaux et à coup sûr des dégâts et de la misère.

Mais, faute d'alternative, le capitalisme spéculatif repartira tant qu'il y aura de l'énergie à consommer, des relais de croyances, des espoirs à entretenir et de nouveaux placements à réaliser. On peut donc prophétiser un redémarrage inspiré par un nouveau relais de croyance : l'intelligence artificielle, les merveilles de la robotique, l'industrie écologique ou la colonisation de Mars... L'essentiel sera de trouver une « nouvelle frontière » crédible, des sources de promesses et de ruptures nouvelles pour orienter les financements et les efforts.

Tel est notre horizon. En reprenant le mot dont Sartre qualifiait le marxisme, le capitalisme spéculatif paraît « indépassable, parce que les circonstances qui l'ont engendré ne sont pas encore dépassées²⁰ ». Effectivement, elles ne semblent pas l'être. On ne peut affirmer, selon la célèbre et énigmatique formule de Heidegger, que « seul un dieu peut encore nous sauver²¹ », car le génie malin *est ce dieu* qui nous précède dans le labyrinthe et nous regarde, depuis l'Avenir, en nous faisant du doigt le signe de le suivre.

À moins qu'à le regarder de plus près, ce dieu sans chair ne soit donc qu'une illusion.

1. Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, op. cit. En particulier dans la première partie : La société unidimensionnelle.

2. *Ibid.*, p. 40.

3. Aloïs Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1974 (1942), p. 119. Éric Bryis remarque que ce concept, un des plus célèbres de l'économiste autrichien mais dont l'effectivité n'a pourtant jamais été démontrée, n'apparaît qu'une seule fois, au chapitre 7 de l'ouvrage de Schumpeter. Voir son livre très fin, Éric Bryis, *D'or et d'airain*, Les Belles Lettres, 2017, p. 71.

4. L'accroissement mondial de ces inégalités est désormais bien documenté : Branko Milanovic, *Global Inequality. A New Approach for the Age of Globalization*, Harvard University Press; Thomas Piketty, *Le Capitalisme au xxie siècle*, Seuil 2013.

5. À l'heure des infox (en anglais *fake news*) et des manipulations d'idées sur les

réseaux sociaux, il semble loin le temps optimiste où Howard Rheingold anticipait les effets positifs de la connexion directe de milliards d'humains entre eux (*smart mobs*, les foules intelligentes) et de l'intelligence collective que « *l'amplification de la coopération* » produirait. Howard rheingold, *Foules intelligentes*, M2 Éditions, 2005 (édition originale : 2002).

6. Voir récemment : Graham allison, *Vers la guerre : L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, Odile Jacob, 2019. Selon le rapport 2019 de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales représentent 2,1 % du PIB. Les États-Unis (36 %) et la Chine (16 %) assurent à eux deux la moitié de ces dépenses.

7. Selon la Banque mondiale (rapport 2015), l'extrême pauvreté concernait 37 % de la population mondiale en 1990 et moins de 10 % en 2015.

8. Voir INSEE, *Évolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages jusqu'en 2017. Données annuelles de 1960 à 2017*, 2018. Depuis 1980, la hausse annuelle est de 1,8 %.

9. Dans les pages qui suivent, je ne prétends pas décrire de manière approfondie les courants de pensée ou les expériences évoquées. Je me contente de les mettre en relation avec la logique du capitalisme spéculatif pour marquer *leurs points de rencontre* et la manière dont celui-ci entend *les liquider*.

10. Voir la thèse intéressante d'Alexandre Schiele sur l'évolution/adaptation des institutions chinoises. On y lit comment : « Les "Quatre Modernisations" remplacent le Communisme; le pragmatisme remplace les convictions idéologiques et les habitudes; la discipline remplace la rébellion; et, surtout; la nation remplace le prolétariat et la paysannerie. » On pourrait synthétiser ainsi : le capitalisme spéculatif accomplit la Révolution culturelle. Alexandre SCHIELE, *La Chine postmaoïste : un état légiste au xxe siècle. Analyse socio-historique et analyse des discours de Deng Xiaoping 1975-1992*, thèse de doctorat en sciences politiques, UQAM, 2018, p. 478.

11. Sur l'histoire de la cybernétique : Céline LAFONTAINE, *L'Empire cybernétique : des machines à penser à la pensée machine*, Seuil, 2004; Fred TURNER, *Le Cercle démocratique : le design multimédia, de la Seconde Guerre mondiale aux années psychédéliques*, C & F, 2016. Sur les liens entre Silicon Valley et contre-culture hippie : Fred TURNER, *Aux sources de l'utopie numérique : de la contre-culture à la cyberculture*, C & F. Voir aussi Stéphane MALLARD, *Disruption, op. cit.*, le chapitre 13 intitulé « Méditations, neurosciences et drogue : la contre-culture du disrupteur ».

12. André gorz, *Écologie et Politique*, Seuil, 1978. André Gorz, *Ecologica*, Éditions Galilée, 2008.

13. Jacques ellul, *Le Bluff Technologique*, Seuil, 1988. Alain gras, *Fragilité de la puissance : se libérer de l'emprise technologique*, Fayard, 2003.

14. La bibliographie est abondante sur ce courant. Citons : Nicholas GEORGESCU-

ROEGEN, *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie*, Éditions Pierre-Marcel Favre, 1979; Serge LATOUCHE et Didier HARPAGIS, *Le Temps de la décroissance*, Éditions Thierry Magnier, 2010; Serge latouche, *Le Pari de la décroissance*, Fayard, 2006.

15. Ce qu'Evgeny Morozov qualifie ironiquement de « solutionnisme technologique » : Evgeny morozov, *Pour tout résoudre, cliquez ici ! L'aberration du solutionnisme technologique*, FYP, 2014.

16. « L'effet rebond » est un effet économique observé par l'économiste anglais William Jevons : lors d'une pénurie d'énergie, la consommation diminue et la recherche d'alternatives devient moins coûteuse, ce qui, à terme, limite voire supprime la pénurie.

17. Jean-Pierre dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2002. Dans sa thèse brillante, Dupuy considère que l'annonce de la catastrophe possible permet de mobiliser les engagements pour qu'elle ne se réalise pas. C'est ce que fit le prophète biblique Jonas, exemple cité par Dupuy, qui, en annonçant à Ninive sa destruction prochaine par Dieu, conduisit les habitants à s'amender, et la ville fut ainsi sauvée. Cette approche a été récemment reprise et systématisée par les « collapsologues » Pablo servigne et Raphaël stevens, *Comment tout peut s'effondrer*, Seuil, 2015. Je remercie Gilles Hériard-Dubreuil d'avoir attiré mon attention sur le fait que projeter la catastrophe *dans l'avenir*, c'est ne pas considérer qu'elle est *déjà présente* : l'activité industrielle produit et produira des effets sur notre environnement de manière désormais irréversible. Attendre la grande catastrophe ou son évitement, c'est miser encore sur l'Avenir.

18. Voir à ce sujet, la très lucide analyse de servigne et stevens, *Comment tout peut s'effondrer, op. cit.*, p. 219 : « Pourquoi les gens n'y croient pas ? »

19. C'est notamment la thèse de Robert gordon, « The demise of U.S. economic growth : restatement, rebuttal, and reflections », *National Bureau of Economic Research*, working paper n° 19895, février 2014.

20. Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*.

21. *Der Spiegel*, entretien du 23 septembre 1966 publié le 31 mai 1976.

Épilogue

La parole ne se communique pas comme une matière marchande, comme une denrée, comme de l'argent, elle se transforme, elle passe et elle se donne. Vivante de l'un à l'autre, la parole est un fluide; elle passe entre nous comme une onde et se transforme de nous avoir traversés. C'est le don de parler qui se transmet; le don de parler que nous avons reçu et qui doit être donné. Le don d'ouvrir par notre bouche un passage respiré dans la matière. Le don d'ouvrir par notre bouche un passage respiré dans la mort.

Valère Novarina, *Devant la parole*,
P.O.L., p. 27-28.

Nous voici arrivés au terme de l'enquête. Elle a mis au jour la rationalité techno-économique qui gouverne certains agencements de notre société, les synchronisations successives, la cohérence entre des choix et des comportements qui ont fini par constituer un tout, un récit ordonné. Ce récit donne le sentiment qu'un sens émerge et qu'il conduit notre monde pour le meilleur ou pour le pire. Et, même si on le désavoue, si on le craint, si on l'exècre, le labyrinthe qu'il construit est bien pratique pour formuler notre destin contemporain.

Mais ceci n'est qu'un récit. Il ne se confond pas avec la société réelle, et encore moins avec la vie réelle que nous expérimentons. Il faut donc le dire au terme de l'enquête : bien qu'il soit exact, le récit qui formule l'esprit du capitalisme spéculatif n'est qu'une fiction.

La vie réduite

Dans la réalité matérielle, nous agissons bien autrement que dans l'attente confiante ou anxieuse de l'Avenir, ou dans les transes acheteuses de Narcisse, ou encore dans le travail réglé par les ratios comptables. Nous expérimentons aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des gens ordinaires, les invitations et les déceptions des activités quotidiennes, la fatigue et l'excitation, l'amitié et la solidarité, la violence banale, la douceur des moments paisibles, la routine rassurante, la camaraderie et les inimitiés, les souffrances, l'enthousiasme, l'inattendu, les astuces et les contournements au travail, la banalité des jours que brise la survenue de l'exceptionnel, les projets et les bricolages, le pain quotidien, la curiosité pour des idées nouvelles, la maladie et la lutte, le retour des saisons,

l'angoisse de l'avenir, la naissance des enfants, la peur de mourir, l'opacité des rêves, l'épaisseur de la vie présente...

Nous expérimentons une multitude de situations, de comportements, de relations et de sensations et, si ouvrons les yeux, si nous les regardons, si nous les prenons en considération, elles constituent à l'évidence le travail, les pratiques ordinaires, la vie concrète des êtres humains : et donc, inévitablement, ce qui produit et produira *la société réelle*.

Dans le magma de nos comportements, de nos motivations et de nos attentes, l'esprit du capitalisme spéculatif opère une sélection, il ampute la réalité et il la tient dans un récit, une fiction collective que j'ai tenté de restituer dans mon enquête. Que ce récit soit une fiction ne signifie pas qu'il soit une affabulation ou que, sitôt considéré comme telle, il reste sans effets sur nos vies matérielles. Au contraire, cette fiction, dès lors qu'elle est suffisamment collective, détermine en partie notre manière d'agir dans le monde. Elle suggère une motivation aux comportements individuels, elle rend plausibles les représentations sur la « juste valeur » des choses, elle légitime les techniques pour en rendre compte, elle crée des liens qu'on affirme logiques entre certains outils et certains calculs, etc. Une telle capacité à relier des histoires privées dans un récit collectif constitue précisément son pouvoir, puisqu'elle indique une direction à la variété chaotique des expériences et des événements de nos vies.

Mais il n'y a pas eu de complot ourdi par une clique, ni une planification initiale; seulement une succession d'ajustements qui ont fini par constituer le récit crédible relayé par une technocratie qui, de ce fait, est devenue puissante. C'est pourquoi on aurait tort d'attendre un dénouement à ce récit, qu'il soit heureux ou tragique, une révolution ou une catastrophe, une fin de l'histoire spectaculaire qui nous fasse passer à autre chose. Elle ne viendra pas. On aimerait saisir le Minotaure et ses séides, et qu'ils n'aient qu'une tête pour pouvoir la trancher. Mais il n'y a pas de Minotaure, il n'y a qu'un labyrinthe. Et après ?

Après le labyrinthe

J'appelle *aliénation* la confusion entre la vie réelle que nous expérimentons et la fiction que nous propose, par exemple aujourd'hui, le récit du capitalisme spéculatif. Le mot « aliénation » a un double sens, il signifie perte de liberté, mais aussi perte de *raison*. C'est effectivement une forme de folie de croire que le monde se limite véritablement à la fiction du capitalisme spéculatif; folie pire encore que d'ajuster ses représentations et ses comportements sur elle seule. Aberration mentale qui empêche de reconnaître tout ce que nous vivons et qui n'est ni rationalisé, ni prescrit par la fiction spéculative. C'est-à-dire beaucoup de choses qui font notre vie réelle. Est aujourd'hui *aliéné* celui qui agit comme si la réalité du monde et ce qu'en dit la fiction spéculative ne faisaient qu'un.

J'appelle *mystification* la force de conviction qui impose un récit, aujourd'hui le récit spéculatif, comme une exigence sans laquelle il ne serait plus possible de

fonder un projet économique, social, ou politique *raisonnable* et « réaliste ». Telle est l'inversion maligne que produit l'esprit du capitalisme : la fiction absurde devient plus réelle que la réalité. Michel de Certeau l'avait écrit, dans sa belle analyse de mai 1968, « ce sont les représentations mystificatrices et idéologiques, lectures obligées qui se surimposent aux faits et ne laissent pas parler : [...] c'est ce que, en tout état de cause, il faut lire ¹ ». La mystification n'est pas nécessairement le produit d'une intention; elle s'est construite en même temps que les normes et les chaînages rationnels de la technocratie spéculative et que le fatalisme consentis par les consciences satisfaites – et elle a fini par obtenir le monopole du *discours sérieux* auquel doit souscrire qui veut rendre compte du monde *dans sa globalité* et participer à l'ordre commun qu'il produit.

Il n'est pas simple de définir des conditions d'émancipation dans un monde unidimensionnel et mystificateur comme le nôtre, matérialiste, individualiste, sans religion ni idéaux communs. Le recours sentimental à des idéaux comme la lutte, la croyance, la révolution ou simplement la réforme du « système » doivent nécessairement être situés dans ce monde qui cherche à trouver en lui-même les moyens de se libérer : pas de Dieu, pas de sauveur. La structure du labyrinthe détermine alors, malgré tout ce qu'on en dit, la mince possibilité de s'en sortir.

Les fausses issues

Il faut commencer par préciser ce que *ne peut pas* être l'émancipation. Tout d'abord, il faut écarter le refuge dans la « vraie vie » qu'on opposerait au « système » du capitalisme spéculatif (ou tout autre système d'ailleurs); la « vraie vie » est multiforme, insaisissable : elle est donc indicible – la décrire serait déjà la réduire à un récit. Voilà pourquoi, pour vivre, et pour vivre ensemble, nous avons aussi besoin de récits *communs* qui nous relient et ils font intégralement partie de notre « vraie vie ».

Mais à l'inverse, l'émancipation ne se réalisera pas dans un *nouveau grand récit*, symétrique de celui du capitalisme spéculatif, et qui serait conçu comme un « autre système » bon, juste, heureux – une réponse miraculeuse aux incertitudes du moment. Pour se sortir du capitalisme spéculatif, on ne cherchera donc pas un « autre capitalisme », un « autre monde » ou même des « solutions » globales, jaillies, toutes armées, du cerveau fécond de quelque grand penseur... et, plus vraisemblablement, de nouveaux technocrates. Soyons donc conséquents : si le récit du capitalisme spéculatif n'a été écrit par personne, et qu'il s'est conçu, par petites touches, de proche en proche, qui donc prétendra sans arrogance ou sans naïveté rédiger, lui, le récit du nouveau monde ?

Il faut faire notre deuil des « solutions » toutes faites aux problèmes induits par le capitalisme spéculatif : une partie des dettes accumulées est définitivement irrécouvrable; il est vraisemblable que la plupart des prévisions « disruptives » ne sont que des illusions et qu'elles ne se réaliseront jamais; les prouesses de l'Avenir seront infiniment moindres que celles qui étaient promises et il faudra en payer le

coût; mais aussi, d'innombrables contretemps viendront perturber l'ordre imaginaire prévu et ils produiront quelque chose de différent de ce que les « visionnaires » avaient anticipé, etc.

Bref, le monde, parce qu'il est matériel, va continuer d'exister en fonction des contraintes objectives, des comportements singuliers, des choix étranges, des décisions, des synchronisations et des bifurcations inattendues qu'aucun grand récit ne liquidera jamais. Et c'est là que se trouve la solution au labyrinthe : dans la construction même du labyrinthe.

Finalement, ce monde ne sera pas *en réalité* celui que l'esprit du capitalisme nous laisse imaginer aujourd'hui. Pour garder une confiance sereine, on se souviendra que l'assertion prophétique de Jean-Paul Sartre rappelée à la fin du dernier chapitre – et qui considérait le marxisme comme une philosophie de notre temps « indépassable, parce que les circonstances qui l'ont engendré ne sont pas encore dépassées » – fut totalement dépassée moins de deux décennies après avoir été énoncée... Comment le philosophe a-t-il été aveugle à ce qui rongait déjà le système ?

Prendre la parole

J'appelle *parole* l'espace qui se crée entre un récit collectif qui promeut une certaine façon de vivre ensemble, et la vie telle que nous la vivons *effectivement*. Je ne parle pas ici des bavardages sur Internet et autres cours des miracles, ni des gazouillis sur les téléphones. Ce que j'appelle prendre la parole, c'est autre chose.

C'est protester de la réalité de la vie vécue face aux prétentions mystificatrices de tout récit qui prétend dire le monde *tel qu'il est*. Pour la période qui nous occupe, c'est manifester l'écart entre l'indicible de notre vie matérielle et son annexion par le récit techno-économique du capitalisme spéculatif. La parole n'est pas nécessairement réflexive, intellectuelle, analytique. Elle ne dit pas « le vrai ». Elle exprime le doute. Rien ne résume mieux son geste que l'expression populaire : « C'est pas une vie ! », quand les circonstances font prendre conscience des contraintes qui nous coincent, alors que la vie matérielle nous suggère d'autres aspirations.

Soudain jaillit une manifestation de la *conscience insatisfaite* qui pressent ce que pourrait être « une autre vie » (et peu importe laquelle) et ce à quoi elle est *réduite*, ici et maintenant. Prendre la parole, c'est manifester la différence irréductible entre le monde prescrit et le monde vécu; c'est affirmer une insatisfaction fondatrice, non pas parce qu'on n'est jamais contenté de rien (on laisse cela à Narcisse), mais parce qu'on refuse d'être réduit à ce que le récit du monde dit que l'on devrait vivre : ainsi la parole d'un travailleur qui prend conscience qu'il *n'est pas* le héros performant qu'on lui demande d'être; ou la parole d'un consommateur qui s'aperçoit qu'il *ne vit pas* la jouissance que la publicité lui suggère; ou d'un chef d'entreprise qu'il n'est pas le jouet des marchands; ou d'un inventeur qu'il n'est pas au service d'un plan stratégique... La parole est ce qui nous permet de réaliser que l'on vit dans un monde, mais qu'on ne se confondra jamais avec ce que le monde

prétend nous dire de ce que nous y vivons *réellement*.

Manifestation tonique d'une conscience insatisfaite, donc possiblement heureuse, la parole introduit le doute sur le récit mystificateur, elle devine la fiction : « Ceci n'est pas *mavie* ! » Mais sur quoi débouche-t-elle après avoir été dite ? Soit sur la souffrance de la résignation, soit sur le travail pour s'émanciper; donc soit sur l'effondrement psycho-logique, soit sur la sortie du labyrinthe. Aussi est-elle précieuse mais dangereuse, pour l'ordre établi comme pour soi-même.

Car c'est quand la parole fait défaut que le récit économique ou social devient une mystification, avec ce qu'elle offre d'existence confortable et paisible. Nous en sommes là avec l'esprit du capitalisme spéculatif. C'est pourquoi il importait d'abord de mettre au jour la trame de son récit, de l'extraire de la gangue des croyances vagues et de l'ignorance où nous sommes, de ses ajustements opportunistes et de ses mécanismes; de la lire objectivement d'un bout à l'autre, dans son déploiement qui relie l'épargne des ménages aux innovations les plus séduisantes, et de proche en proche au fatalisme économique et à la lassitude de l'anti-humanisme. On pourra alors mettre le récit à distance de la vie réelle. C'est ce que j'ai tenté de faire dans cette enquête. En décrivant l'esprit malin du capitalisme spéculatif, en le racontant, j'invite à n'être plus raconté par lui. Et je propose de revenir à la réalité, en écoutant la vie telle qu'elle se vit.

Paroles

Je participais, un jour, à une émission de radio et j'essayais d'esquisser le récit de la financiarisation pour autant qu'on puisse le faire dans les cinq minutes imposées. Je rendais compte de ce que beaucoup vivent : le travail dans les organisations est rendu invisible par un maquis d'écrans de contrôle et de ratios qui le réduisent à un résultat comptable. Si bien qu'on ne sait plus très bien qui fait exactement quoi dans les organisations financiarisées. À l'issue de l'émission, la technicienne de studio, Élise, m'interpela :

« Ce que vous avez dit, c'est exactement ce que je vis ici... Mon travail, c'est de la routine, j'ai mes objectifs, qui changent d'ailleurs tout le temps parce que la maison se réforme tous les ans... Tous les ans de nouvelles directives, même si, en fin de compte on fait toujours le même boulot. Qu'est-ce que vous voulez, un enregistrement studio ça reste un enregistrement studio... Je suis dans ma case, je fais mon travail mais, tout le monde s'en fout... Et moi aussi d'ailleurs.

— Vous n'aimez pas ce que vous faites ?

— Si j'aime beaucoup mon métier. Mais il ne m'intéresse plus, il n'intéresse personne, ni mes chefs, ni mes collègues, ni moi. Tout le monde est obnubilé par ses objectifs et par la rentabilité. En fait, on ne peut plus vraiment faire ce métier par passion.

— Et ça ne vous pèse pas de passer tant d'heures au travail dans cet état d'esprit ?

— Vous savez, je fais mes 35 heures. Et je fais consciencieusement mon

travail... Mais la passion, je la trouve ailleurs. J'ai mes activités associatives... »

Ici, son visage s'illumine, on sent poindre une énergie nouvelle, les yeux regardent dans le vague. Un sourire.

« Qu'est-ce que vous faites dans votre association ? — On monte des chorales avec des jeunes en difficulté. C'est au Centre culturel de ***. À partir du chant, on leur permet d'expérimenter ce que c'est que vivre avec les autres. Ils doivent apprendre les mêmes chansons, partager des pupitres, compter sur les autres voix, se donner mais pas trop. Ils redécouvrent qu'ils ont du talent et tout ce qu'on peut réaliser ensemble.

— Et ça marche ?

— C'est même assez incroyable ! On a un concert annuel pour chaque chorale... Il faut voir les jeunes ce jour-là... Bien sûr, c'est pas professionnel, mais c'est tellement magnifique. Et puis eux, leur transformation, leur fierté quand ils saluent, à la fin, rien que pour ça, ça vaut la peine... »

En racontant, elle était devenue radieuse. De mon côté, je ne savais pas s'il fallait admirer l'antithèse radicale de la société spéculative que résumait son humble expérience associative, ou essayer de comprendre comment elle pouvait vivre sans conflit dans les deux mondes, professionnel et associatif.

« Vous passez beaucoup de temps dans cette association ? »

Elle réfléchit. Visiblement, c'était la première fois qu'on lui posait une telle question. Et finalement :

« Quelque chose comme 20 heures... »

— Par mois ?

— Non, par semaine ! Il y a deux soirées de répétitions, la préparation des chants, le travail avec les équipes en amont, et au moins deux week-ends par mois avec les jeunes... Oui, ça doit faire en moyenne quelque chose comme 20 heures par semaine... »

J'étais stupéfait. Cette quadragénaire passait plus d'un mi-temps dans des activités associatives.

« Et vous êtes payée pour ça ? »

— Non, c'est du bénévolat ! Mon association est hébergée par le Centre culturel, mais on est indépendant.

— Mais pourquoi ne pas vous faire embaucher puisque ce travail vous passionne et qu'il est si utile ? Pourquoi ne pas changer de métier ?

— C'est curieux que vous me posiez la question parce que le Centre culturel me propose justement un contrat de travail. Mais je vais dire non.

— Pourquoi ?

— Parce que j'ai vu ce que c'était que le salariat. Je préfère rester libre pour faire les activités qui me plaisent. »

Élise prend la parole. Elle a trouvé un chemin de traverse entre la vie réelle et le travail prescrit par le capitalisme spéculatif. Elle s'est détachée de celui-ci. Un bureaucrate du chiffre calcule quelque part combien elle coûte, quelle est sa productivité ou à quelle trajectoire de développement de soi elle pourrait souscrire.

Mais restitué par sa parole dans sa vie réelle, son travail professionnel devient marginal devant le déploiement d'énergie et de liberté que lui offre son travail associatif.

2017. Un après-midi pluvieux de septembre, dans un bistrot parisien. Tout en regardant passer derrière la grande baie du café, la foule des gens banals et l'agitation de la circulation, je discutais avec Damien et Laurent, jeunes gens issus d'une grande école de management. Ils avaient fondé une start-up et ils étaient pleins de feu. Ils imaginaient la croissance de leur activité qui avait déjà connu un développement fulgurant, puisqu'ils étaient passés de 2 à 14 collaborateurs en moins d'un an – le genre de progression que le récit spéculatif appelle une *success story*. Surfant sur la digitalisation des entreprises, ils proposaient à des managers souvent tétanisés à l'idée de rater la « disruption », des sites Internet d'une nouvelle génération, c'est-à-dire, pour ce que j'en pu observer, plus animés et plus fluides. Modeste révolution comme on le constate. Mais ces deux jeunes gens portaient un discours enthousiaste, ils annonçaient un monde totalement nouveau dont ils étaient les promoteurs.

J'observais au-delà de la vitre le monde présent, les gens qui passaient, allant vers leurs destins minuscules et qui ignoraient que ces deux jeunes gens, sûrs d'eux, leur concoctaient, selon eux, les outils digitaux qui bouleverseraient leurs vies. À l'une de mes remarques, légèrement dubitative sur l'utilité finale de leur produit, je m'entendis répondre cette inoubliable déclaration : « C'est nous qui fabriquons le monde de demain. » Rien que ça. Je ne sais pas pourquoi, en voyant dans la rue les gens qui, à ce moment, accéléraient leur marche non vers la disruption annoncée, mais parce qu'il s'était mis à pleuvoir, me vinrent à l'esprit les mots que chante Léo Ferré, « les mots des pauvres gens, ne rentre pas trop tard, surtout ne prend pas froid... »

Damien et Laurent étaient devenus des « disrupteurs digitaux ». Je les avais connus quelques années plus tôt, à la sortie de leur école. En ce temps-là, ils voulaient lancer une entreprise originale de financement coopératif. Ils étaient pleins de conviction et parlaient d'un capitalisme alternatif, d'un nouveau système. Leur entreprise offrait la possibilité de mettre en relation directe des financeurs particuliers et des projets sociaux en court-circuitant les banques. C'était astucieux. Mais ce n'était pas très rémunérateur. Alors un jour, ils s'étaient rendus aux charmes du capitalisme spéculatif. Ils ont fait évoluer leur *business model* comme on dit. Ils avaient embrassé le discours ambiant le plus orthodoxe : disruption, transformation, rupture digitale, homme augmenté, etc. Je les regardais, ils étaient les mêmes, même enthousiasme juvénile, mais le discours avait changé de cible. Ce n'était pas une expérience alternative qui les excitait, c'était la « disruption », la révolution officielle, autorisée, acceptable, rationalisée par l'esprit spéculatif.

Il n'était pas difficile de saisir qu'ils ne croyaient pas plus que moi à leur produit digital révolutionnaire. Ils espéraient seulement qu'une grande entreprise soit assez parieuse pour les racheter dans un an ou deux, c'est-à-dire pour racheter la *success*

story. Ce qui leur permettrait d'empocher, comme tant d'autres, le paquet d'argent suffisant pour, peut-être, vivre une autre vie. Rêve de jeunesse microcapitaliste...

Je ne me sentais pas capable de les blâmer, qu'aurais-je fait à leur âge ? Au mieux, je voulais les inviter à écouter la parole des autres, à prendre conscience de leur aliénation. Car quelque chose me disait (mais peut-être n'était-ce que l'effet de mon affection pour eux) qu'un jour, le besoin de prendre la parole reviendrait, avec le retour de la conscience insatisfaite. Il fallait préserver ce possible. En attendant, ils étaient devenus aussi agaçants que n'importe quel Narcisse de la fiction spéculative, qui veut donner l'impression d'y croire vraiment.

2019. Propos entendus dans la salle d'attente d'un aéroport. Philippe est chef de chantier dans une grande société du bâtiment. Proche de la quarantaine, énergique, le type du professionnel consciencieux, ingénieur sûr de sa technique et de ses compétences. À ses collègues avec lesquels il part en formation, il parle un peu fort, d'un débit rapide, un ton cassant, avec des affirmations récurrentes propres au petit chef, de type : « À moi, on ne la fait pas ! »

Mais le petit chef était désarmé :

« Les jeunes ne veulent plus travailler... Ils ont leur smartphone greffé à la main. Ils passent leur temps à recevoir et envoyer des SMS... Moi, je n'envoie pas de SMS pendant mon temps de travail... Et pourtant, je pourrais, parce qu'avec mes deux filles et ma femme qui travaille 10 heures par jour... ça m'arrangerait moi aussi d'envoyer des SMS... Mais non, je sais faire la différence entre le travail et la vie privée... Mais eux, les jeunes, c'est fini tout ça... Ça ne leur fait rien de s'occuper de leurs affaires personnelles au boulot... et même de recevoir des messages et d'y répondre... Je leur dis : "Non, mais vous croyez que vous êtes payés pour ça ?" Rien à faire... Je passe un temps fou à les mettre au travail sur les chantiers à coup de pieds au cul... Il faut que je leur explique tout et que je surveille parce que dès que j'ai le dos tourné, hop, sur leur portable... C'est du vice !... »

Et Philippe poursuivait ainsi, à voix forte, en alternant les menaces viriles et les constats d'impuissance, jusqu'à ce qu'une collègue, Dalila, conclut brutalement la séquence d'un ferme et définitif :

« Bah ! Que veux-tu, ce sont les nouvelles générations... » À son ton, je compris qu'elle était fatiguée de l'écouter, parce qu'il ne parlait pas vraiment mais qu'il répétait un discours convenu qu'il croyait nécessaire. Elle savait que ce n'était pas une question de générations, mais que ces jeunes, comme chacun, comme elle sans doute, *vivaient leur vie*; que c'était cela la réalité à partir de laquelle il fallait les gérer, les conduire, les aider; et que le pauvre Philippe courait après une chimère, parce qu'il croyait sincèrement que la fiction du travail prescrit par la technocratie spéculative dont il était un des bureaucrates, devait se réaliser telle quelle dans le travail réel de ses collaborateurs (et le sien). Il ne doutait pas du récit spéculatif, mais de la capacité des humains à le réaliser docilement. Il parlait beaucoup, mais ne prenait pas la parole. C'est ce qui le rendait fatigant.

Je pourrais multiplier ces éclats de vie que mes recherches me permettent de

relever et de noter à la volée, sur les terrains que je parcours. Ils constituent une ressource inspirante parce qu'ils présentent la matière brute de la vie vécue et ce qui l'anime *réellement*. Ils me permettent de relativiser le récit techno-économique sur lequel j'ai enquêté, de le considérer comme une fiction mais aussi de repérer ce qui modifie déjà la marche prévue du monde et que l'esprit du capitalisme spéculatif n'arrive pas à saisir.

Avenir serein (à défaut d'être radieux)

Ce qui me rend serein sur l'avenir, c'est la diversité des acteurs qui prennent la parole au sens où je l'entends. Paroles qui ne sont pas publiques et qui ne sont donc pas entendues; mais qui sont efficaces, c'est-à-dire qu'elles produisent aussi leurs petits effets. Ce sont les initiatives de mille consciences insatisfaites, qui creusent un vide entre le réel et le récit du monde spéculatif et qui offrent peut-être la possibilité d'une émancipation.

Au milieu de la masse aliénée, je rencontre très régulièrement des financiers qui développent, obstinément, des fonds de placements éthiques ou socialement responsables, et qui sont comme de petits cailloux dans la chaussure de l'esprit spéculatif en marche; des traders qui doutent bizarrement de leur utilité et qui changent de vie; des salariés qui s'épaulent et maintiennent des solidarités au travail, malgré l'exigence des résultats; des personnels de santé qui trouvent des contournements pour continuer de soigner correctement, en dépit de la pression des chiffres. Je rencontre ceux qui claquent la porte d'une entreprise étouffée par la financiarisation pour trouver ailleurs de quoi satisfaire le goût de leur métier; mais aussi des travailleurs qui conservent le sens du travail bien fait et qui arrivent à le réaliser en bricolant les normes de rendement; des gestionnaires qui adaptent ces normes pour coller au plus près de la réalité du travail et qui réforment insensiblement leurs pratiques; des consommateurs qui regardent leurs ordinateurs et leurs téléphones comme des outils banals, sans phobie ni fascination; des chefs d'entreprise qui en ont assez de devoir répondre aux promesses spéculatives faites par d'autres et qui cherchent à s'en affranchir pour produire et partager différemment la richesse créée; des jeunes animés du désir de vivre une vie affranchie des illusions spéculatives de leurs parents...

Au fond, ce qui me rend serein, c'est l'obstination de gens honnêtes à faire autrement que ce qu'on leur demande de faire; des gens braves qui ne fuient pas le monde pour un « autre monde » alternatif (ce serait encore une promesse et un pari sur les prouesses de l'Avenir), mais qui le bonifient de l'intérieur. Des braves gens animés par un bien commun dont ils ne sauraient pas dire pourquoi il les motive, mais dont ils ne peuvent faire leur deuil.

Ils sont trop peu nombreux ? Est-ce si sûr ? Et peu importe : les spéculateurs l'étaient aussi au commencement. Et c'est ainsi qu'éclosent déjà, au centre de l'économie spéculative elle-même, les paroles qui émancipent et les transformations rusées; elles ne réforment pas « le système »; elles n'en ont nulle envie; mais elles

l'érodent, elles le liment, elles le croquent par petits bouts, elles détournent les ratios, elles bricolent les normes, elles transforment par petites touches, animés de foi, d'espérances, de croyances, d'honnêteté et de bon sens. Elles ne sont pas technophobes, au contraire, elles se servent mêmes des technologies et des fantastiques opportunités qu'elles offrent; elles n'idolâtrèrent pas le progrès mais elles croient aux modestes améliorations; elles en évaluent la pertinence sans frénésie ni inquiétude; elles ne s'inspirent ni de l'effondrement écologique ni de sa mystique douteuse...

Ces actions à bas bruit sont ignorées de ceux qui croient si fermement en l'esprit du capitalisme spéculatif qu'ils ne voient que la part du monde qui obéit à ses prescriptions et à ses promesses; elles sont aussi ignorées de ceux qui s'inquiètent et qui tremblent. Mais déjà, si on prête oreille aux paroles, si on écoute, si on observe la réalité à partir de ce qu'elles produisent, on entend que le monde *présent* est infiniment plus ouvert et plus indécis que ne le prétend la fiction spéculative. L'avenir ne sera pas radieux, le tragique pourra survenir, mais les germes du salut fermentent déjà et ils sont produits *dans le labyrinthe*.

Bien sûr, une succession de paroles ne constitue pas un nouveau récit ordonné et efficace. Les alternatives se découragent aussi, les énergies s'épuisent à grignoter une part du réel quand la fiction spéculative impose son monopole. Devant la conviction compacte de la foule mystifiée, il est difficile de conserver la parole et de poursuivre son chemin. Comme Damien et Laurent, certains préfèrent se rendre à la conscience satisfaite que l'esprit spéculatif propose au microcapitaliste; quitte à être absorbés, gratifiés et liquidés par lui. Beaucoup se convertissent au fatalisme économique et à l'anti-humanisme morbide comme ces vieilles personnes qui, incapables d'affronter leur mort singulière, prophétisent l'effondrement de l'univers.

Mais l'histoire continue. Le bien est tenace. C'est pourquoi notre tâche ne consistera pas à épinglez les bonnes actions et les belles idées comme une collection de papillons; encore moins à inventer un « nouveau récit » sorti de nulle part et censé aimanter les énergies vers une nouvelle promesse d'avenir radieux. Il nous faut demeurer réalistes : et donc repérer, comme nous l'avons fait pour la fiction spéculative, comment quelque chose est déjà donné aux humains pour qu'ils aient envie de faire autrement. Et malgré les murs du labyrinthe, leurs comportements économiques se synchronisent, des ajustements sociaux s'opèrent, des ressources se partagent, de nouveaux modes de valorisation se mettent en place. Tout ceci est assez cohérent pour tramer la société qui continue de naître. Donner à voir ce travail souterrain sera l'objet de notre prochaine enquête.

1. Michel de Certeau, *La Prise de parole*, Desclée de Brouwer, 1968, p. 61.

Table

Prologue : Pour comprendre l'intention de ce livre

- 1 - Au commencement
- 2 - Métamorphose de l'entreprise en tableur
- 3 - Marchands et technocrates..
- 4 - Technocratie spéculative
- 5 - Le capitalisme spéculatif, première approche
- 6 - À quoi sert le néolibéralisme ?
- 7 - Narcisse en son miroir
- 8 - La spéculation tombe en panne
- 9 - L'élite rejoue et gagne
- 10 - Métamorphose de l'entreprise en plateforme numérique
- 11 - Nouvelle extension du domaine de la spéculation
- 12 - Produire en achetant
- 13 - Narcisses au travail
- 14 - Vain souci de la dette
- 15 - Du bon usage de la science-fiction
- 16 - Le monopole de l'Avenir

Épilogue

Remerciements

Ce livre est le fruit d'échanges nombreux, souvent furtifs mais pour moi éclairants, avec mes collègues, mes étudiants, les hommes et les femmes d'entreprises avec lesquelles je collabore. Je remercie en particulier pour nos discussions Roland Bessenay, Sébastien Dérieux et Sébastien Winston. Les relectures patientes et bienveillantes du manuscrit par Romain Chevallet, Solveig Dop, Gilles Marion, Simon Rossi, Laurent Taskin et Joëlle Veron-Durand ont été d'un apport inestimable et m'ont permis, outre de sérieux amendements, de savoir ce que différents lecteurs pouvaient ressentir en découvrant les thèses que je développe dans ce livre. Les encouragements et les conseils de Benoît Chantre m'ont aidé à clarifier le manuscrit et à le mener à son terme. Je remercie les anonymes qui, par leurs témoignages et leurs attentes, m'ont donné envie de rédiger ce récit pour qu'ils puissent prendre la parole.